



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le jeudi 21 juillet 1977

Vol. 19 — No 76

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Dépôt de rapports de commissions élues	
Rapport de la commission permanente de la fonction publique concernant les projets de loi nos 28, 29 et 30	2243
Rapport de la commission permanente des affaires municipales concernant les projets de loi nos 205, 223, 225, 227, 234 et 242	2243
Présentation de motions non annoncées	
Motion pour faire siéger la Chambre le lundi 25 juillet 1977.	2243
Vote sur la motion.	2244
Dépôt de documents	
Rapport annuel de la Régie de la langue française.	2244
Rapport de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec.	2244
Questions orales des députés	
Charte de la langue française.	2244
Accès des anglophones des autres provinces aux écoles du Québec.	2245
Contrat de construction de nouveaux tramways.	2245
Politique d'achats du gouvernement.	2247
Possibilité d'une pénurie de lait industriel.	2248
Conférence des premiers ministres provinciaux.	2250
Discrimination contre des ouvriers anglophones.	2250
Budget de l'Institut des sports du Québec.	2251
Industrie du meuble à Victoriaville.	2252
Fermeture d'usines à East Angus et au Cap-de-la-Madeleine.	2252
Travaux parlementaires.	2253
Motion privilégiée de M. Jean-Noël Lavoie concernant la conduite des députés de Maisonnette et de Bourget relativement à l'étude du projet de loi no 1.	2253
M. Jean-Noël Lavoie.	2254
M. René Lévesque.	2260
M. Yvon Brochu.	2266
Mme Thérèse Lavoie-Roux.	2270
M. Claude Charron.	2273
M. Fabien Roy.	2278
M. Gérard D. Lévesque.	2280
M. Fernand Lalonde.	2282
M. Jean-Noël Lavoie.	2287
Vote sur la motion.	2290
Ajournement.	2291

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
 Adresse: Service des Documents Parlementaires
 Assemblée nationale
 Hôtel du Gouvernement, Québec
 G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le jeudi 21 juillet 1977

(Quinze heures sept minutes)

M. Richard (président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
M. le député de Laviolette.

Rapport de la commission permanente de la fonction publique concernant les projets de loi nos 28, 29 et 30

M. Jolivet: M. le Président, conformément au règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente de la fonction publique qui a siégé le 19 juillet 1977 aux fins d'étudier les projets de loi suivants: projet de loi no 28, Loi modifiant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics; projet de loi no 29, Loi modifiant le régime de retraite des fonctionnaires et la Loi d'Hydro-Québec; projet de loi no 30, Loi modifiant le régime de retraite des enseignants. Respectueusement soumis.

Le Président: Rapport déposé.
M. le député de Laprairie.

Rapport de la commission permanente des affaires municipales concernant les projets de loi nos 205, 223, 225, 227, 234 et 242

M. Michaud: Merci, M. le Président. Conformément au règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a siégé le 20 juillet aux fins d'étudier les projets de loi privés suivants: no 205, Loi modifiant la charte de la ville de Laprairie; no 223, Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières; no 225, Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard; no 227, Loi concernant la ville de Mont-Laurier; no 234, Loi concernant la ville de Fermont et no 242, Loi concernant la ville de Richelieu. Merci, M. le Président.

Le Président: Rapport déposé.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions...

M. Lavoie: Pour faciliter les travaux, je crois que ces projets de loi privés doivent non seulement faire l'objet d'un dépôt, mais je crois d'une motion d'agrément...

M. Burns: De prise en considération.

M. Lavoie: Non, automatiquement adoption, sans débat ni...

Le Président: M. le leader du gouvernement, est-ce que vous faites la motion ou le leader parlementaire de l'Opposition?

M. Burns: M. le Président, je fais motion pour que ces rapports soient adoptés et comme telle que la procédure suive son cours.

M. Lavoie: Il s'agit uniquement des projets de loi privés et non pas du premier rapport.

M. Burns: C'est là-dessus que je ne vous comprenais pas. Vous voulez passer les deuxième lectures des rapports ou...

M. Lavoie: Non. En ce qui concerne le premier rapport, il s'agit de projets de loi publics.

M. Burns: C'est cela.

M. Lavoie: Mais après une deuxième lecture, le rapport est uniquement déposé et les députés ont la journée pour faire des amendements, s'il y a lieu. La prise en considération du rapport et l'adoption a lieu à une autre séance. En vertu de notre règlement, en ce qui concerne les projets de loi privés, lorsqu'il y a étude, après la première lecture, ces rapports des projets de loi, si c'est le désir du leader du gouvernement, sont adoptés immédiatement, et non pas seulement déposés. Ils sont adoptés, après ils passent en deuxième lecture.

M. Burns: Alors, ils sont adoptés, je pense.

Le Président: La motion sera-t-elle adoptée en ce qui a trait au rapport de M. le député concernant La Prairie, uniquement?

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté.
Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de motions non annoncées.

Motion pour faire siéger la Chambre le lundi 25 juillet 1977

M. Burns: Je propose, en vertu des dispositions de l'article 30, deuxième paragraphe, que l'Assemblée nationale se réunisse le lundi, 25, à compter de 15 heures. J'espère que je ne me trompe pas, le 25, c'est bien lundi?

Une Voix: Oui.

M. Burns: Le 25 juillet, à compter de 15 heures.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Un vote.

Le Président: Qu'on appelle les députés.
Y a-t-il consentement pour procéder à la mise aux voix immédiatement?

M. Lavoie: Oui.

M. Levesque (Bonaventure): Prenons deux minutes.

Le Président: Il y a une suggestion qui m'apparaît de bon aloi et qui émane du chef de l'Opposition officielle, c'est qu'on ne prenne que deux minutes mais que tout le monde reste à sa place pour ne pas...

M. Burns: Tout de même, il y a un illogisme, quand on appelle les députés, que tout le monde s'en aille.

Vote sur la motion

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Mégantic-Compton, nous allons vous accorder vos trente secondes.

A l'ordre, s'il vous plaît! Nous allons maintenant mettre aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement. Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Cardinal, Laurin, Morin (Sauvé), Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Johnson, Mme Ouellette, Mm. de Belleval, Joron, Lessard, Proulx, Charron, Duhaime, Lazure, Léger, Tardif, Chevrette, Michaud, Paquette, Marcoux...

Une Voix: A l'ordre! A l'ordre!

Le Secrétaire adjoint: ...Alfred, Vaugeois, Fallu, Rancourt, Grégoire, Bertrand, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellet, Perron, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Charbonneau, Beausséjour, Desbiens, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Lalonde, Forget, Garneau, Goldbloom, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Caron, O'Gallagher, Picotte, Marchand.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Roy.

Le Président: Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 74 — Contre: 11 — Abstentions: 0

Le Président: Cette motion est adoptée.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le ministre d'Etat au développement culturel.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport annuel de la Régie de la langue française

M. Laurin: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel de la Régie de la langue française pour l'année 1976, ainsi que quelques ganglions d'annexes, ainsi que quelques documents d'annexes.

Le Président: Document déposé.

M. le ministre de l'Éducation.

Rapport de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec

M. Morin (Sauvé): M. le Président, permettez-moi, à titre de ministre responsable de l'application du Code des professions, de déposer le rapport de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec pour l'année 1976/77.

Le Président: Rapport déposé.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, j'avais une question à poser au premier ministre. Je ne sais pas si la situation à l'intérieur fait en sorte qu'il ne soit pas ici, mais je vais passer mon tour.

Le Président: M. le député d'Outremont.

Charte de la langue française

M. Raynauld: M. le Président, je voudrais poser une question au ministre chargé du développement culturel. Ce matin, il a dû voir dans le journal qu'à la suite de plusieurs mémoires qui ont été déposés en commission parlementaire, deux démographes réputés ont contesté les hypothèses et les faits retenus par le ministre. Je voudrais lui demander, à la vue de ces contestations, s'il ne désirerait pas clarifier cette situation plus avant, avant de procéder avec le projet de loi no 101? Deuxièmement, serait-il disposé à reconsidérer au moins certaines parties du projet de loi, s'il s'avérait que ces faits sont confirmés, ceux qui sont présentés ce matin dans le journal, et que les faits sur lesquels il s'appuie s'avéraient erronés ou faux?

M. Laurin: M. le Président, étant donné le caractère hautement technique de pareilles études, je pense qu'il est toujours prudent de prendre tout le temps nécessaire pour les examiner, et c'est ce que nous faisons actuellement. Le temps venu, que ce soit au cours du débat de deuxième lecture ou de la discussion article par article, il nous fera plaisir de donner les commentaires appropriés. Mais, encore une fois, si les études devaient nous révéler des résultats nouveaux, nous sommes sûrement prêts à reconsidérer l'une ou l'autre des conclusions auxquelles nous en sommes déjà venus.

Le Président: M. le député d'Outremont.

M. Raynald: J'ai une question additionnelle. Est-ce que ce qui est paru ce matin n'était pas simplement le prolongement de plusieurs autres mémoires qui avaient été soumis à la commission parlementaire et qui disaient essentiellement la même chose? Est-ce que, sur la base, au moins, de ces études antérieures, le ministre n'aurait pas déjà les moyens de dire à cette Assemblée si justement les hypothèses sur lesquelles il s'est appuyé ne sont pas déjà dépassées tout au moins?

M. Laurin: C'est la même réponse, M. le Président.

M. Lalonde: M. le Président, j'aurais une question additionnelle à poser au premier ministre, mais, étant donné qu'il doit être en train de chercher la trouvaille du siècle, je vais attendre une autre fois.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce sur une question additionnelle, Mme le député de L'Acadie.

M. Mackasey: M. le Président, je pose ma question au ministre de la culture. Le ministre acceptera-t-il la proposition faite devant la commission...

M. Burns: Par acquit?

Accès des anglophones des autres provinces aux écoles du Québec

M. Mackasey: Le ministre acceptera-t-il la proposition faite par l'Université McGill devant la commission de discuter avec les fonctionnaires du ministère le fait de nier aux anglophones des autres provinces le droit d'aller dans les écoles ici dans cette province, si, par exemple, ils viennent au Québec? Si je me rappelle bien, McGill a fait la proposition directement au ministre de discuter avec les fonctionnaires du ministre l'effet de cette clause option Québec-option Canada. Le ministre est-il disposé à prendre avantage de cette suggestion et de cette invitation de McGill?

M. Laurin: C'est déjà fait, M. le Président. Il y a un démographe du ministère de l'Éducation qui est allé rencontrer des démographes de l'univer-

sité McGill. Ils sont en pleine consultation réciproque à l'heure actuelle. J'attends le résultat de leurs études conjointes.

M. Mackasey: J'ai une autre question supplémentaire. Quand cette étude sera terminée, le ministre sera-t-il prêt à mettre à la disposition de tous les députés, surtout ceux qui sont membres de la commission, le résultat de cette étude?

M. Laurin: Je compte donner la réponse à ce moment, mais, selon toute probabilité, oui.

Le Président: M. le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: C'est une question additionnelle que je pose au ministre d'État au développement culturel. M. le ministre se souviendra qu'au moment de l'audition du mémoire de l'université McGill, ses porte-parole avaient cité le démographe Henripin.

A ce moment-là, vous aviez dit que c'était votre intention de demander à M. Henripin, qui avait fait une déclaration à un journal, d'étayer la déclaration qu'il avait faite.

Ce qui me surprend, aujourd'hui, c'est que les nouvelles qui paraissent dans le Devoir semblent être des faits nouveaux pour le ministre alors que déjà, à ce moment-là, vous aviez été mis sur une piste possible de contradiction éventuelle des faits qui avaient été apportés. Ma question précise est celle-ci: Avez-vous donné suite à ce que vous aviez dit à ce moment-là en commission parlementaire de contacter le démographe Henripin?

M. Laurin: J'avais dit, M. le Président, que j'essaierais de retrouver l'article où cette déclaration de M. Henripin paraissait. J'ai retrouvé l'article, mais dans l'article, il n'y avait pas de preuve à l'appui de sa déclaration. Probablement qu'à ce moment-là, M. Henripin pensait déjà au travail qui était en cours avec M. Lachapelle, mais j'ai lu ce résultat de leurs études dans le Devoir de samedi ou de vendredi, et j'ai lu la deuxième tranche aujourd'hui. Ce sont ces deux rapports que nous sommes en train de considérer, et, le moment venu, il est bien évident que nous y réagissons.

Le Président: Je voudrais rappeler aux gens dans les galeries qu'il est strictement interdit de manifester sous quelque forme que ce soit.

M. le député de Jean-Talon.

Contrat de construction de nouveaux tramways

M. Garneau: M. le Président, le ministre des Transports du gouvernement de l'Ontario a ordonné qu'un contrat pour la construction de nouveaux tramways soit accordé à la société Hawker-Siddeley de Thunderbay en Ontario alors que la compagnie M.L.W. Bombardier avait présenté la soumission la plus basse. Ma question s'adresse au ministre d'État au développement économique. Est-il vrai que le ministre d'État au développement économique se soit déclaré d'ac-

cord avec la décision du gouvernement de l'Ontario et qu'il se serait même réjoui d'une telle décision qui pourtant prive plusieurs centaines de travailleurs québécois d'un apport économique important au moment où le taux de chômage est élevé?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Bérubé: M. le Président, il est toujours pénible de faire face aux effets du protectionnisme. Par conséquent, ma réponse est formelle. Je ne me suis pas réjoui du fait qu'un contrat ait été donné à une firme de l'Ontario au détriment d'une firme du Québec, d'autant plus que, d'après M. Laurent Beaudoin, président de l'entreprise, il avait eu des assurances convenables du gouvernement de l'Ontario qu'aucun facteur discriminatoire ne serait introduit dans l'attribution de ce contrat, ce qui l'a incité à encourir environ \$200 000 de dépenses par sa firme, pensant de bonne foi être traité convenablement par le gouvernement de l'Ontario. Ce sont des affirmations, évidemment, du président Beaudoin, que je ne prends pas à ma charge, mais je dis que, s'il a raison, une injustice a visiblement été commise à l'encontre de l'intérêt de son entreprise.

Ceci dit, nous avons toujours prétendu lors de l'élaboration de notre propre politique d'achats que le gouvernement de l'Ontario, depuis longtemps, pratiquait une politique discriminatoire à fins économiques au bénéfice de l'économie ontarienne. Il vient de nous en donner la preuve flagrante et spectaculaire à l'occasion de ce contrat. Ce n'est pas une chose dont il faut se réjouir; c'est, par ailleurs, une chose que n'importe quel homme politique, M. le Président, peut comprendre facilement. En effet, dans une conjoncture difficile comme celle de l'Ontario présentement qui est à un niveau de chômage historique, les pressions sont évidemment très fortes sur les pouvoirs publics ontariens pour que les commandes gouvernementales protègent l'économie.

Ce n'est pas une attitude souhaitable à long terme. Si le Québec avait 2% de chômage, il devrait abandonner toute forme de politique d'achats et l'Ontario devrait faire la même chose. Mais ce gouvernement est face à une conjoncture difficile, comme tous les gouvernements de l'Amérique du Nord.

Le Président: M. le député de Jean-Talon.

M. Garneau: Je constate que, sans l'avoir dit, le ministre a répondu dans l'affirmative en ce qui regarde son accord avec la décision du gouvernement de l'Ontario. Comme les représentations ou les déclarations qui ont été faites soulignent qu'il s'agit d'une mesure de représailles à rencontre de la politique de balkanisation qui avait été proposée par le Québec, le ministre d'Etat au développement économique ne considère-t-il pas que cet exemple qui vient de nous être donné est l'exemple le plus patent de la faillite de la politique d'achats du gouvernement du Québec?

M. Landry: Je pense qu'il faut avoir une singulière puissance d'intellection de mes propos pour m'avoir fait dire dans deux phrases le contraire de ce que j'avais dit dans une quinzaine de phrases. Je réaffirme, M. le Président, qu'il n'est pas réjouissant de voir que le gouvernement de l'Ontario, si les propos du président Beaudoin sont vrais tels qu'ils sont rapportés dans les journaux d'aujourd'hui, a manqué à sa parole envers lui et a fait dépenser \$200 000 à sa firme. Je réitère que nous n'avons pas attendu cette preuve, que j'ai qualifiée de spectaculaire, du protectionnisme ontarien pour faire notre propre politique d'achats. Nous avions déjà la preuve, d'avance, par pratique et par documents, M. le Président, que le gouvernement de l'Ontario appliquait une politique d'achats. Quand son partenaire commercial est protectionniste, ne pas l'être est de la naïveté et de l'irresponsabilité, bien que je réprouve théoriquement le protectionnisme en soi et que je souhaite que, par négociation bilatérale ou par amélioration de conjoncture, toute mesure protectionniste finisse par disparaître.

M. Garneau: M. le Président, je vais reposer ma question plus simplement. Comme le ministre ne permet pas que j'interprète ses propos, est-il d'accord avec la décision du gouvernement de l'Ontario, oui ou non?

M. Landry: Je ne suis pas d'accord que le gouvernement de l'Ontario manque à la parole donnée vis-à-vis d'un agent économique québécois.

M. Garneau: M. le Président, ma question portait sur la politique d'achats, et non pas sur des propos dont nous ignorons l'existence, soit dans les faits ou par le rapport dans les journaux. M. le Président, je reviens donc à ma question: Est-ce que le ministre du développement économique est d'accord avec la politique de représailles du gouvernement de l'Ontario, suite à la décision du gouvernement du Québec?

M. Landry: Je ne suis même pas d'accord sur le fait que c'est une politique de représailles. Si notre partenaire veut mettre en doute la parole du ministre ontarien qui a affirmé, à plusieurs reprises et clairement, qu'il ne s'agissait pas de représailles et que si la firme avait été de BC ou de Saskatchewan, son jugement aurait été exactement le même... si quelqu'un de cette Assemblée veut mettre en doute la parole de notre collègue de l'Ontario, qu'il le fasse par les moyens qui sont à sa disposition.

M. Levesque (Bonaventure): Une question additionnelle. Est-ce que le ministre, oui ou non, est d'accord sur la décision prise par le gouvernement de l'Ontario tenant compte de la politique d'achats du gouvernement de l'Ontario?

M. Landry: Je pense que ce n'est pas à l'Assemblée nationale du Québec, M. le Président, ni à aucun de ses membres, de juger des impacts de la

politique du gouvernement de l'Ontario. J'ai, par ailleurs dit, M. le Président, et je le maintiens, que dans une conjoncture adverse, je comprends qu'un gouvernement ait la tentation protectionniste et y succombe, surtout quand, comme le gouvernement de l'Ontario, il a une longue tradition de cette pratique, bien plus vieille que la pratique québécoise.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le ministre est prêt à intervenir auprès de son homologue de l'Ontario afin que le gouvernement de l'Ontario révise cette décision à la lumière de la politique d'achats, et à la lumière des engagements qu'évoquait le ministre il y a quelques instants?

M. Landry: Je ne suis prêt, M. le Président, à aucune intervention ponctuelle qui ressemblerait à l'ingérence dans les affaires d'un autre gouvernement. Cependant, comme je l'ai dit aux moyens d'information, je le dis à cette Chambre, et je le ferai savoir directement s'il le faut au gouvernement de l'Ontario, le gouvernement du Québec est disponible pour des négociations bilatérales en cette matière.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Une question additionnelle. J'aimerais demander au ministre, puisque le gouvernement du Québec aura à se prononcer prochainement sur l'attribution d'un contrat d'achat, de 1200 autobus, si le gouvernement du Québec a l'intention d'intervenir vigoureusement auprès de la Commission des transports pour que ces autobus soient fabriqués au Québec de préférence, et j'ajouterais, même s'il en coûte un petit montant additionnel?

M. Landry: Je pense, M. le Président, que la réponse à cette question est inscrite de façon claire et nette dans les politiques d'achats du gouvernement du Québec que nous avons annoncées. Je ne sais pas, à cette époque, quelle sera la teneur de la période de questions à Queen's Park, mais nous avons l'intention d'appliquer la politique d'achats à tout contrat global important et autres contrats, en particulier, celui de 1200 autobus qui sera ouvert incessamment.

Le Président: M. le député de Verchères.

Politique d'achats du gouvernement

M. Charbonneau: Ma question s'adresse au ministre d'Etat au développement économique. Est-ce que le ministre d'Etat pourrait nous indiquer, à ce moment-ci, si on a déjà une analyse des répercussions, positives ou négatives, de notre politique d'achats depuis qu'elle a été annoncée et depuis qu'on a commencé à l'appliquer au Québec?

M. Landry: Non, M. le Président. Je n'ai pas de résultat qui puisse être considéré comme une analyse.

Cette analyse sera disponible dans un certain nombre de mois et nous la communiquerons à cette Chambre et au public. Pour l'instant, nous avons des indications qui sont plus anecdotiques qu'autre chose et qui ne pourraient d'aucune manière satisfaire la curiosité du député.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. Shaw: Mr. Minister, this continuing process of buying "chez nous", is it not going to work in the long term, to the disadvantage of the consumer being the Quebec public and the Ontario public? Is it not true that NLW will make its provisions for cost for those 1200 buses at a higher price than they would have charged Ontario? So therefore is it not in the interest of the public, both of the province of Quebec and of the province of Ontario, that you and your counterpart in Ontario get together on this purchasing activity so as to get the best price for the goods involved?

M. Burns: Question de règlement, M. le Président. Il s'agit là, M. le Président, d'une question qui est typiquement, d'une part, une question d'opinion et, d'autre part, d'une question purement hypothétique.

M. Shaw: Excuse me, Mr. President, there is no question of opinion at all, I am asking a principle of whether the best interest of the consuming taxpayer is involved.

That is not asking my opinion, I am asking the opinion of an attitude of the government.

M. Burns: C'est ce que je voulais vous faire dire.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire, en vertu de l'article 172, je crois, on ne peut pas demander une appréciation personnelle à un ministre.

La dernière question sur le sujet à M. le député d'Outremont.

M. Raynald: Je ne sais pas si ma question sera une question d'opinion ou de fait. M. le ministre d'Etat au développement économique, n'est-il pas un peu surprenant de votre part de déclarer qu'il soit pénible de faire face à une politique protectionniste après que le gouvernement du Québec a adopté la politique d'achats qu'il a adoptée?

M. Landry: M. le Président, j'ai dit et je crois avoir redit que nous avons la preuve formelle, documentaire et également la preuve par la pratique que, bien avant nous et bien avant que ce gouvernement soit au pouvoir, le gouvernement de l'Ontario avait adopté une attitude et une politique protectionnistes. Par conséquent, si un partenaire commercial aussi important pour nous que l'Ontario adopte une attitude protectionniste, cela devient irresponsable et naïf de n'en pas avoir. On ne peut pas négocier le désarmement quand on n'est pas armé soi-même. Par ailleurs, nous sommes ouverts, je le réitère, à des négociations bilatérales.

les, car nous avons maintenant quelque chose à négocier.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

**Possibilité d'une pénurie de
lait industriel**

M. Dubois: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le ministre est-il au courant que les fromageries du Québec et en particulier la fromagerie d'Oka s'inquiètent énormément de la possibilité d'un manque de lait pour la période de septembre 1977 à mars 1978? Est-il également au courant que cette même fromagerie hésite à ouvrir de nouveaux marchés extérieurs face à une incertitude croissante sur les approvisionnements de lait industriel pour la période que je vous ai mentionnée?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: C'est la première fois que j'entends dire qu'on manque de lait dans la province de Québec, j'entends plutôt dire qu'il y a des surplus. Je pourrais m'informer, j'aimerais savoir la source de vos rumeurs pour voir si cela a du bon sens.

M. Dubois: M. le Président je rendrai publique, demain, ma source et je vous donnerai des documents pertinents. J'ai une autre question pour le ministre.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: Une question additionnelle, s'il vous plaît. La fromagerie d'Oka vient d'investir \$1,5 million pour de nouvelles facilités, mais M. le Président, ce qui est moins beau et qui ne mérite pas d'applaudissements, c'est qu'elle est présentement très sceptique quant à la rentabilité de ses investissements, puisqu'elle prévoit être à court de 100 000 livres de lait par semaine, pour la période d'hiver. Le ministre est-il prêt à tout mettre en oeuvre et à s'attaquer de front au problème, au lieu de toujours critiquer le fédéral et ne rien apporter de concret aux producteurs laitiers du Québec?

M. Garon: Je vais vous dire bien franchement que vous parlez de quelque chose que vous ne connaissez pas, parce qu'un des principaux problèmes dans l'agriculture, c'est que le fédéral ne contrôle pas les importations de fromage, et il y a 50 millions de livres de fromage étranger qui entrent au Canada, alors que le principal producteur de fromage au Canada c'est la province de Québec. Cela serait une façon pour le fédéral de régler le problème du fromage. Deuxièmement, vous pouvez être assuré qu'il n'y aura pas de fromagerie, surtout dans ce domaine, dans le domaine du fromage, qui vont manquer de lait dans la province de Québec, alors qu'on a des surplus de production.

M. Roy: Une question additionnelle.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Je ne veux pas intervenir pour court-circuiter le député de Huntingdon s'il a une autre question additionnelle, mais j'en aurais sûrement une au moins.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: M. le Président, je demanderais au ministre de l'Agriculture de s'informer réellement auprès des fromageries du Québec, étant donné que présentement on s'inquiète du manque de lait possible pour la saison tardive, pour l'automne et l'hiver, ce qui nuirait assurément à la production de fromage, à notre exportation de fromage. De plus, on laisserait entrer sur nos marchés des fromages étrangers. Il y aurait lieu pour le ministre de s'informer. Je pense que ce n'est pas une assertion gratuite que je fais, c'est une position que les producteurs de fromage vont vous certifier.

M. Garon: Là, il faut s'entendre. C'est évident qu'il se produit moins de lait industriel l'hiver que l'été. Si vous vous référez à cela, c'est connu, cela a toujours été que les gens produisent plus l'été que l'hiver dans le domaine du lait industriel. Ce sont seulement les producteurs de lait nature qui produisent à peu près également douze mois par année. Si vous vous référez à cela, ce ne sont pas des rumeurs, c'est une réalité depuis qu'il y a du lait dans la province de Québec.

Le Président: Le député de Huntingdon.

M. Dubois: Le ministre est-il au courant du fait qu'il se mange beaucoup plus de fromage l'hiver que l'été? Alors, je pense que la politique laitière, il faudrait y voir un peu.

M. Garon: C'est vrai qu'il s'en mange plus l'hiver que l'été, parce qu'il fait moins chaud, mais par ailleurs il s'en fabrique beaucoup plus l'été que l'hiver.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Une question additionnelle, M. le Président. J'ai été réellement surpris d'apprendre du ministre qu'il n'était pas au courant du fait qu'il y avait un manque de lait dans certaines fabriques du Québec, puisqu'il est important, lorsqu'on est au pouvoir, d'au moins être au courant. J'aimerais lui demander s'il a l'intention d'ordonner une enquête ou de mandater quelqu'un de son ministère pour faire une enquête auprès des petites usines du Québec, des usines de fromage, même des laiteries et des petites beurreries qui, actuellement, manqueraient de lait.

La situation n'est pas nouvelle puisque, l'automne dernier, au moment où le fédéral saisissait la paie de lait des producteurs agricoles du Québec, des producteurs laitiers du Québec, il y avait effectivement un manque de lait. Je voudrais que le Québec puisse intervenir dans ce dossier. Ce serait bien important d'intervenir le plus rapide-

ment possible dans ce dossier, mais, pour cela, il faut être au courant de la situation. Est-ce que le ministre serait prêt actuellement à mandater quelqu'un dans son ministère pour faire une étude de la situation, pour être très au fait des problèmes que l'on a à affronter dans ce domaine?

M. Garon: Je vais vous dire bien franchement que quand il y a des problèmes dans le domaine de l'agriculture, habituellement, les gens ne sont pas gênés de m'envoyer des télégrammes pour me le faire savoir. Les derniers que j'ai reçus indiquaient le contraire. Il y avait une grève dans une couple d'industries et ils ne savaient plus où envoyer leur lait, parce qu'il y avait des surplus partout. Ce sont les dernières nouvelles que j'ai. Mais qu'il en manque en septembre, que voulez-vous? J'aimerais savoir sur quelles données on se base pour dire qu'il va manquer de lait en septembre. Je ne suis pas un prophète. S'il en manque en septembre, ils me le diront. La fromagerie d'Oka n'a qu'à m'en parler et on va régler le problème.

M. Roy: Question additionnelle...

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: ...sur le même sujet. On ne demande pas au ministre d'être un prophète, mais il est le ministre de l'Agriculture. Étant donné tous les problèmes complexes qu'il y a dans le secteur agricole, j'aimerais demander au ministre s'il a l'intention, dans un avenir le plus rapproché possible, de convoquer une commission parlementaire de l'agriculture. M. le Président, je suis surpris et je pense que les agriculteurs du Québec seraient déçus de voir que ce sont des éclats de rire à cette Assemblée chaque fois qu'on touche à l'agriculture.

M. Charbonneau: Question de privilège.

M. Roy: C'est devenu la partie comique de nos travaux parlementaires.

Le Président: M. le député de Verchères. S'il y a une question de règlement, j'entendrai M. le député de Verchères sur la question de règlement, mais j'allais demander au député de Beauce-Sud de formuler sa question et j'allais demander aux gens qui se trouvent à ma droite, malgré la chaleur, malgré l'été, de collaborer pour que la période des questions puisse se terminer dans le calme. M. le député de Beauce-Sud, voulez-vous formuler votre question?

M. le député de Verchères, il n'y a pas de question de privilège là-dessus.

M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Sur la question de privilège du député de Verchères, j'aimerais...

Des Voix: Il n'y en a pas.

M. Roy: M. le Président, il y a un point qui a

été soulevé à l'Assemblée qui apparaît au journal des Débats.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, j'ai signalé au député de Verchères qu'il n'y avait pas de question de privilège. Pourriez-vous collaborer comme vous le faites toujours et poser votre question au ministre de l'Agriculture pour que personne ne soit brimé dans le temps qu'il reste pour la période des questions.

M. Roy: Je veux demander au ministre de l'Agriculture, et je le demande très sérieusement, s'il est dans l'intention du gouvernement et du ministre de convoquer une commission parlementaire spéciale de l'agriculture. J'ai rencontré hier des agriculteurs et des gens de l'UPA. Il y a des gens qui le réclament à l'heure actuelle, comme on le fait dans d'autres domaines.

Pourquoi ai-je posé cette question? C'est dans l'intention de le faire de façon qu'on puisse permettre aux différents secteurs de l'économie agricole de venir se faire entendre devant la commission parlementaire, puisque le ministre avait parlé lui-même de convoquer un espèce de conseil provincial à l'automne.

Le Président: Le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Je peux vous dire franchement qu'au point de vue de la commission parlementaire on a eu le record dans les crédits. On a autour de 30 heures. Quand on dit qu'on n'a pas eu la liberté de parler, on a parlé de tout. Il n'y a pas un document qui m'a été demandé par les députés, de tous les partis qui a été refusé, même quand les fonctionnaires me disaient que ce n'était pas nécessaire. Je n'ai rien à cacher. Tous les papiers du ministère qu'ils veulent, si leur valise est assez grande, ils vont les avoir. On n'a rien caché. On est passé le plus grand nombre d'heures en commission parlementaire. Qu'on ne vienne pas m'accuser après cela qu'on ne veut pas parler de l'agriculture. On ne fera pas la convocation d'une commission parlementaire pour étudier les rumeurs du député de Huntington.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: M. le Président, certains ministres de l'autre côté ont dit qu'on aurait avantage à relire nos questions. Je leur dirai qu'on aurait avantage à leur donner un préavis de nos questions et peut-être qu'ils pourraient nous donner des réponses moins farfelues.

M. le Président, j'aimerais savoir si j'ai bien compris lorsque le ministre de l'Agriculture a dit qu'actuellement il n'était pas au courant que certaines fromageries ou beurreries du Québec manquaient de lait. Est-ce que j'ai bien compris? Avez-vous dit que vous n'étiez pas au courant que certaines fromageries ou beurreries manquaient de lait?

M. Garon: Actuellement, personne ne m'a

avisé que des beurreries ou des fromageries manquaient de lait dans cette province.

M. Goulet: Tout le monde le sait, excepté le ministre de l'Agriculture.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Garon: Le député de Bellechasse a dit que des beurreries et des fromageries manquaient de lait dans la province de Québec.

M. Goulet: A Lac-Etchemin, dans le comté de Dorchester, allez-y, ils en manquent actuellement. Ils en manquaient lors de la campagne électorale au moment où on jetait du lait, M. le ministre, et vous le savez.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

Conférence des premiers ministres provinciaux

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable premier ministre.

Est-il exact que le premier ministre aurait refusé de participer à la conférence des premiers ministres des provinces qui doit avoir lieu, les 18 et 19 août prochains à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick, et que la raison qu'il aurait donné, c'est qu'il serait retenu à Québec par les travaux parlementaires, entre autres le vendredi 19 août?

M. Lévesque (Taillon): Je ne crois pas avoir invoqué cela, sauf de façon très générale, soit qu'on avait des horaires très chargés et qu'il était possible ou probable même, que je ne pourrais pas m'y rendre. De toute façon, M. Hatfield a accepté que mon collègue, le ministre des Affaires intergouvernementales soit là. Comme je voulais parler avec M. Hatfield sur d'autres sujets, je lui ai parlé justement avant d'arriver en Chambre — on devait le faire depuis hier — on doit se rencontrer jeudi prochain et, à ce moment, on verra.

M. Levesque (Bonaventure): Alors si je comprends bien, M. le Président, la réponse du premier ministre pourra être différente et il pourrait participer éventuellement à cette conférence.

M. Lévesque (Taillon): C'est possible. Je ferais remarquer au chef de l'Opposition que, pourvu qu'un des ministres du gouvernement soit là, le Québec est couvert. Je ferais remarquer également au chef de l'Opposition, pour ne pas qu'on fasse de petits drames encore une fois avec rien, qu'il est très fréquent qu'à cause d'une surcharge de travail, tel ou tel premier ministre n'aille pas à cette conférence des premiers ministres provinciaux.

M. Levesque (Bonaventure): Question additionnelle. Le premier ministre pourrait-il informer

cette Chambre de l'ordre du jour qu'il a sans doute reçu relativement à cette conférence?

M. Lévesque (Taillon): Non.

M. Levesque (Bonaventure): Il ne l'a pas reçu?

M. Lévesque (Taillon): J'avoue humblement que je n'ai pas encore vérifié.

M. Levesque (Bonaventure): Le premier ministre pourrait-il à la prochaine occasion nous en faire part?

M. Lévesque (Taillon): S'il est disponible, il n'y a pas de problème. Ce n'est pas un document secret.

M. Levesque (Bonaventure): Le premier ministre ne croit-il pas qu'il serait de son devoir, vu que les circonstances particulières et vu qu'il est chef d'un gouvernement qui n'est au pouvoir que depuis le 15 novembre, vu qu'il aurait normalement à parler des buts et des aspirations de son gouvernement à ses collègues des autres provinces avec qui il veut éventuellement établir une "association", ne serait-il pas normal, dis-je, que le premier ministre du Québec soit présent à cette réunion des premiers ministres du Canada?

M. Lévesque (Taillon): Le chef de l'Opposition me permettra d'interpréter ce qui est mon devoir et ce qui est normal, parce qu'actuellement le gouvernement est ici. Il n'est pas exactement là.

M. Levesque (Bonaventure): Le premier ministre indique-t-il par là, M. le Président, qu'il vient d'abandonner son bébé de souveraineté-association et qu'il vient d'épouser d'une façon formelle l'option de son ministre d'Etat aux Affaires culturelles, soit l'indépendance purement et simplement?

M. Lévesque (Taillon): Au-delà de la façon extraordinairement torturée dont le chef de l'Opposition a glissé d'un bout de la patinoire à l'autre, d'une question à l'autre, je voulais simplement souligner ceci: Il me semble qu'après huit mois, cela devrait être perceptible qu'il y a eu un changement de gouvernement au Québec, et que les intentions du gouvernement et la façon dont il doit remplir son devoir, ce n'est pas à l'Opposition officielle de prétendre les définir ni d'arranger nos ordres du jour.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

Discrimination contre des ouvriers anglophones

M. Shaw: Mr. President, my question is addressed to the minister for Cultural Development. This is relating to an article in the London Free Press, London, Ontario, of July 12th, 1977, and it refers to a remark made by the

Cultural Development minister saying that in the French Language Charter which he drafted, the English-speaking people had no ground of fearing jobs were in jeopardy, and I follow where he says that if we ever hear of cases of discrimination against English-speaking workers, he said, it would become necessary for the government to act. You will understand that, right now, there are no such cases that would justify government intervention and the article is laid off by "Five anglophone residents of Pontiac County have been told by a selection committee of the Quebec Department of Transport that they will not be considered for seasonal employment because they do not have a working knowledge of French. Between them, they have 39 summers for the Department on colonisation grants". Could the minister tell me if he has been made aware from any other sources that this discrimination in hiring has taken place, and if he intends to follow up his statement at the parliamentary commission that something would be done to correct it?

Le Président: M. le ministre au développement culturel.

M. Laurin: M. le Président, je n'étais pas au courant de ces cinq cas. Si le député de Pointe-Claire veut me les faire parvenir, je les passerai à mon collègue, le ministre des Transports, qui fera sûrement les enquêtes appropriées.

M. Shaw: I just saw that there are not... excuse me, Mr. Minister, five, there are five of which that have 39 years of experience and there are 12 others with less than 5 years of experience. I will provide you with these things.

M. Laurin: Vous pouvez nous envoyer les douze autres, aussi, on s'en occupera.

Le Président: M. le député de Laurier.

Budget de l'Institut des sports du Québec

M. Marchand: M. le Président, ma question s'adresse au ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports. Depuis quelque temps, il y a une discussion sur la place publique entre l'ISQ et le ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports qui, à mon avis, est néfaste pour le sport en général. Comment le ministre explique-t-il la différence entre les chiffres de l'ISQ et les siens, relativement au nombre d'athlètes profitant du budget alloué à l'ISQ, soit 800 confirmés par l'ISQ et 350 par le ministre?

Lorsque le ministre dit que \$600 000 du budget de l'ISQ vont à l'administration, le ministre a-t-il calculé qu'il y a \$292 000 qui vont en salaires, y compris l'engagement d'un médecin et d'un psychologue pour les athlètes, ainsi que des contributions à 33 associations sportives du Québec?

Le Président: M. le ministre.

M. Charron: M. le Président, sur la première question du député de Laurier, la réponse du fonctionnaire, qui est directeur général de l'Institut des sports du Québec — je ne sais pas si, en intervenant, il représente les vues du conseil d'administration de l'Institut des sports du Québec — était que l'ISQ est responsable de ce développement vers l'élitisme de 800 athlètes.

Effectivement, l'ISQ est responsable du développement de 350 athlètes dits et classés de catégorie A. Elle est partenaire du développement d'autres athlètes, peut-être 500, je ne connais pas le chiffre exact, mais dont la responsabilité est d'abord et avant tout dévolue à la Confédération des sports du Québec, par ailleurs financée par le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports et également financée par chacune des fédérations dont ces athlètes sont membres et qui sont également financées par le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

Nous tenons compte de toutes ces catégories lorsque nous établissons conjointement avec l'ISQ son budget de fonctionnement annuel. Quant à la deuxième question, la part d'administration, \$600 000, c'était la demande de l'ISQ. Mais c'est précisément ce qu'a refusé le gouvernement en disant qu'il était possible à l'ISQ de remplir son mandat avec un budget d'administration qui se situerait aux alentours de \$450 000, ce qui a été convenu, de part et d'autre, puisque j'ai en main, M. le Président, une lettre émanant, cette fois, non pas d'un fonctionnaire de l'ISQ, mais bien du président du conseil d'administration de l'ISQ lui-même et qui me signale ceci dans cette lettre du 15 juillet 1977: "Le Conseil d'administration de l'Institut des sports du Québec tient à vous remercier pour la rencontre du 13 juin dernier qui nous a permis de clarifier le genre de relations possibles avec le gouvernement du Québec".

Depuis ce temps — j'ajoute cela, M. le Président, en terminant cette réponse — j'ai reçu les représentations de l'ISQ concernant le budget à être dévolu à quelque 33 différentes fédérations pour le développement de leur élite sportive. Je signale à son intention, et à cause de l'intérêt, que je sais grand, du député de Laurier pour cette question, que les recommandations de l'Institut des sports du Québec faites au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports ne totalisent même pas le budget qui lui est dévolu actuellement. Comment un fonctionnaire de l'Institut des sports du Québec peut-il publiquement juger insuffisant le budget qui est par ailleurs, je l'ai dit au député déjà dans une précédente réponse, plus élevé que la demande de l'Institut des sports du Québec? Comment peut-il le juger insuffisant, quand, absolument libre de me faire les représentations qu'il voulait me faire, le total des recommandations n'atteint même pas le budget que j'ai alloué déjà?

M. Marchand: Supplémentaire, M. le Président.

Le Président: M. le député de Laurier.

M. Marchand: M. le Président, je remercie encore une fois le ministre de sa réponse. Est-il exact, M. le ministre que, dans la même ligne de conduite, vous avez refusé d'encourager le programme Jeunesse-Canada au travail qui permet à plus de 100 athlètes de recevoir un salaire au cours de l'été tout en s'entraînant et en enseignant à des débutants, et pour quelle raison?

M. Charron: M. le Président, je n'ai pas refusé d'appuyer le programme Jeunesse-Canada au travail. J'ai même, au contraire, laissé tous les organismes qui se sont adressés à la manne fédérale le soin de le faire par eux-mêmes. Je ne les ai pas appuyés. En ce sens, j'ai été solidaire des neuf autres provinces du Canada qui, à Winnipeg, en fin de mai dernier, épousaient la position du Québec voulant que toute intervention fédérale, dans le domaine du sport et loisirs, devrait d'abord et avant tout, puisque la constitution l'a réservé aux provinces, être faite en collaboration avec les provinces.

J'ai dit aux organismes: Courez votre chance du côté de la manne fédérale, mais ce n'est pas à moi, solidaire en cela des autres provinces du Canada, à établir des budgets en fonction de ce que le fédéral vous réserve.

M. Marchand: Supplémentaire.

Le Président: M. le député de Laurier, dernière question.

M. Marchand: En fonction de cette dernière réponse, est-ce que le programme Jeunesse-Canada est en application tout de même par le fédéral? Aussi, M. le ministre, en fonction de la première réponse, est-ce que vous avez l'intention, pour mettre fin à toutes ces chicanes qui nuisent aux sports du Québec, avec la meilleure volonté du monde et pour autant que l'ISQ y mette aussi de la bonne volonté, de vous rencontrer à nouveau, malgré votre désaccord actuel, afin d'en venir à une entente pour le plus grand bien de notre jeunesse?

M. Charron: M. le Président, j'ai signalé au député, lorsqu'il m'a posé une première question sur ce sujet en début de semaine, que j'avais été surpris de la reprise de ce débat sur la place publique.

J'ai même été "en maudit" parce que la rencontre du 13 juin qui, semble-t-il, a satisfait le président du conseil d'administration — j'ai fait part de sa lettre que j'ai reçue en date du 15 juillet — avait duré quatre heures et à mon avis — je ne pense pas m'être trompé sur les sentiments qui m'étaient exprimés à ce moment-là — nous avons terminé cette rencontre en fort bons termes. Je crois encore, M. le Président, que c'est la position du conseil d'administration de l'Institut des sports du Québec, telle qu'elle m'était exprimée dans une lettre qui date de six jours et que la position prise par ce fonctionnaire de l'Institut des sports du Québec, dont le salaire est entièrement payé par les contribuables québécois, est une tout

autre chose que la position de l'Institut des sports du Québec lui-même.

Le Président: Le député de Saint-Hyacinthe, très rapidement, s'il vous plaît.

Industrie du meuble à Victoriaville

M. Cordeau: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre de l'Industrie et du Commerce rencontrait ce matin les représentants de la CSD concernant la situation précaire de l'industrie du meuble à Victoriaville. M. le ministre serait-il en mesure de nous faire part des résultats de cette rencontre et, en second lieu, peut-il assurer à ces ouvriers la poursuite des opérations du complexe Arcand qui regroupe quatre usines à Victoriaville?

M. Tremblay: M. le Président, il est exact que j'ai rencontré les représentants du syndicat de Victoriaville Furniture, cet après-midi à une heure. C'était surtout une réunion de sensibilisation et d'échange de points de vue sur la situation. Les décisions qui ont été prises ne sont pas nombreuses, sauf que le groupe qui m'a rencontré désire mettre sur pied un comité d'étude de la question. J'ai fait part que nous-mêmes, au ministère de l'Industrie et du Commerce, nous avons un comité qui regroupait des fonctionnaires du ministère et de la Société de développement industriel, lequel comité est en contact avec le MEER fédéral, parce qu'il y a une collaboration avec le MEER fédéral dans ce dossier. D'autre part, j'ai fait part aux représentants du syndicat que l'attitude du gouvernement était de trouver une solution permanente aux emplois dans la ville de Victoriaville, plutôt que de faire un rapiéçage financier à court terme et que nous étions en pourparlers avec quelques acheteurs. Nous sommes en pourparlers aussi avec Mercure et Béliveau et les banquiers, de manière à trouver une solution pour relancer au moins deux des usines en question. Nous avons confiance que les emplois vont pouvoir être maintenus.

Le Président: M. le ministre des Terres et Forêts, si votre réponse est brève, je pourrais vous autoriser à répondre brièvement à la question de M. le député de Mégantic-Compton.

Fermeture d'usines à East Angus et au Cap-de-la-Madeleine

M. Bérubé: Ma réponse sera brève, M. le Président. Le député de Mégantic-Compton m'avait demandé de faire le point sur la situation qui prévalait à East Angus. Je peux donc aujourd'hui confirmer un certain nombre de rencontres qui ont eu lieu. D'une part, le 8 juillet, il y avait effectivement une rencontre entre les contremaîtres et le vice-président de la société, M. Lawson, qui, lors de cette réunion, a accepté un rapport venant des contremaîtres permettant de rentabiliser les opéra-

tions de l'usine, surtout en poursuivant un objectif de réduction du personnel. Le 20 juillet, il y a également eu une rencontre du comité ad hoc avec M. Hamilton, le président de la société. A cette occasion, celui-ci a confirmé auprès du comité ad hoc que, si l'on acceptait de telles recommandations, au moins des recommandations de ce type visant à une augmentation de la productivité par une réduction du personnel, réduction suffisamment importante, de l'ordre d'une centaine d'employés, et que si, en même temps, on arrivait à soutenir la qualité de la production et, en plus, à améliorer les relations de travail dans l'usine, la société Domtar pourrait regarder d'un bon oeil la continuation des opérations. Je dois dire que j'ai également rencontré M. Hamilton mardi de cette semaine et que j'ai pu, à ce moment-là, confirmer avec lui la position de la compagnie.

Du côté du gouvernement, nous avons, au cours de la semaine dernière, obtenu l'accord de la société Domtar pour étudier les livres de l'entreprise et les conditions techniques qui prévalent dans l'usine. Je dois dire, cependant, que nous n'avons pas encore effectué de visite à la compagnie pour une raison très simple, l'équipe technique qui s'occupe présentement des deux dossiers de Wayagamack et d'East Angus est entièrement occupée au dossier de Wayagamack. Nous prévoyons avoir le rapport prêt la semaine prochaine, les visites de l'usine et les rencontres avec la compagnie ayant eu lieu et nous pourrions, à ce moment-là, nous consacrer à East Angus.

Le Président: Fin de la période des questions.

Travaux parlementaires

M. Burns: M. le Président, avant qu'on me le demande, je suis aussi bien, tout de suite de dire, demain, quelle sorte de programme nous envisageons.

Demain matin, nous entreprendrons la deuxième lecture du projet de loi no 13, Loi des abus préjudiciables à l'agriculture et, si nous avons le temps, également la deuxième lecture du projet de loi no 14, Loi modifiant la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés. Comme il est toujours permis d'espérer, si jamais ces deux projets de loi étaient réglés rapidement en deuxième lecture, nous pourrions passer au projet de loi no 20 dont l'étude est déjà commencée et l'ajournement du débat a été demandé par le député de Roberval. Donc, nous reprendrions ce projet de loi modifiant la Loi autorisant des prêts à certains pêcheurs commerciaux. En espérant que tout continue à bien aller, nous pourrions aborder le projet de loi no 44, Loi constituant la Société de développement coopératif. Finalement, et là vraiment c'est d'exagérer, mais...

M. Lavoie: C'est de l'euphorie.

M. Burns: C'est euphorique, mais quand même je vous donne quand même cette possibilité, nous pourrions aborder le projet de loi no 59,

Loi concernant la valeur locative de la ville de Montréal.

M. le Président, je sais qu'aux affaires du jour, vous allez appeler la motion privilégiée, à l'article 1. Comme cette motion me concerne personnellement et concerne personnellement le ministre d'Etat au développement culturel, je tiens à vous dire, M. le Président, que ce n'est pas par manque de respect pour cette Chambre que je quitterai, que je m'absenterai tout au cours de ce débat et que je m'abstiendrai même de voter, c'est justement par respect pour cette Chambre que je m'abstiendrai de participer à ce débat, puisqu'il me concerne personnellement en tant que député. M. le Président, je vous demande tout simplement de comprendre cette absence et de la part du député de Bourget et de ma part.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Je voudrais demander au leader du gouvernement, avant qu'il ne quitte, en vertu de 34, quand il a l'intention d'appeler le projet 48, concernant la petite et la moyenne entreprise.

M. Burns: A un moment donné, j'ai pensé que je pouvais l'appeler durant la semaine, mais il est arrivé certaines difficultés de parcours qui nous ont forcés à le remettre, soit vers la fin de la semaine prochaine ou peut-être au début de l'autre.

M. Brochu: D'accord.

M. Lavoie: Une dernière question. Le leader parlementaire du gouvernement entend-il ramener le projet de loi no 101 lundi?

M. Burns: Lundi.

M. Lavoie: Lundi.

Motion privilégiée de M. Jean-Noël Lavoie concernant la conduite des députés de Maisonneuve et de Bourget relativement à l'étude du projet de loi no 1

Le Président: Affaires du jour.

J'appelle maintenant la motion privilégiée dont le parrain est M. le député de Laval. La motion se lit comme suit: Que cette Assemblée réproouve la conduite du député de Maisonneuve et celle du député de Bourget, en raison de leurs agissements en tant que parlementaires, entre le 8 et le 12 juillet 1977, privant les membres de l'Assemblée nationale d'exercer pleinement leur rôle à l'occasion de l'étude du projet de loi no 1.

Maintenant, je rappelle qu'il y a eu une conférence des leaders parlementaires avant l'ouverture de la séance d'aujourd'hui et que le temps a été ainsi réparti: le parti ministériel aura droit à 105 minutes, le Parti libéral à 100 minutes, l'Union Nationale à 45 minutes et le Parti national populaire à 10 minutes. Il est bien entendu, toutefois, que le temps qui ne serait pas pris ou consommé par l'une ou l'autre des formations ne pourrait pas être attribué à une autre formation politique, à l'intérieur de l'Assemblée nationale, bien entendu.

M. Jean-Noël Lavoie

M. Lavoie: M. le Président, je pense bien que tous les collègues de l'Assemblée réalisent que ce n'est pas de gaieté de cœur que j'ai dû inscrire une telle motion, d'un caractère tout à fait exceptionnel, grave, une motion très rare dans nos annales parlementaires.

Mais à cause de l'importance que nous devons accorder comme représentants de la population, comme membres de cette Assemblée et comme membres de l'Opposition officielle, nous ne pouvions passer sous silence les incidents anormaux que nous avons vécus ces récents jours.

D'ailleurs, la même importance a été accordée, non seulement par l'Assemblée, mais pratiquement par tous les media d'information du Québec. Soyez assuré, M. le Président, que je ferai un effort pour employer dans mon propos des termes modérés, mais qui seront sans doute, à l'occasion, sévères et parfois durs à l'adresse des personnes concernées par cette motion. Je pense...

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition, je m'excuse de vous interrompre, mais pour que vous ne soyez pas interrompu davantage, j'allais vous suggérer, je sais qu'on assiste à un drame cornélien cet après-midi, j'allais vous suggérer qu'on puisse fermer les fenêtres. C'est un drame cornélien, parce qu'il fait déjà tellement chaud. Alors, pourriez-vous, s'il vous plaît, pour que le leader parlementaire de l'Opposition puisse s'exprimer en toute quiétude, fermer les fenêtres?

Une Voix: M. le Président, comment pouvez-vous dire...

Le Président: Oui, elles sont généralement moins bruyantes.

Une Voix: Espérons que ce soit par les fenêtres.

Le Président: Souhaitons, M. le député de Roberval, que cela nous apporte toujours de la chaleur.

M. Lavoie: M. le Président, je voudrais souligner au début de mon intervention que si les rumeurs et les informations que nous avons par les journaux depuis hier et aujourd'hui, si ces commentaires et ces rumeurs sont confirmés, sans aucun doute ces faits nouveaux pourraient m'amener ou auraient pu m'amener à modifier la teneur de ma motion. Mes propos auraient peut-être été réduits ou diminués; mon reproche aurait pu être diminué à l'égard du leader, le député de Maisonneuve. Par contre, j'aurais dû, peut-être, si ces informations étaient fondées, greffer à ma motion des blâmes à l'adresse du député de Taillon, le premier ministre, et peut-être ajouter le député de Saint-Jacques. Je ne sais pas.

C'est sous toutes réserves et uniquement avec

les renseignements officiels que nous avons que je fais ma présente intervention. Je pense qu'il serait inutile d'insister sur le fait qui nous oblige, nous de l'Opposition officielle, à présenter cette motion privilégiée réprochant la conduite de deux députés en leur qualité de parlementaires. Tous ont encore à la mémoire la lamentable mise en scène du vendredi 8 juillet dernier concernant l'annonce de la fin des travaux de la commission parlementaire étudiant les mémoires traitant du projet de loi no 1. Je voudrais, dès le départ, faire la mise au point suivante: même si nous aurions aimé voir la commission poursuivre les auditions, nous ne nous opposons pas au fait que le gouvernement puisse mettre fin aux auditions de cette commission de façon régulière, c'est-à-dire suivant le règlement qui nous régit.

En effet, M. le Président, et vous le savez très bien vous-même, il y avait quatre façons normales, régulières, légales, de mettre fin aux auditions de la commission de l'éducation. La plus simple aurait été sans doute de se servir d'une toute nouvelle disposition de notre règlement qui apparaît à l'article 118 a), sixièmement. Cette commission, par un débat, aurait pu se déclarer suffisamment informée et les membres de la commission auraient pu débattre cette motion et voter pour mettre fin aux auditions.

Notre règlement prévoit encore trois autres moyens légaux en plus de celui-là, soit l'article 89. Il est dit, sous le titre de motions de révocation d'un ordre ou d'une résolution, que seul un ministre peut proposer, par motion non annoncée, la révocation d'un ordre ou d'une résolution de l'Assemblée.

Le débat peut porter tant sur le fond de l'ordre ou de la résolution à révoquer que sur cette motion. Le leader du gouvernement aurait pu, dès le mardi 12, se servir de cette motion, aux motions non annoncées, même sans avis, et demander à l'Assemblée, à la suite d'un débat qui aurait peut-être duré quelques heures, de révoquer l'ordre du 29 avril 1977, l'ordre de l'Assemblée qui avait déferé le projet de loi no 1 à la commission. Cela aurait été un moyen encore moins compliqué peut-être que le recours à l'article 118 a), 6. Nous aurions parlé contre. Nous aurions contesté. Nous aurions rouspété. Mais les droits parlementaires auraient été respectés.

Un troisième moyen légal, M. le Président, c'est l'article 156. D'ailleurs, certains députés d'en face l'ont reconnu à deux reprises, lors de l'étude d'un certain projet de loi, la loi 22, la Loi sur la langue officielle: "1. Lorsqu'une commission a étudié un projet de loi pendant une période de temps correspondant à l'importance ou à la longueur du projet, le leader parlementaire du gouvernement peut, sans avis, proposer une motion énonçant les modalités d'un accord conclu entre les leaders parlementaires des partis reconnus au cours d'une conférence convoquée par le président, à la demande du leader parlementaire du gouvernement. Cette motion est décidée immédiatement sans débat ni amendement.

"2. Si, à la suite de la convocation de la conférence des leaders parlementaires, une entente n'a

pu être conclue, le leader parlementaire du gouvernement le déclare à l'Assemblée et, après avis, il propose que le rapport de la commission soit présenté à l'Assemblée dans le délai qu'il indique. Cette motion ne peut subir d'amendement. — Il n'y a pas de filibuster, il n'y a même pas d'amendement à cette motion. — A l'occasion du débat qu'elle provoque, la durée des discours est celle prévue au paragraphe 2 de l'article 94 et le leader parlementaire du gouvernement a un droit de réplique."

Encore là, il y avait des droits de parole réduits: uniquement 30 minutes pour un représentant de l'Opposition officielle et de l'Opposition reconnue et uniquement 10 minutes pour les députés. Encore là, il n'y avait pas de filibuster possible. On n'a pas désiré prendre ce moyen légal et conventionnel.

Il y avait un autre moyen, un quatrième, en vertu de l'article 84 sur la suspension des règles. Mais il aurait fallu avoir le courage de le faire. Motions de suspension des règles.

"1. L'application d'une règle de procédure prévue aux paragraphes 2e, 3e et 4e de l'article 3 du règlement peut être suspendue à la suite d'une motion annoncée du leader parlementaire du gouvernement ou d'un ministre indiquant l'objet pour lequel elle est suspendue.

"2. Quand la motion de suspension de l'application d'une règle a lieu pour raison d'urgence, elle n'a pas à être annoncée et elle doit contenir uniquement un exposé des motifs qui prouvent l'urgence et justifient la suspension de l'application des règles.

Lorsque cette motion est faite en vue de l'adoption d'un projet de loi — cela aurait pu être invoqué pour le projet de loi 101 — il doit être distribué au moment où la motion est présentée. Le débat sur cette motion est limitée à deux heures." Encore là, il n'y aurait pas eu de "filibuster" et cela aurait été régulier.

"3. Cette motion ne peut être ni amendée ni divisée."

Quatre moyens réguliers. Du simple revers de la main, on met cela de côté et on prend une cinquième voie, irrégulière, illégale, antidémocratique et antiparlementaire.

Jamais, dans nos annales parlementaires, M. le Président, notre droit et notre tradition n'ont connu un tel accroc. Par des moyens de finesse, de subterfuge, deux députés — c'est vrai que ce sont deux super-ministres — ont décidé de remplacer, de se substituer aux membres de la commission et aux membres de l'Assemblée nationale, eux seuls, deux "super", pour mettre fin aux travaux de la commission. C'est cela la nouvelle réforme que nous vivons depuis quelques mois au Québec.

On n'a pas eu le courage de le faire, on n'a pas pris ses responsabilités. Pourtant, il y a eu des moments où il fallait le faire. Pour la loi 22, on a appliqué cette clôture. Mais le gouvernement du temps avait pris les moyens légaux, avait pris la responsabilité, avait eu le courage de le faire, même s'il y a toujours un côté odieux en imposant la clôture. Mais ce gouvernement s'était vraiment

mouillé. Il avait pris les moyens réguliers. Lorsqu'il y a entente ou dialogue, il y a d'autres moyens par la discussion, par entente. On aurait pu amorcer des négociations.

Par exemple, sur la loi 2, un autre projet de loi qui avait été improvisé et précipité, il y a eu entente, il y a eu auditions; il n'y a pas eu de "filibuster". Il a été retiré, ce projet de loi. Il y a eu une réimpression d'un nouveau projet de loi 2. On n'a pas vécu un projet de loi 102 dans ce cas. Cela se fait couramment lorsqu'on veut dialoguer et prendre ses responsabilités.

Je voudrais immédiatement insister pour souligner le fait que ce n'est aucunement par plaisir ou par simple obstruction que nous présentons cette motion de blâme. Ce n'était pas notre intention de multiplier les amendements, comme cela avait été fait d'une façon dilatoire alors que nous avons vécu un peu une risée du parlementarisme lorsque certains députés d'en face, alors qu'ils étaient dans l'Opposition, avaient présenté une motion de blâme contre un vice-président reprochant sa conduite. Jouant avec la procédure des amendements, un député PQ se levait et disait: Mon collègue va un peu trop loin, je fais un amendement pour dire que je regrette uniquement sa conduite. Un autre se levait et demandait à la fin, par amendement, une pénalité que le vice-président ne puisse plus présider pour un an. L'autre du même parti se levait, en bon comédien, et disait: Ah! mon collègue va trop loin; je fais un sous-amendement afin que le président exerce une sanction pour que le député de Roberval ne puisse pas présider cette commission uniquement jusqu'au 31 décembre de l'année concernée. C'est le sérieux que l'opposition du temps avait.

M. Duhaime: Parlez donc sur la motion. Ce sera mieux.

M. Lamontagne: Il parle sur la motion.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Je demanderais aux députés des deux côtés de la Chambre, particulièrement aux députés qui sont à ma gauche...

Une Voix: A votre droite.

Le Vice-Président:... de laisser au leader parlementaire de l'Opposition le droit de s'exprimer jusqu'au bout.

M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Non, M. le Président, loin de là, car tous nous ne sommes pas sans savoir que l'utilisation d'une telle mesure, d'une telle motion n'est autorisée qu'en des circonstances exceptionnelles. Les circonstances que nous avons vécues dans la situation actuelle, alors que nous avons encore au feuillet deux chartes de la langue française, nous autorisaient à présenter une telle motion.

La raison qui nous oblige à recourir à un tel procédé est l'inadmissible mise au rancart des

procédures parlementaires prévues à notre règlement, M. le Président. Cette façon de procéder, carrément inqualifiable dans un Parlement comme le nôtre, est un accroc sérieux à la démocratie parlementaire et tend vers l'autoritarisme et l'arbitraire.

Il me semble que le cas est des plus importants. Il mérite amplement la motion actuelle. Bien sûr, M. le Président, la raison de cette motion de blâme, c'est-à-dire l'annonce précipitée, irrégulière, illégale de la fin des travaux parlementaires de la commission par des moyens inhabituels, et les circonstances particulières qui ont entouré le dépôt du projet de loi no 101 méritent ce traitement de la part de l'Opposition officielle.

De plus, il est primordial de révéler non seulement à cette Chambre, mais à la population en général que cet accroc n'est pas unique malheureusement. En effet, plusieurs accrocs d'importance diverse ont eu lieu à nos coutumes parlementaires depuis que le Parti québécois forme le gouvernement.

Qui plus est, toutes ces violations de nos traditions et procédures parlementaires s'accroissent chaque semaine et de nouvelles apparaissent de jour en jour. On se rappelle au début de la présente session, alors que le leader parlementaire du gouvernement a voulu s'ingérer un peu trop loin dans l'indépendance en s'attribuant un titre que nous n'acceptons pas encore, soit celui de responsable de la réforme parlementaire. Nous sommes toujours d'opinion que cela appartient à l'institution de la présidence.

On se rappelle l'ordre du leader parlementaire de faire siéger les commissions le mercredi soir, ce qui ne s'était pas fait dans le passé. On se rend compte actuellement du menu législatif. Rendu au 21 juillet, nous avons encore au feuillet 20 à 25 lois, des mesures d'une grande portée, d'une grande importance, que nous devons, dans les circonstances, peut-être étudier dans la bousculade et un peu à la vapeur.

En effet, en ce domaine comme dans bien d'autres, l'avenir démocratique du parlementarisme n'augure rien de bon, M. le Président. Je ne sais si le gouvernement en est conscient, mais cette motion vise justement à le rendre conscient et vise surtout à l'informer sur les conséquences tragiques — ce terme a été soigneusement pesé — que sont déjà les inexplicables et trop nombreuses incartades du leader parlementaire en matière de tradition parlementaire. Comme conséquence tragique, qu'il suffise simplement de rappeler que nous sommes au 21 juillet et qu'à cause de certaines finasseries procéduriers de nos amis d'en face, entre autres sur les projets de loi 1 et 101, les travaux de cette Assemblée piétinent, et les projets de loi très importants, d'importance économique, de caractère économique qui devraient être étudiés en priorité, restent en plan.

Des Voix: Il n'y en a pas beaucoup.

M. Lavoie: M. le Président, je crois qu'il y en a un de caractère économique, qu'on devrait étudier en toute priorité. Je rappellerai que le gouverne-

ment du PQ s'est présenté à l'électorat le 15 novembre avec des promesses de bon gouvernement. Tout au long de la campagne électorale, des ténors péquistes se gargarisaient des termes suivants: Chaque chose en son temps (M. Claude Morin) comme disait ma grand-mère; La démocratie suppose le respect d'un peuple (Mme Lise Payette); c'est pas sorcier, on respectera simplement la décision des gens (le premier ministre).

Tout au long de la campagne, on dénonçait à la population la trop grande force numérique des parlementaires libéraux, on leur imputait tous les maux passés, présents et à venir. Je n'insisterai pas sur ces propos, mais jamais, tant le gouvernement libéral des années 1960 à 1970, ou de 1970 à 1976 d'alors et même le gouvernement de l'Union Nationale, de 1966 à 1970, n'auraient osé être aussi irrespectueux de nos règles parlementaires, et je le répète, jamais, M. le Président!

C'est la première fois, à ma connaissance, depuis près de 20 ans, dans l'histoire de l'Assemblée nationale du Québec, que sont ainsi bafoués nos règlements, nos coutumes et notre droit parlementaire.

Afin de bien nous situer, je ferai un bref résumé des faits, sans parler des travaux de la commission, on sait que cette commission a siégé le vendredi, 11 juillet 1977. Je vous vois sourire, M. le Président, vous pouvez vous le permettre peut-être, même si je n'aborde aucunement les travaux en commission parlementaire, mais par quel moyen pourrions-nous en parler de ces travaux? C'est vrai que c'est défendu. Pourquoi? Parce qu'on n'a jamais permis que le rapport de la commission se fasse à l'Assemblée. C'est une partie du blâme, c'est anormal de priver de leur droit de parole des députés sur certains travaux qui ont eu lieu dans une salle voisine où vous étiez présents sans être présent, ici ou inversement; on ne peut même pas en parler, justement, à cause des incartades qu'il y a eu à savoir qu'il n'y a même pas de rapport des travaux de cette commission.

Débat — ce vendredi, je crois que c'était le 8 juillet, je ne m'en rappelle pas, le 7 juillet — sur une motion pour entendre l'Union des conseils de comtés du Québec. Vers 12 h 10, le leader adjoint présente une motion d'ajournement des travaux en se prévalant de l'article 77 du règlement. Ce fut peut-être la première erreur marquant le début d'un scénario invraisemblable. Voici la déclaration du député de Saint-Jacques: "Nous n'avons plus l'intention de convoquer cette commission parlementaire à nouveau. L'avis donné ce matin — en Chambre — qu'il y aurait une séance lundi matin, à 10 heures, est automatiquement annulé". On a décidé cela d'office, un diktat.

Je ferai une brève parenthèse, à ce moment-ci, pour citer certains extraits d'intervention que tenait, entre autres le député de Sauvé alors chef de l'Opposition lors de l'étude du projet de loi 22, et je cite: "J'aimerais qu'on nous donne l'assurance que nous allons entendre tous ceux qui veulent être entendus. Jusqu'ici, nous n'avons entendu que 40% des mémoires qui nous ont été soumis. Mettre fin aux auditions maintenant c'est se condamner à ne pas entendre la moitié de ceux

qui nous ont demandé à comparaître devant la commission, ce qui me paraît très grave, ce qui me paraît remettre en question le jeu démocratique". Voilà un exemple flagrant d'incohérence.

Je reviens à la motion du député de Saint-Jacques. Je reprends ses propos: "Nous n'avons pas l'intention de convoquer cette commission parlementaire à nouveau. L'avis donné ce matin qu'il y aurait une séance lundi matin à 10 heures est automatiquement annulé". Pourtant, quelques heures avant cette motion, M. le Président, le député de Bourget, responsable du projet de loi, s'engageait, et j'en étais témoin, à ce que les groupes aient l'occasion d'exposer leur position ou que, du moins, la position des groupes qui n'auraient pas été invités ou qui n'auraient pas l'occasion d'être entendus ait l'occasion d'être exposée devant la commission.

Ce n'est plus de l'incohérence, M. le Président. Avec le diktat de la fin des travaux quelques heures après, c'est tout simplement un dédit à la parole donnée, à un engagement public de la part du député de Bourget. La même journée, le vendredi 8 juillet, à peu près au même moment, mais ici, à l'Assemblée nationale, je demandais au leader du gouvernement quand il entendait faire siéger de nouveau la commission sur le projet de loi no 1.

M. Burns: Sûrement pas lundi. Je reviens, je lui demande:

Mardi, est-ce possible?

M. Burns dit: On verra.

M. Lavoie: Est-ce qu'elle siégera dans le courant de la semaine prochaine?

M. Burns: Peut-être, on verra.

Comment concilier cette réponse avec les déclarations que le leader adjoint venait de faire en commission, soit que cette commission ne siégerait plus. C'est pour le moins contradictoire.

Reportons-nous maintenant au mardi 12 juillet pour la suite de ce scénario. Sachant que le projet de loi no 101 doit être déposé la journée même, le leader du gouvernement a la brillante idée du siècle, peut-être, de vouloir retirer le projet de loi no 1 en vertu de l'article 90, ce qui a été jugé, d'ailleurs, irrecevable par la présidence.

Je ne tiens pas à relater d'ailleurs, du fait que c'est assez récent, tout ce qui s'est passé par la suite. Je me contente de dire que vous avez pris en délibéré la recevabilité de cette motion et que, vendredi dernier, vous l'avez jugée non recevable. Il aurait été facile d'invoquer l'article 89, comme je le disais au début de mon propos lors de cette motion non annoncée. L'article 89 aurait demandé à l'Assemblée de mettre fin à l'ordre du mois d'avril et après, par une autre motion non annoncée et même non débattable, le député de Bourget aurait pu, normalement, retirer son projet de loi et la démocratie, en somme, ou nos règles parlementaires, auraient été respectées.

Par la suite, le ministre, le député de Bourget, a lu des notes explicatives du projet de loi no 101 dont les copies ont aussitôt été distribuées aux membres de la tribune de la presse, au moins, vous vous le rappelez, une heure ou une heure et

demie avant que ce projet de loi ne soit adopté en première lecture et distribué aux parlementaires. L'Opposition s'est opposée au dépôt du projet de loi 101, nouvelle charte, pour les raisons que l'on sait, mais le vote a quand même été pris avec le résultat que le Québec se retrouve avec une Loi sur la langue officielle, la loi 22, et avec deux projets de charge de langue française, 1 et 101, un premier devant une commission et l'autre devant la Chambre.

A-t-on jamais vu chose pareille, M. le Président? Deux projets de loi, en même temps, sur le même sujet. C'est un coup d'envoi qui n'est certainement pas un coup de maître. Je devrais rapporter peut-être les propos du premier ministre lors d'une conférence de presse dont j'ai le texte ici. Le premier ministre s'exprime ainsi: "La façon d'en sortir, dont le but était, à mon humble avis, louable en soi, c'était d'essayer d'éviter qu'il y ait justement un débat à n'en plus finir simplement pour la frime". Je pourrais ouvrir une parenthèse, ici. Quel respect a-t-on du parlementarisme, lorsqu'on dit que c'est seulement de la frime, M. le Président? Je continue les propos du premier ministre: "Non, on devrait écouter tout le monde. Alors le moyen d'en sortir, je dois dire que je regarde les résultats, ce n'est pas exactement la trouvaille du siècle. C'était essentiellement pour en sortir. On aurait pu s'y prendre autrement. Je pense bien qu'en voyant les résultats, je crois que, finalement, on aurait dû s'y prendre autrement."

Un peu plus loin, M. Lévesque répond: Non, la seule chose, c'est qu'il est évident qu'il va falloir, pour employer une expression "jouai" qui dit ce qu'elle a à dire, il va falloir "checker nos clagues", sérieusement, pour arriver, à un moment donné, à un ajournement quelque part avant la fin de l'année.

Par conséquent, on ne peut pas se permettre trop souvent, si vous voulez, de dérailler dans ces histoires de procédure". Et un peu plus loin, je cite toujours le premier ministre: "C'est pour cela que je dis que ce n'était pas la trouvaille du siècle, parce qu'on voulait essayer de sauver du temps à la Chambre, et finalement, cela a l'air que ça va en perdre. Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse?"

Devant pareille situation, M. le Président, devant pareil scénario, on ne peut rester indifférent. Nous acceptons, et je crois que c'est de bonne guerre, que certaine stratégie marque parfois les travaux parlementaires, mais nous n'accepterons jamais que nos travaux soient manipulés et court-circuités de la sorte. Je vous ferai remarquer, M. le Président, que ce ne sont pas les règlements comme tels qui font l'objet de ma motion, mais leur non-observance, leur non-respect, parce que les règlements dans les Parlements, sans exception, s'avèrent un outil essentiel pour un processus législatif démocratique intelligent et fonctionnel. C'est en s'appuyant sur l'observance du règlement, surtout dans son esprit, et au moins dans sa lettre, que de part et d'autre le parti ministériel et les partis d'Opposition discutent les projets de loi. Le règlement dans cette Chambre est l'unique base qui permet à tous les points de vue

d'être entendus, à l'Opposition d'exprimer son opinion et au gouvernement de présenter ses lois. Si le règlement était mis au rancart, nous aurions non seulement un semblant de parlementarisme, mais un système qui donnerait ouverture à tous les abus ou encore à l'anarchie.

Je ne suis pas le premier à le dire. Loin de là, tous les auteurs reconnus, exégètes en droit parlementaire, reconnaissent cela, même le parti d'en face le disait. Voici certains propos qu'il tenait lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre, il n'y a pas tellement longtemps, M. le Président: Des règlements, cela peut être l'aboutissement d'un processus démocratique, ce sont également à mon sens des lois que s'est données un ensemble, une assemblée, une collectivité pour pouvoir discuter de façon démocratique". Cette citation est du présent ministre de la Justice, alors qu'il siégeait dans l'Opposition. Quant à la prochaine citation, elle est du député de Lafontaine. Écoutons-le et comprenons-le surtout, M. le Président: "S'il y a des règlements dans l'Assemblée nationale et dans les commissions parlementaires, c'est justement pour protéger les droits de la minorité, autrement c'est la dictature". Ce sont les propos du député de Lafontaine, et je continue: "Si l'Opposition ne peut pas utiliser les règles de procédure, à quoi sert le parlementarisme? Il ne faut pas oublier une chose, c'est que l'Opposition, dans le système parlementaire actuel, est la seule garantie de la démocratie dans un pays, et s'il n'y a pas d'Opposition, ce serait une dictature".

Ce n'est pas moi qui emploie deux fois le mot "dictature". Ce sont les propos du député de Lafontaine alors qu'il siégeait de ce côté-ci avant de passer au gouvernement.

J'aimerais vous faire entendre un dernier extrait d'un discours d'un autre député d'alors, ministre maintenant, et qui dit lui aussi que toute la démocratie parlementaire repose sur l'observance du règlement: "Nous ne pouvons nous appuyer que sur deux piliers essentiels de la démocratie. Ces deux piliers, on l'a rappelé à maintes reprises depuis quelques jours, M. le Président, sont l'application stricte du règlement, l'application objective du règlement et un président impartial, qu'il s'agisse de l'Assemblée ou qu'il s'agisse des commissions, dans l'application dudit règlement". Cet auteur est actuellement le vice-premier ministre, député de Sauvé, alors qu'il siégeait de ce côté-ci.

Je pense, M. le Président, que cette motion de blâme est totalement justifiée de la part de l'Opposition officielle et sûrement méritée de la part de certains membres du parti ministériel. Je comprends que le gouvernement est jeune, mais c'est le premier ministre lui-même qui disait, lors de la réunion de son caucus de députés à l'Étape, il y a deux mois, que la chance au coureur c'était terminé. Le fait d'être un jeune gouvernement ne l'autorise pas à tout bousculer. Au contraire.

Ils devraient s'en tenir aux vertus de prudence et de sagesse, inspirées d'ailleurs par un de leurs collègues, et je voudrais citer le député de Sauvé,

journal des Débats du 12 avril 1976, page 600. Voici les propos du vice-premier ministre actuel, le député de Sauvé. Et c'est très important, surtout dans le contexte du 21 juillet, devant des lois aussi importantes que celles que nous avons actuellement. Je cite le député de Sauvé: "Nous vivons dans un système — dois-je passer beaucoup de temps à le rappeler, puisque cela devrait être évident pour tout le monde — fondé sur une certaine dialectique entre le gouvernement et l'Opposition. C'est un système qui s'inspire d'une très vieille sagesse, laquelle veut que les hommes soient faillibles, surtout dans le domaine politique, et dit qu'il est toujours bon, avant de trancher un débat d'intérêt public et collectif, de connaître les deux côtés de la médaille, quand il n'y en a pas trois ou davantage. Cette vieille sagesse veut qu'on examine toujours les projets et qu'on délibère longuement sur le pour et sur le contre avant de se faire une idée définitive".

Si le projet de loi no 101 ou no 1 n'est pas un projet de loi collectif, M. le Président... C'est la raison pour laquelle j'abonde dans le sens de la sagesse suggérée par le député de Sauvé. Un peu plus loin — je cite encore le député de Sauvé — "M. le Président, dans le système qui est le nôtre, l'Opposition a un rôle constitutionnel à jouer. Or, ce rôle ne peut être joué correctement que si les droits de l'Opposition sont clairement définis et foncièrement respectés..." Quel changement, quelle incohérence avec ce que nous vivons actuellement, M. le Président!

Un autre que je voudrais citer brièvement. C'est bizarre comme ils étaient démocrates et logiques il y a à peine quelques mois, quelques années. Je voudrais citer les paroles du député de Maisonneuve, leader parlementaire du gouvernement actuel, le mardi 28 juin 1974. Voici comment M. Burns s'exprimait lorsqu'il occupait le siège que j'occupe actuellement: "Or, nous avions fait part au gouvernement, à cette époque, qu'il était stupide, inacceptable que des législateurs qui se veulent sérieux adoptent des projets de loi à la vapeur, se mettent à étudier des projets de loi durant des heures telles que n'importe quel employé manuel ou intellectuel ne puisse résister".

Une Voix: Qui a dit cela?

M. Lavoie: C'est le député de Maisonneuve. Un peu plus loin, et je voudrais le citer parce que ce sont quand même des conseils qu'il pourrait suivre pour s'autosuggérer actuellement. Je cite le député de Maisonneuve en 1974: "Je pense que si un gouvernement part avec l'idée de faire adopter, parce qu'il l'a décidé, telle ou telle mesure, il doit se placer dans une situation telle que ceux qui ont à critiquer ces mesures puissent le faire de façon efficace. Je pense que c'est une des bases mêmes du parlementarisme britannique qui nous guide". On a la mémoire courte, de l'autre côté, M. le Président.

Même si le leader parlementaire veut en arriver à faire avancer les travaux rapidement, il ne peut absolument pas troquer, dans un sens comme dans l'autre, l'efficacité pour la bouscu-

lade et l'autoritarisme. Le gouvernement doit comprendre cela et rapidement.

M. le Président, outre la tragique fin des auditions à la commission parlementaire de la loi no 1, le fait d'avoir une loi sur la langue officielle doublée de deux projets de chartes linguistiques constitue certainement un précédent sans précédent. Les media, depuis quelques jours, ne font que rapporter le burlesque de la situation et, croyez-moi, je suis le premier à le constater et à le regretter.

L'état actuel des travaux parlementaires ne démontre qu'un dénominateur commun de la part du gouvernement, dénominateur commun qui avait été prévu et dénoncé par l'Opposition officielle le 18 mai 1977. Ce dénominateur commun, c'est l'ambiance d'incohérence, d'incompétence et l'improvisation du gouvernement, doublée, depuis quelques semaines, du dirigisme et de l'arrogance également prévus et dénoncés par l'Opposition officielle, déjà, le 29 avril 1977.

L'état actuel des travaux parlementaires en est une démonstration plus qu'évidente. M. le Président, après avoir occupé votre fauteuil pendant quelques années, je sais ce que peut représenter la situation présente. Mais j'aimerais que, de votre part, il y ait une vigilance plus forte concernant l'institution que vous représentez, car au train où vont les choses, il ne restera d'ici peu qu'une présidence qui aura constamment à trancher et à régulariser des situations provoquées par une majorité malhabile et peut-être trop autoritaire.

Le député de Maisonneuve et le député de Bourget, qui occupent des responsabilités ministérielles, se sont rendus coupables d'attitudes antiparlementaires et antidémocratiques dans leur participation au scénario qui a provoqué irrégulièrement la fin des auditions de la loi no 1 et entouré le dépôt du projet de loi no 101, en se substituant tout simplement, pas uniquement aux membres de l'Opposition, mais aux membres également du côté ministériel, à tous les membres de l'Assemblée, les privant ainsi de leur droit strict de s'exprimer et de décider de la fin des travaux de cette commission.

On parle et on reparle, depuis le 15 novembre, de la démocratie au Québec. Je suis tout à fait d'accord. En passant, prendre le pouvoir avec 41% du vote, c'est quand même de la démocratie poussée assez loin, M. le Président. Mais j'ai l'impression que la fameuse démocratie, elle se portait mieux avant qu'après le 15 novembre dernier, du moins à l'Assemblée nationale. Depuis ce 15 novembre, à la manière dont vont les choses, je me demande si on saisit bien le sens de ce terme.

Quand on voit le placide, passif et hermétique député de Bourget s'associer avec ses autres collègues pour se rendre complice du court-circuitage et du sabotage des institutions parlementaires, il faut craindre pour nos institutions parlementaires et démocratiques. Permettez-moi de citer bien brièvement les propos du député de Bourget, le 7 juin 1976:

"C'est maintenant à l'Assemblée nationale, dépositaire de la volonté nationale des Québécois, que sera dévolu le rôle d'arbitre et d'instance dé-

cisionnelle suprême." On voit de quelle manière on a traité justement cette instance suprême qu'est l'Assemblée nationale.

Un peu plus loin, je cite encore le député de Bourget: "A l'aube de cette commission parlementaire, comme au cours des deux derniers mois, nous sommes donc ouverts au dialogue." Drôle de dialogue lorsqu'on brime les parlementaires dans leur droit de parole. Il faudrait que les personnes concernées dans ce complot, puisqu'il s'agit, M. le Président, bel et bien d'un complot, nous disent quels étaient leurs véritables motifs. J'ai l'impression — et cela me paraît évident, M. le Président; il n'est pas besoin de faire une longue enquête — que le motif principal résidait essentiellement dans le fait d'empêcher l'Opposition et même tous les députés de jouer pleinement et démocratiquement leur véritable rôle. Il s'agissait d'empêcher un débat normal afin que l'Opposition ne se fasse pas entendre et de continuer, de façon naïve et innocente, la poursuite de l'étude du projet de loi no 101.

M. le Président, vous en conviendrez, cette machination est indigne du leader du gouvernement et va totalement à l'encontre du mandat général qui lui a été confié en tant que superministre d'Etat, vous le savez comme moi, responsable prétendument de la réforme parlementaire. Permettez-moi de me référer à ce mandat très brièvement, qui, je crois, émane de l'Exécutif, le mandat général et le mandat spécifique concernant la réforme parlementaire.

Dans le secteur parlementaire, voici le mandat du député de Maisonneuve. "Valoriser le rôle du député au moyen notamment d'une plus grande utilisation et d'un renforcement des commissions parlementaires." On voit comment on a renforcé justement la commission.

C'est le mandat de l'Exécutif confié au ministre ou au superministre de la réforme parlementaire; valoriser le rôle du député au moyen, notamment, d'une plus grande utilisation et d'un renforcement des commissions parlementaires.

Un peu plus loin, dans ce même mandat: Améliorer le fonctionnement interne de l'Assemblée, notamment a) en reconnaissant pleinement le rôle de l'Opposition; b) en aménageant les travaux sessionnels selon un calendrier parlementaire. Quelle cohérence!

C'est dans ce contexte bien précis que l'Opposition dénonce et blâme totalement les deux députés en tant que parlementaires pour leur association en vue de faire échec à la libre expression de parole et de décision de l'Assemblée. Jamais, vous m'entendez, jamais nous n'accepterons, comme parti d'Opposition, un tel comportement. L'Opposition dressera constamment un rempart infranchissable lorsqu'on attaquera la liberté et l'indépendance du Parlement, base de toute démocratie. Et s'il y a des règlements dans l'Assemblée nationale et dans les commissions parlementaires — ce sont les paroles du député de Lafontaine — c'est justement pour protéger les droits de la minorité, autrement, c'est la dictature. Et toute action arbitraire du gouvernement amènera automatiquement, nous vous en prévenons,

M. le Président, une réaction indéfectible de la part de l'Opposition officielle. Vous en avez présentement un exemple. Je ne sais pas si cette façon de procéder de la part du côté ministériel sera constante, mais si cela devait être sa ligne de conduite dans les prochains jours, dans les prochains mois, soyez assuré que nous prendrons tous les moyens nécessaires pour faire respecter les assises de nos traditions parlementaires nord-américaines qui sont la liberté, le respect de la liberté et de la démocratie, et jamais nous ne dévierons de ces idéaux.

Le leader parlementaire du gouvernement sait très bien que lorsque dans un régime parlementaire on brime les droits du Parlement, et spécialement de l'Opposition, c'est toute la démocratie qui est en danger.

En terminant, M. le Président, je dis que la majorité ministérielle a manqué de courage, a fait preuve de faiblesse. Trop souvent, on le voit dans l'histoire, les faibles, les doctrinaires et les intolérants qui ne peuvent souffrir la contradiction — on le voit assez souvent à la période des questions et même aujourd'hui à la suite des questions posées au premier ministre — sont portés à n'avoir aucun respect des règles du jeu. Il n'y a qu'un pas à franchir pour se trouver dans un dirigisme étatique, étouffant et insupportable. Ce n'est pas la première fois que nous soulevons cette question. Dès que les hommes publics arrivent à se considérer comme les seuls détenteurs de la vérité, de l'honnêteté et de la vertu et qu'en plus ils s'octroient un mandat, sinon divin, du moins national, ils cessent d'être des hommes et deviennent des héros. Le plus souvent, lorsque ce phénomène se produit — et j'aime bien le sourire du député de Saint-Jacques — on bafoue les opposants et la démocratie en prend pour son rhume. D'ailleurs l'histoire se répète. On a des multitudes d'exemples dans l'histoire et il y a à peine 20 ans au Québec. Vous participerez au débat, M. le député de Saint-Jacques, avec le sérieux qu'on vous connaît. Les détracteurs des gouvernements traditionnels successifs nord-américains de tradition anglo-saxonne, soit canadiens, québécois ou autres, depuis 1960, ont été accusés et souvent avec raison, de certaines lacunes, de faiblesses, de laxisme administratif. Mais, ces fautes, avec un peu d'humour, on peut les considérer comme des péchés contre la chair.

Mais lorsqu'on accuse les gouvernements de porter atteinte à la liberté et à la démocratie, je considère ces fautes contre l'esprit. On sait que ces différentes fautes ne méritent pas la même condamnation.

Je terminerai simplement en disant que le parti de l'Opposition que je représente continuera à jouer totalement et complètement son rôle et que si, d'aventure, le gouvernement persistait à vouloir se jouer des règles et procédures parlementaires, l'Opposition officielle devra carrément — c'est ce que nous ne cesserons de faire — informer toute la population de l'esprit et des actes de ce prétendu bon gouvernement.

Permettez-moi, avec le sourire du premier ministre, de paraphraser un peu André Siegfried,

qu'il cite quelque part: Messieurs d'en face, M. le Président, l'enthousiasme que vous avez réussi à susciter de la part de l'Opposition officielle provient du fanatisme et de l'arrogance d'en face.

Le Vice-Président: M. le premier ministre.

M. René Lévesque

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, j'ai écouté une bonne partie de l'intervention du leader de l'Opposition officielle. Puisqu'on cite de grands auteurs, je vais lui faire une citation très brève. Il arrive aussi à l'occasion — je l'ai remarqué pendant la lecture qu'il faisait lors de certains passages de son discours — c'est une phrase qu'il doit connaître — que la lettre tue l'esprit. J'ai rarement vu l'esprit aussi moribond que pendant les 45 dernières minutes à ce point de vue, parce qu'à force de termes hypergonflés, hyperdramatisés, cela partait de tragique, j'ai entendu brimade, cela a abouti à complot et, à la fin, on était rendu à la dictature, à force de gonfler et de surgonfler sa motion pour essayer de lui donner du corps, j'ai l'impression qu'il y a une loi des rendements décroissants dans cet abus du vocabulaire, et j'ai l'impression que tout ce qu'a souligné le leader de l'Opposition officielle, c'est un peu que le jupon dépasse pour la deuxième fois. On présente une motion parfaitement dilatoire et parfaitement injuste devant le Parlement.

Je dis dilatoire, parce que cela fait déjà quelque temps. C'est la deuxième de suite. On a l'impression qu'à la moindre occasion l'Opposition officielle saute dessus pour essayer de dégager des écrans de fumée verbale comme ceux qu'on vient de constater, surtout...

M. Lavoie: ...sur cela...

M. Lévesque (Taillon): ...non pas pour défendre les droits du parlementarisme, non, cela ne me paraît pas être une préoccupation aussi fondamentale que le texte soigneusement et laborieusement préparé le prétendait. On dégager des écrans de fumée verbale surtout pour masquer une absence totale de cohérence politique en face et peut-être même une absence totale de consensus aussi sur les contenus essentiels de la législation qui est devant nous.

A ce point de vue, il n'y a rien de plus dilatoire que ce qu'on voit depuis quelques jours de la part de l'Opposition officielle. C'est également injuste, si je regarde la formulation de la motion. La motion parle de conduite. Cela avait été noté par la présidence à propos d'une première motion qui n'a pas fait long feu, que le mot "conduite", en pratique parlementaire, signifiait en général des comportements plutôt habituels. Je sais bien qu'on a essayé d'étayer cela dans un passage du discours du leader de l'Opposition officielle, mais c'était laborieux à mort.

En plus, on a été astucieux cette fois-ci, parce qu'on a dit: La conduite et du ministre d'Etat et du leader parlementaire, mais on l'a cernée autour du 8 au 12 juillet. On reviendra à ce qui s'est passé

entre le 8 et 12 juillet, mais je voudrais d'abord souligner de nouveau cet emploi du mot "conduite" qui, à mon humble avis, est non seulement abusif, mais profondément injuste. Conduite antiparlementaire et antidémocratique, en particulier, de la part du leader, qui travaille depuis le mois de mars à essayer, du côté du gouvernement, d'orienter les travaux autant qu'on peut le faire légitimement?

Depuis le mois de mars, le leader parlementaire—tout observateur de bonne foi l'admettra— a fait tout ce qui était possible pour laisser à l'Opposition et aux Oppositions leurs droits normaux de s'exprimer. Je dois dire, me servant de ce que j'ai de souvenirs et de ce qu'on m'a raconté sur la période intermédiaire, depuis que je n'étais pas là, soit de 1966 à 1976, qu'il a fait bien plus dans ce sens que tout ce qui s'est fait dans le passé. Par exemple, nous sommes rendus à la mi-juillet et on dépasse même la mi-juillet, le leader de l'Opposition officielle l'a noté, il n'y a pas eu de motion de fin de session.

L'Opposition ne s'est pas fait enlever ses mercredis, on n'a pas modifié les heures normales de session en vertu de la traditionnelle motion qui vient ordinairement bien plus vite que cela, motion qui vise essentiellement, et tout le monde le sait, à exténuer l'Opposition et à essayer de charrier et de bulldozer des fins de session ou des veilles d'ajournement. Il n'a pas été question d'enlever à l'Opposition le droit de présenter des motions de blâme en vertu de l'article 34.

Donc, nulle part il n'a été question de brimer—d'une façon qu'on puisse appeler un comportement habituel, loin de là, c'est exactement l'inverse— les droits parlementaires et démocratiques, fondamentaux de l'Opposition et des Oppositions à l'Assemblée nationale. Le mot "conduite" en soi est un mot abusif, un mot très fort qu'on a introduit pour la deuxième fois, mais avec une prudence astucieuse en essayant de cerner cela entre le 8 et le 12 juillet, mais il reste que le poids du mot est quand même quelque chose d'abusif et qui n'a rien à voir avec le comportement en particulier du leader parlementaire depuis le début de la session. C'était plutôt une conduite de respect—à mon humble avis— sans précédent des droits parlementaires et des droits démocratiques des membres de l'Assemblée nationale.

Maintenant, revenons à la période que prétend cerner la motion du leader de l'Opposition officielle, celle du 8 au 12 juillet. Je pense qu'en toute équité il faudrait commencer par noter quelque chose là dont tout le monde qui y a participé se souvient, et il arrive que j'étais présent au moment que je vais évoquer. Ce qui s'est passé du 8 au 12 juillet, cela a commencé, je crois, comme ceci: Le leader parlementaire du gouvernement—et un de ceux qui doit s'en souvenir, c'est le leader de l'Opposition officielle, et aussi le leader de l'Union Nationale— a commencé par modifier ses intentions pour accommoder l'Opposition officielle. Le vendredi 8 juillet, c'est-à-dire la veille, jeudi— parce qu'on parlait du vendredi 8 — l'intention du leader du gouvernement était de faire siéger la commission parlementaire du projet de

loi 1 le vendredi pendant toute la journée et, au besoin, le samedi afin de débattre la fin des travaux que tout le monde anticipait. C'était l'intention qui avait été évoquée par le leader du gouvernement. Je pense que tout le monde s'en souviendra. Il y a eu une réunion, qui était reliée aussi à la Loi sur SIDBEC, et quand cela a été évoqué pendant la réunion, la veille de ce vendredi où il y avait le chef de l'Opposition également, le leader de l'Opposition officielle, si j'ai bonne mémoire, le leader de l'Union Nationale, le député de Beauce-Sud, quand cette intention du gouvernement a été évoquée, c'est l'Opposition officielle qui a dit que cela lui compliquerait terriblement la vie parce qu'elle avait une réunion très importante, on s'en souvient, à la Malbaie, importante pour elle, pendant la fin de semaine, c'est-à-dire le samedi et, je crois, jusqu'au dimanche. Alors, l'Opposition officielle a demandé au leader du gouvernement d'ajourner les travaux de la commission le vendredi, c'est-à-dire le lendemain, à 13 heures, pour permettre à l'Opposition officielle de ne pas se compliquer la vie par rapport à sa réunion de fin de semaine à la Malbaie. Encore une fois, je suis bien placé pour en parler parce que j'étais là, par hasard, une des rares fois où il y a eu une de ces réunions où, on le sait...

M. Garneau: Pas à la Malbaie?

M. Lévesque (Taillon): Non, ici, en arrière du trône. Tout cet imbroglio qui est rendu à sa deuxième motion dilatoire et abusive de suite à commencé par non seulement pas un manque de respect des droits de l'Opposition, mais par une concession qui n'était pas du tout obligatoire du leader du gouvernement pour accommoder l'Opposition officielle. Le leader aurait fort bien pu refuser cette demande et faire siéger la commission. Il ne l'a pas fait. Mais avec nous tous de ce côté-ci de la Chambre, il a cherché une façon de mettre fin quand même aux travaux de la commission— puisqu'on venait de sacrifier ces deux jours de fin de semaine— sans étirer inutilement les débats et les délais forcément. Quand je dis étirer inutilement les délais, je me permets de me référer— je ne ferai pas beaucoup de citations, j'en ferai quelques-unes— aux constatations des observateurs pendant ces jours-là, en particulier les jours qui ont précédé immédiatement la période du 8 au 12 juillet. J'ai une sélection assez catholique pour que cela n'ait pas l'air du tout de tirer la couverture à partir d'un coin ou de l'autre.

Par exemple, le Journal de Québec, le 7 juillet, la veille de ce vendredi, disait ceci— et je pense que cela nous rappelle tous des souvenirs, ceux en particulier qui ont participé à la commission, et cela nous apprend des choses aussi; vous allez voir, en cours de route, ceux qui n'y ont pas participé, on apprend des choses amusantes—: "Les représentants de la CSN— Journal de Québec, 7 juillet— ont failli quitter la commission parlementaire sur la langue, hier soir, exaspérés contre l'Opposition qui multipliait les motions dans le but de retarder les travaux. Afin de rendre oiseuses— un jugement d'observateur— les séances

du mercredi soir, les députés de l'Opposition en profitent pour inonder la commission de motions". Je demanderais à Mme le député de L'Acadie si cela ne devait pas être effrayant, le mercredi soir, de se faire inonder comme cela, inutilement, rendu au 7 juillet.

Le même jour, Mme Lysianne Gagnon, dans la Presse, un autre journal, dit que: "Excédés d'avoir fait le pied de grue pendant trois jours avant de pouvoir témoigner, les représentants de la CSN ont mis fin, hier soir, abruptement, au petit jeu des motions dilatoires auquel s'adonnaient joyeusement depuis deux heures les porte-parole du Parti libéral et de l'Union Nationale. L'Opposition veut-elle continuer à nous empêcher de nous faire entendre ce soir, a demandé la vice-présidente? etc." "Comme tous les mercredis soirs — je reprends le fil de l'article — depuis trois semaines..." Je dois souligner que Mme Gagnon fait partie de ceux qui ont suivi le plus assidûment — je l'ai vu par le journal — les travaux de la commission. "Comme tous les mercredis soirs, depuis trois semaines, les partis d'Opposition avaient décidé "de se venger" du gouvernement, qui les force à siéger en dehors des heures normales de la Chambre, en commission, en soumettant une série de motions dont l'unique effet est de retarder considérablement le déroulement des audiences. Les députés se chamaillent entre eux. Les représentants de l'Opposition discutent durant 20 minutes chacun pendant que les témoins attendent, là, résignés, faisant preuve d'une patience pour le moins angélique".

Je m'excuse, il y a une référence au député de L'Acadie: "C'est au tour de Mme Lavoie-Roux d'exposer dans une longue intervention le bien-fondé de la motion unioniste et l'intérêt suprême que tout le monde trouverait à entendre ce qu'ont à dire sur la charte du français les conseils de comté qui, signalons-le, n'ont pas jugé eux-mêmes utile de soumettre un mémoire à la commission." Maintenant, entrons dans la fin de semaine elle-même. Je vais prendre simplement un éditorial de la Presse du 9 juillet. Tiens, on va changer de journal pour ne pas avoir l'air d'avoir des préférences. Je vais parler du Devoir. Le Devoir, ce jour-là, était très drôle; une fois n'est pas coutume. "L'Opposition libérale s'est rangée derrière les unionistes — le 9 juillet, c'est M. Morissette du Devoir — s'est rangée derrière les unionistes pour inonder la commission de motions qui auraient pu compter dans un marathon d'impertinence". Et là, on parle de M. le député de Gaspé. "M. Le Moignan, prêtre de son état — sauf tout respect — a cité, apparemment de mémoire, le martyrologe romain, évoquant la quinzaine de saints et de saintes — dont certains ne sont plus sur la liste; en tout cas, ils étaient là tous les quinze dans le temps — évoquant la quinzaine de saints et de saintes dont c'était la fête le 19 juillet".

"Quant à M. Ciaccia, il a longuement expliqué pourquoi l'Union — lui aussi — des conseils de comté devrait venir un mardi — il ne l'avait pas demandé, mais cela ne fait rien — et qu'il était heureux que le 19 juillet tombe cette année un mardi. Après avoir tenu à souhaiter bonne fête à

son fils — cela part vraiment d'un bon naturel — dont c'était hier l'anniversaire, M. Ciaccia a fait l'éloge du 19 juillet, fête de la saint Vincent de Paul, patron des pauvres, parce que, de la façon dont va notre économie, a-t-il affirmé, je pense que saint Vincent de Paul doit devenir le patron du Québec". On ne parlait plus de la langue. Je crois reconnaître un autre thème favori de nos amis d'en face, le thème de la peur entretenue et alimentée et fabriquée quand il n'y en a pas assez.

Maintenant, qu'est-ce que disaient, avant cette fin de semaine — là on voit un peu dans quel contexte la commission prétendait fonctionner — les observateurs?

Je prends simplement deux toutes petites citations du 5 juillet. Le Devoir, le 5 juillet, mardi, trois jours avant le 8 juillet fatidique: "Que ce soit publiquement ou en privé, on admet, de part et d'autre de la grande table où se réunissent les membres de cette commission dans le salon rouge, que les mémoires qui sont présentés n'apportent plus rien de neuf à soumettre à leur matière grise." Et le lendemain, le 6 juillet, dans la Presse, non, le mardi mais il y en avait un autre le lendemain, parce que tout le monde était tellement tanné qu'on se répétait, même dans les journaux. Le mardi, 5 juillet, le même jour, Mme Gagnon: "C'est dans un climat d'assez grande lassitude, compte tenu des nombreuses redites et répétitions entendues au cours de ces quatre semaines, compte tenu du fait que ce débat linguistique dure, somme toute, depuis près de dix ans, que les parlementaires s'apprêtent à mettre fin aux audiences." Ce sont les témoignages de gens qui assidûment avaient suivi la commission et qui sentaient chez tous le goût d'en sortir après cinq semaines et, comme l'évoque Mme Gagnon, après dix ans et trois ou quatre projets de loi ou lois reprises successivement.

Donc, je reviens à ce que je disais. Après avoir concédé, ce qu'il n'était pas obligé de faire, une demande de l'Opposition officielle pour sa fin de semaine de la Malbaie et avoir accepté que la commission ajourne le vendredi, 7 juillet, à une heure, le leader du gouvernement, comme je le disais tout à l'heure, a cherché une autre façon de mettre fin aux travaux de la commission sans étirer inutilement les délais. C'est alors que la décision a été prise de retirer le bill 1 pour présenter un nouveau projet de loi, qui s'appelle maintenant le bill 101. Peu importe que cela nous paraissait également une procédure légitime pour mettre fin au débat et empêcher que cela ne s'éternise du côté de la commission, sur le fond de la question, je pense qu'on admettra qu'il s'agissait d'un bill suffisamment différent — il avait demandé à être réimprimé — pour être rebaptisé dans notre tradition parlementaire.

C'est une question de jugement pour le gouvernement. Le député de Marguerite-Bourgeoys peut bien secouer la tête de gauche à droite jusqu'à *vitam aeternam*, il reste que, passé un certain point, c'est une décision très légitime qui appartient au gouvernement. D'ailleurs, elle devait être légitime puisque le bill 101 est devant la Chambre et que la présidence l'a accepté tel quel.

Il ne faut pas oublier qu'il y a entre 60 et 70 amendements, dont une trentaine sont importants, sont substantiels. En tout, il y a une centaine de modifications et plus si on tient compte des modifications de forme.

Je dois souligner encore une fois que les observateurs, sans avoir à se prononcer sur la question purement de procédure parlementaire, ont noté que c'était quand même un changement substantiel.

Prenons M. Ryan, le 14 juillet 1977. Je ne veux pas essayer de tirer M. Ryan de mon côté pour mon argumentation; je veux simplement noter que lui, le 14 juillet, notait devant le nouveau projet de loi: "Le texte du projet no 101 constitue une base de discussion beaucoup plus intéressante que l'ancien texte. Le 13 juillet, la veille, M. Beauchamp, dans le *Soleil de Québec*, disait: "Tel qu'amendé, le projet de la Charte de la langue française apparaît beaucoup plus acceptable que la version originale. Entre autres, le bill 101 a été expurgé de ce qui pouvait paraître insultant pour les non-francophones." Le *Montréal-Matin*, le 14 juillet, M. Latouche: "On dira ce qu'on voudra, mais le gouvernement a au moins montré qu'il était sensible au danger de bureaucratisation et de lourdeur excessive qu'aurait entraîné son premier projet, etc."

Donc, tout le monde notait qu'il y avait des différences substantielles. Je n'essaie pas de tirer ces trois éditorialistes de notre côté pour qu'ils endossent la procédure qu'on a adoptée. Je dis que c'était, quant à eux, une chose évidente qu'il y avait des changements assez importants pour qu'on puisse parler du bill 101 sans la moindre réticence. C'est alors qu'on a décidé de présenter le bill 101 à la place du bill 1, ce qui était justifié par le fond. C'était également pour essayer de gagner du temps. Cette décision, elle a été prise collectivement. C'est pour cela que c'est profondément injuste, aussi bien les bruits qui ont couru ou qu'on a laissés courir, que le libellé des deux motions successives du leader de l'Opposition officielle. Cette décision n'a pas été prise par le ministre d'Etat au développement culturel, ni par le leader parlementaire, motu proprio.

Elle a été prise par les groupes intéressés, cette décision fondamentale de retirer le projet de loi 1 et de présenter le projet 101, par l'ensemble des principaux intéressés, y compris celui qui vous parle, M. le Président, c'était, quant à nous, une procédure légitime. D'autant plus qu'il ne faut pas oublier que l'étude en commission, qu'elle dure cinq semaines ou qu'elle dure cinq heures, après la première lecture, c'est facultatif, il n'y a rien qui l'y oblige dans nos règlements. Il est normal, quand c'est commencé, qu'on attende que le rapport soit présenté à la Chambre, c'est vrai. Mais, il n'est pas normal et il n'est pas parlementaire non plus de se laisser bloquer indéfiniment et d'éterniser l'agonie de ces commissions. Cela n'est pas normal et c'est un abus des droits parlementaires. C'est à cela — je ne reprendrai pas les citations — que se livraient les Oppositions à ce moment-là.

Cela nous paraît donc sain et légitime, peu importe qu'on ait pu faire des erreurs de parcours. Cela nous paraissait et cela nous paraît dans l'intérêt public. Je reviendrai en terminant et j'achève, sur révocation lamentable que faisait le leader de l'Opposition officielle sur la stagnation des travaux de la Chambre. Donc, cela nous paraît légitime sur le fond et, pour faire avancer les travaux de la Chambre. C'était régulier aussi pour l'essentiel puisque la présidence même a accepté que le projet de loi no 101 soit déposé.

Malheureusement, ce qu'on voulait, on ne l'a pas obtenu. Cela ne nous a pas fait gagner de temps, cela nous en a fait perdre, probablement parce que la procédure qui n'avait rien, à notre avis, d'illégitime, était nouvelle, était inattendue, contrecarrait les intentions probables — il ne faut pas prêter d'intentions — enfin disons: le comportement évident de nos amis d'en face. Mais, cela n'avait rien d'irrégulier ou d'illégitime, sauf que les circonstances ont fait qu'on a perdu du temps et qu'on en perd encore. C'est comme cela que j'ai été amené à dire, mais en prenant ma part de responsabilité, ce qui a peut-être été quelque peu déformé dans des rapports trop rapides, que, forcément, si on regardait les résultats, ce n'était pas précisément la trouvaille du siècle. C'est vrai, et c'est vrai que cela fait partie des difficultés de rodage d'une première session parlementaire pour un nouveau gouvernement, surtout quand le programme de cette session est chargé et harassant comme celui que l'on a.

Là-dessus, je voudrais en profiter, justement, parce que la première session d'un gouvernement, qui dure et qui s'éternise au mois de juillet, qui s'en va vers le mois d'août et qui, sait-on jamais, jusqu'au mois de septembre, depuis le mois de mars. Cette première session... parce qu'on ne "bulldozers" pas le Parlement, on va laisser aller la législation jusqu'à sa conclusion normale. Il n'est pas question de commencer ces procédures d'étouffement du mois de juillet ou du mois d'août qu'on a trop vues. Je me souviens d'en avoir souffert et je ne le ferai pas. Cela s'appelle le respect des droits des parlementaires.

C'est une session harassante, extrêmement chargée. Il y a encore, comme le disait le leader de l'Opposition officielle, une couple de douzaines de lois — pas toutes majeures, mais quelques lois majeures — devant l'Assemblée, le 22 juillet.

Je voudrais en profiter pour rendre hommage à deux hommes qu'on calomnie dans cette motion. D'abord, les adjectifs, disons pour le moins discourtois, qu'a employés le leader de l'Opposition officielle, pour décrire le ministre d'Etat au développement culturel, sont exactement la caricature, c'est-à-dire, le revers de la médaille que, moi, je pourrais décerner, comme beaucoup de gens de ce côté de la Chambre et beaucoup de gens du côté du public qui l'ont suivi depuis trois mois, au ministre d'Etat au développement culturel qui, avec une ténacité, une patience, et il l'a prouvée encore dans son discours de deuxième lecture et vous en aurez peut-être une preuve additionnelle et assez dramatique demain, ici, dans cette Cham-

bre, avec une ouverture d'esprit extrêmement difficile, sur un sujet aussi délicat, a piloté le projet de loi no 1, pilote le projet de loi no 101, après avoir travaillé à un livre blanc qui était quand même une des plus belles sommes — je crois que tout le monde était d'accord là-dessus — qu'on ait vu sur le problème de la langue qui pourrit et empoisonne le paysage du Québec, depuis dix ans et plus, qui a rencontré à la douzaine, pendant que d'autres ne se forçaient pas, sauf pour préparer ce qui pouvait leur paraître les chausse-trapes les plus indiquées, qui a trouvé le temps, pendant ces mois, de rencontrer à la douzaine, à peu près tous les groupes communautaires des communautés ethniques, en particulier de la région de Montréal, tous ceux du Québec qui voulaient le rencontrer et cela, en dehors des séances formelles de la commission, en faisant de la tournée et en se promenant dans tous les quartiers, en particulier de la région métropolitaine et d'ailleurs.

On l'a vu encore, il y a quelques jours, passer des heures avec les Inuit dans le bout de Chimo, pour essayer de leur expliquer quelle sorte de version on avait faite à partir des ententes qui ont été signées récemment dans les lois nos 1 et 101, pour respecter leurs droits fondamentaux au point de vue culturel.

Moi, face aux trois ou quatre mois intensifs, absolument épuisants, que vient de vivre le ministre d'Etat au développement culturel, sur le quatrième et on espère le plus décisif des projets de loi dont ait accouché cette Assemblée nationale pour régler le problème fondamental de la langue, les adjectifs employés par le leader de l'Opposition officielle, je pense qu'il les regrette déjà. Quant à nous, je crois qu'on doit lui rendre hommage pour tout ce qu'il a fourni sur ce sujet.

Pour ce qui est du leader parlementaire du gouvernement, je suis d'autant mieux placé pour parler de son travail que je pense que cela doit paraître un peu dans les remarques que je fais. Mais je les dis comme je les pense, je n'essaie pas d'en faire un chapitre nouveau de jurisprudence parlementaire pour savoir comment je peux m'insérer dans le délire procédurier qu'essaie d'entretenir l'Opposition officielle. Je dis ce que je pense et je dis comme un semi-profane, en ce qui concerne cette manoeuvre, si vous voulez, de la Chambre au moment des débats, des commissions, etc., que cet homme a été chargé, et c'est peut-être l'erreur que j'ai faite, mais c'est lui qui en est victime, de quelque chose probablement plus écrasant que n'importe quel travail pendant les mois de session, puis quand la session est longue, cela veut dire longtemps.

Il est à la fois ministre d'Etat au Conseil des ministres, chargé comme l'a rappelé à sa façon le leader de l'Opposition officielle, de quelques-uns des mandats les plus importants de la première ou de la deuxième année du gouvernement. En même temps, il doit travailler intensément à un comité de législation qui lui aussi est débordé puisqu'on a une session presque trop chargée et, en plus, il doit faire, heure après heure, jour après jour, semaine après semaine, le travail littéralement inhumain de l'emploi qu'il occupe comme leader

parlementaire du gouvernement. Moi, il me semble que, sauf quelqu'un qui a un dévouement inépuisable comme celui qu'il a montré depuis le mois de mars, c'est assez pour tuer un homme.

Il est assez normal que le leader du gouvernement soit à l'occasion fatigué, excédé, mais, de là à le charger de tous les péchés d'Israël, quand, en fait, on extrait, parce qu'il est là présent tous les jours, la responsabilité des autres, juste pour voir si on ne peut pas picrocher puis diviser le gouvernement, cela aussi je trouve cela injuste. Je tiens à dire que le ministre d'Etat à la réforme parlementaire et électorale et leader parlementaire du gouvernement a le plein appui de ses collègues du cabinet, de celui qui vous parle. Il a accepté, en dépit de l'écoeurement occasionnel qu'on ne peut pas ne pas ressentir, quand cela tombe, je l'ai dit ce matin, dans un autre décor, quand cela tombe dans le psychodrame à l'occasion et dans ce qu'on a appelé les délires procéduriers dans un journal d'aujourd'hui, en dépit de cela, il a accepté, dis-je, de continuer au moins jusqu'à l'ajournement, s'il y a un ajournement. Après, on verra comment lui, moi et nos collègues, comment, peut-être, si c'est requis, j'espère que cela ne le sera pas, on pourra alléger sa tâche, parce que c'est vraiment une tâche qui dépasse la capacité de résistance normale de n'importe quel homme.

Alors, en terminant, pour dire que ces deux membres du Parlement, que ces deux collègues à nous, de ce côté-ci de la Chambre, ont pu travailler à un scénario, que le leader de l'Opposition officielle, arrétant de se camoufler tout à l'heure, a fini par identifier comme un sombre complot, qu'ils aient pu, tels qu'ils sont et tels qu'ils se comportent ici, tels que leur conduite nous les montre, établir un scénario au sens de complot, de conspiration pour brimer les droits de l'Opposition officielle, je pense que le leader de l'Opposition officielle a eu beaucoup de difficulté à s'empêcher de rigoler en avançant des choses pareilles.

Parce qu'au fond, c'est un vieux renard, je le sais, quand au 21 juillet — comme si c'était relié à cela, cette escarmouche supergonflée des derniers jours — au 21 juillet, il y a encore 20 ou 25 lois qui restent en plan, le Parlement est bloqué encore aujourd'hui, il devait savoir en rigolant dans sa barbe que ce n'est pas fondamentalement pour les raisons qu'il a données pour essayer d'étayer sa motion dilatoire. Le fait est plutôt, si on regarde les choses en face, que si le Parlement est quelque peu bloqué depuis un bon bout de temps, c'est que l'Opposition officielle fait une sorte de "filibuster" camouflé, parfaitement irresponsable.

M. Lavoie: Qu'est-ce que ce serait si on en faisait un vrai?

M. Lévesque (Taillon): Est-ce que vous voulez que je vous...

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

Je m'excuse. Nous avons entendu, depuis le début de ce débat, parler de tous les sujets possibles et imaginables. Jusqu'à présent, on a laissé

parler le leader parlementaire de l'Opposition officielle sans l'interrompre. J'espérerais qu'on fasse au moins la même chose pour M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Je dis bien, M. le Président, "filibuster" camouflé, irresponsable. Je n'ai pas besoin de répéter les citations que je faisais tout à l'heure. C'étaient celles d'observateurs qui ne sont pas des partisans, ils nous regardent aller. Si ce n'était pas irresponsable, qu'est-ce que c'était? C'est la même chose qui continue avec deux motions successives, en jouant tant qu'on peut sur la procédure pour éviter, parce qu'on en a une peur bleue, de démasquer ce qu'on a de batterie, si on en a, sur le contenu et la substance des projets de loi. Ce n'est pas cela que la population désire. Pas ce genre de capharnaüm. Ce que les citoyens qui paient désirent, il me semble qu'il suffit de s'ouvrir les oreilles et de se promener dans la rue un peu — moi, cela m'arrive — et de les entendre pour le savoir, quand à l'occasion on leur demande ce qu'ils en ont senti. J'aime mieux ne pas répéter tout ce qu'ils disent. Mais cela revient à peu près à "capharnaüm", et cherchez des mots un peu plus brutaux pour désigner les derniers jours et ce qu'ils en ont saisi. Les gens, en tout cas ceux qui se donnent le peine de nous en parler, savent qu'ils paient pour cela. Ils veulent que les choses substantielles progressent. Ils veulent, par exemple, que l'affaire de la langue soit réglée, pas qu'elle se noie dans une espèce de maquis interminable depuis le temps qu'elle traîne dans le paysage au Québec, qu'elle soit réglée une fois pour toutes, le mieux possible, et qu'on passe à autre chose.

C'était cela le climat qui a fait élire tous ceux qui sont dans cette Chambre, de tous les côtés, je veux dire dans tous les coins de cette Chambre, en face, à droite, indépendants et tout cela. Le climat d'ensemble du Québec, l'automne dernier, était très clair. On demandait à ceux qu'on élirait de régler les vrais problèmes, de sortir d'une espèce de paralysie qui s'était emparée des institutions gouvernementales depuis trop longtemps.

Un de ces problèmes — et il était au centre des débats l'automne dernier — c'était la langue. Mais on ne demandait pas de s'éterniser dessus artificiellement. On ne demandait pas de s'en servir comme d'une espèce d'occasion de procédure, parce qu'on n'a peut-être pas le courage de dire ce qu'on en pense jusqu'au fond. Aucun Québécois ne désire un nouveau bordel — il n'y a pas d'autre mot — dans les écoles au mois de septembre. Ils veulent qu'on répare des erreurs du passé, mais qu'on en finisse et qu'on ait une chance d'avoir une loi de la langue qui soit applicable. Pour cela, il faudrait qu'on travaille le plus vite possible sur cette loi. Cela fait deux fois de suite que des motions dilatoires nous empêchent de le faire.

Après qu'on aura réglé cela, ils veulent que le plus vite possible on sorte les autres priorités qui sont devant cette Chambre. De peine et de misère, parce qu'il y a eu une sorte d'accident pendant une journée où la bonne foi et le fait qu'on n'avait

rien d'autre à faire — on ne pouvait pas se faire de mal, il fallait qu'on produise quelque chose — ont permis de produire, on a fait adopter huit ou neuf lois dont quelques-unes sont d'une importance primordiale pour les personnes âgées, pour les gens des conseils municipaux, etc. On a tellement dramatisé le reste que cela n'a même pas été noté dans les journaux, cela a passé inaperçu.

Pourtant je peux vous dire, M. le Président, que le genre de truc dans lequel on est plongé en ce moment n'intéresse personne, sauf pour dresser les gens contre le parlementarisme dont prétend se faire le défenseur le leader de l'Opposition officielle. Pendant ce temps, des choses qui concernent les médicaments pour les personnes âgées, les conflits d'intérêts dans les conseils municipaux, des sujets comme ceux-là, que nos "sparages" empêchent les citoyens même de noter, cela intéresse des dizaines de milliers de Québécois. C'est là-dedans qu'il faut qu'on retourne le plus vite possible. Cela et les lois de développement économique ou de relance économique du ministre de l'Industrie et du Commerce. Cela et aussi la chance pour SIDBEC, peu important ses problèmes, de continuer et de créer de l'emploi. C'est tout cela qu'on attend de nous.

C'est là-dessus qu'on est préparé depuis des jours pendant qu'on paralyse la marche de l'Assemblée. C'est à cela que la population veut qu'on passe au plus tôt. J'en suis sûr. Je ne dirai pas que les libéraux se servent de moyens dilatoires pour camoufler leurs divisions internes. Je n'ai même pas besoin de le dire.

D'ailleurs, ce n'est pas un sujet qui soit vraiment, pour l'instant, d'importance nationale, mais je dirais, par exemple, qu'il contribue dangereusement en ce moment, depuis quelques jours, à dévaloriser l'institution parlementaire. Comme président de la Chambre, tout le monde admet que le député de Laval, actuel leader de l'Opposition officielle, a fait un travail qui méritait des éloges. On dirait qu'il le regrette et qu'il essaie de faire de son pire depuis ce temps. C'est vrai, on parle de conduite, on ose parler de la conduite à propos de quelques accidents de parcours qui n'avaient rien d'illégitime ni d'irrégulier, on ose mettre en procès devant l'Assemblée nationale la conduite du leader du gouvernement et celle du ministre d'Etat au développement culturel. Je me permettrai de dire, sans faire une motion privilégiée, que c'est beaucoup moins grave que ce qu'a fait le leader de l'Opposition officielle, l'ancien président de l'Assemblée nationale qui fait de son pire depuis quelque temps. Cela contribue dangereusement à dévaloriser l'institution parlementaire alors que, dans l'ensemble...

M. Lavoie: Je ne soulèverai même pas de question de privilège, M. le Président...

M. Lévesque (Taillon): C'est bien.

M. Lavoie: ... sur ces propos antiparlementaires et d'une telle arrogance.

M. Lévesque (Taillon): Faire de son pire, ce n'est pas antiparlementaire, du tout. Les souvenirs

que j'en ai me feraient plutôt penser que, même quand il était assis là, le député de Laval aurait dit que ce n'est pas antiparlementaire.

Quand on dit que quelqu'un fait de son pire dans cette Chambre et qu'on regarde ce que fait le député de Laval depuis quelques jours, j'ai l'impression que c'est d'une adéquation extraordinaire comme expression. Alors que, par contraste, dans l'ensemble, depuis le début de mars, jour après jour et semaine après semaine, le leader parlementaire, ses adjoints, et je dirai aussi tout le gouvernement, selon ses lumières, ont marqué leur respect du parlementarisme, si cela signifie le respect des droits du parlement. Mais cela n'inclut justement pas le moindre respect pour la distortion et le gauchissement du parlementarisme qu'illustrent admirablement les deux motions successives, aussi dilatoires l'une que l'autre qu'injustes, du leader de l'Opposition officielle.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Pour une deuxième fois, je rappelle aux gens des galeries de s'abstenir de toute démonstration, de toute émotivité pour ou contre.

J'ai constaté que deux députés s'étaient levés en même temps après l'intervention de M. le premier ministre. Justement pour respecter ce droit parlementaire, je dois donner la parole à un représentant d'un autre parti reconnu.

M. le député de Richmond.

M. Yvon Brochu

M. Brochu: Merci beaucoup, M. le Président. Au nom de l'Union Nationale, je tiens, de façon particulière, à participer aujourd'hui à ce débat sur la présente motion.

Lorsque le leader parlementaire du gouvernement...

Le Vice-Président: Je m'excuse, M. le député de Richmond. De même qu'il n'est pas permis de manifester, je demanderais qu'on fasse le moins de bruit possible pour se déplacer afin qu'on puisse entendre.

M. le député de Richmond.

M. Brochu: Je disais donc, M. le Président, que, lorsque le leader parlementaire du gouvernement a présenté sa désormais célèbre motion visant à faire disparaître le projet de loi no 1 de nos travaux parlementaires, on se rappellera qu'à ce moment, je m'étais élevé catégoriquement contre cette façon de procéder du gouvernement qui improvisait par là tous les éléments d'un bon jeu de scène, d'une part, pour laisser tomber, d'une façon d'ailleurs très peu élégante, une commission parlementaire dûment convoquée qui n'avait pas terminé complètement ses travaux et qui n'avait pas fait rapport, non plus, de ses activités.

On aurait, d'ailleurs, pu mettre fin à cette commission parlementaire de différentes façons, comme l'a indiqué un préopinant.

D'autre part, M. le Président, ce jeu de scène ne visait que douteusement à déguiser le projet de

loi no 1 en une charte soi-disant nouvelle, le projet de loi 101, lequel on est, d'ailleurs, en train de discuter en deuxième lecture, alors même que son jumeau est encore au stade de la commission parlementaire. Ce que j'ai alors désigné comme étant un coup de théâtre improvisé n'a eu d'autre effet que de soulever, de façon tout à fait compréhensible d'ailleurs, les protestations de l'Opposition. Nous nous sommes sentis, à juste titre, brimés dans nos droits fondamentaux de parlementaires. Nous ne pouvions pas laisser passer cette procédure tout à fait inhabituelle qui va à l'encontre

même du respect que l'on doit aux devoirs et aux responsabilités des parlementaires.

Le tout a eu pour effet, comme on l'a vu, de provoquer un engorgement de nos travaux parlementaires à cause d'abord des débats de procédure qui furent soulevés et à cause aussi de la motion d'aujourd'hui qui en est le résultat.

Il est clair que, par cette manœuvre, le gouvernement a voulu faire un bon tour de passe-passe à l'Opposition, autrement dit nous passer en douce un petit sapin. Ce que le gouvernement craignait de passer directement, il a voulu nous l'apporter par la bande mais le tout, qui n'était pas, je le rappelle, la trouvaille du siècle, s'est retourné contre lui. C'est là, cependant, une expérience dont le gouvernement saura sûrement, du moins je l'espère, tirer profit dans l'avenir. Il n'arrive pas seulement au gouvernement de faire des erreurs; l'important, c'est que de telles expériences servent pour guider les attitudes futures du gouvernement et du leader du gouvernement afin de ne plus s'aventurer à nouveau dans de tels dédales, en se servant justement de cette expérience et en n'oubliant jamais le rôle des parlementaires, en général, de quelque côté de la Chambre qu'ils soient, le rôle, en particulier, des députés de l'Opposition, les traditions mêmes de notre régime parlementaire, nos us et coutumes, et enfin l'esprit même de notre règlement.

D'ailleurs, pour bien me situer, j'aimerais citer quelques propos tenus à ce sujet dans le Devoir du 19 juillet 1977 sous la plume de Claude Ryan qui disait ceci: "Si le gouvernement décide de prolonger jusqu'à la fin d'août la présente session, des incidents attribuables à la fatigue et à l'animosité pourront surgir en tout temps; les députés seront aussi tentés, par lassitude, de porter moins d'attention à des questions qui, normalement, devraient être scrutées avec minutie. Les mauvais souvenirs que laissera cette phase artificiellement imposée ne s'effaceront pas de sitôt. A mesure qu'il s'initie aux dimensions multiples de son mandat, le gouvernement découvre que notre régime parlementaire est riche en traditions et en mécanismes qui interdisent de traiter à la légère des arguments contraires aux thèses ministérielles".

Je pense que c'est en ce sens, M. le Président, que le présent gouvernement doit se servir de cette expérience malheureuse pour éviter de la répéter à l'avenir, dans une attitude de respect pour les droits fondamentaux du parlementarisme. D'ailleurs, c'est en ce sens que l'Union Nationale avait déjà indiqué au gouvernement qu'il aurait été

sage de vider de front la question linguistique dans le cadre du projet de loi no 1, quitte à le réimprimer au besoin pour y apporter les correctifs que le gouvernement voulait y apporter, tout comme cela a été fait, d'ailleurs, pour le projet de loi no 2.

A aucun moment, l'Union Nationale n'a dit ou n'a voulu dire que la commission parlementaire devrait ou aurait dû entendre, sans exception, tous les mémoires qui lui avaient été présentés pour audition. Cependant, nous avons réalisé à un certain moment que la meilleure méthode pour que le travail sur le projet de loi 1 se fasse avec efficacité, sans prolonger cela au-delà de la mesure, c'était de regrouper le reste des mémoires par catégories et de recevoir un mémoire par chacune de ces quelques autres catégories qui restaient.

Ce qui aurait été un travail quand même assez abrégé. En ce sens, d'ailleurs, les députés de l'Union Nationale avaient soumis à la commission parlementaire quelques catégories possibles comme, entre autres, par exemple: le monde municipal, les minorités francophones hors Québec, le milieu des industries sectorielles, le domaine des spécialistes du transport et des communications, le monde du sport, le milieu agricole ou encore ceux qui ont bâti le pays, c'est-à-dire les gens de l'âge d'or et enfin le monde hospitalier.

Mais le gouvernement n'a pas voulu suivre nos indications et a préféré prendre le chemin le plus long et le plus périlleux, même s'il pouvait croire, au point de départ, dis-je, qu'il serait le plus court. A vouloir aller trop vite, M. le Président, on perd souvent beaucoup de temps. Comme je me plais à le dire à différentes occasions: Il faut avoir du temps à perdre pour être pressé, parce que souvent, dans des circonstances comme celle-là, on ne fait que piétiner. C'est ce qui s'est produit, puisque depuis deux semaines, on continue de perdre du temps à cause de toutes les procédures et des motions auxquelles a donné lieu le procédé du gouvernement.

Ce geste de vouloir ainsi précipiter les choses, alors que nos travaux sessionnels sont engagés pour une bonne partie de l'été, a irrité, avec raison, l'Opposition et a eu pour effet d'alourdir nos travaux en cours. Ce fut, en définitive, une malheureuse improvisation qui se moquait, pour ainsi dire, des droits et des devoirs des parlementaires. M. le Président, ce gouvernement tout neuf, qui est devant nous, est formé pour la première fois de notre histoire d'un parti dit non traditionnel, qui a voulu projeter, depuis le début même de son existence, l'image d'une volonté ferme et bien arrêtée de donner un visage transformé et nouveau, non seulement à l'administration des affaires publiques, mais, également, au parlementarisme, outil privilégié de l'expression même de notre démocratie.

De tels objectifs, pour qui que ce soit, ne peuvent être atteints en un tournemain. Et les difficultés pour y arriver sont fort nombreuses. Sur le plan administratif, tout gouvernement, quel qu'il soit, se heurte tout d'abord, dès son entrée en fonction, à l'épaisse muraille de plus en plus solide de la technocratie en place. Le président Car-

ter, d'ailleurs, lui-même, dès son accession à la Maison Blanche a indiqué le même problème. C'est pourquoi une nouvelle équipe ministérielle doit, dès son entrée en fonction, relever le défi de percer cette muraille pour asseoir son pouvoir et son autorité, sinon, elle risque de devoir se contenter, dans plusieurs secteurs, de devenir le haut-parleur, plus ou moins fidèle, du pouvoir technocratique qui lui, contrairement aux partis politiques, est à peu de chose près, permanent.

Sur le plan du renouveau du parlementarisme et de la volonté de l'améliorer, l'obstacle le plus grand est celui de la tradition. Je m'explique. Toute la tradition parlementaire en cette Chambre est une richesse remarquable. Elle nous sert encore aujourd'hui, de façon générale, de guide par excellence dans nos travaux parlementaires. Elle sert de façon plus spéciale à garder vivant, à l'intérieur même de la lettre de notre règlement, l'esprit même de ce guide. Cependant, cette même tradition traîne aussi avec elle un certain héritage peut-être moins désirable. N'est-ce pas là, pourrait-on me dire, le jeu de la Chambre? Et est-ce qu'on ne doit pas l'accepter dans son ensemble?

Alors, je répondrais, M. le Président, par une autre question. Est-ce souhaitable que l'on continue, à différentes occasions, d'étirer à l'extrême la lettre et même l'esprit de nos règlements pour des fins de stratégie politique?

Au lieu qu'un gouvernement exprime sa volonté politique dans des projets de loi comme c'est son droit, son privilège et même son devoir, mais de façon franche, directe, ordonnée, complète, en faisant suivre à ces projets de loi toutes les étapes normales de discussion et en les amendant au besoin, mais jamais en voulant créer des illusions d'optique comme avec les deux chartes de la langue qui sont devant nous actuellement, le bill 1 et le bill 101, ce qui tient davantage, M. le Président, d'un coup de théâtre plus ou moins improvisé que d'une volonté de discussion normale jusqu'à terme d'une question aussi importante que la question linguistique.

Améliorer le parlementarisme, améliorer l'administration politique au Québec, ce sont là des objectifs difficiles à atteindre, comme je l'ai déjà indiqué. Dans les deux cas, la principale difficulté vient d'un curieux phénomène qui consiste parfois à tellement s'habituer à ce qu'on a combattu avec ardeur et acharnement qu'on en vient non seulement à y offrir moins de résistance, mais même à agir soi-même de la façon qui nous semblait si odieuse.

Pour bien illustrer ce risque que court le présent gouvernement, comme tout gouvernement nouveau d'ailleurs, de succomber à cette tradition, j'aimerais, M. le Président, vous citer un extrait de l'éditorial de Jean Paré, paru dans le magazine Actualité de juin 1977:

"Les gouvernements changent et les catalogues demeurent, parce que nous sommes en réalité gouvernés par des technocraties qui s'échangent leurs recettes, des bureaucraties calquées sur le même modèle. Les demi-mesures proposées à l'Assemblée nationale cet hiver, qu'il

s'agisse d'énergie, de forêts, d'amiante, d'agriculture, de communications, sont-elles très différentes de celles de l'an dernier? La réforme de l'assurance-automobile est-elle bien différente de celle que Lise Bacon s'apprêtait à rendre publique quand les élections ont été déclenchées? Sitôt parti Jean-Paul L'Allier, cet empêqueur de fonctionner en rond, les fonctionnaires ont enterré les conseils régionaux de la culture et stoppé la régionalisation de Radio-Québec. La façade de l'appareil est ravalée. La machine continue à ronronner. Les représentants des citoyens, à tous les niveaux, se plaignent que les technocrates ne leur présentent pas des choix, mais les conduisent à adopter leurs solutions."

M. le Président, c'est ce parti, dit non traditionnel, qui est devant nous, que l'on doit mettre en garde afin que, sur le plan administratif il ne perpétue pas ce qui est en place et que, sur le plan du parlementarisme, par des manoeuvres telles que celles du bill 1 et du bill 101, il ne manque pas l'objectif important d'amélioration et de changement visant une plus grande efficacité de nos travaux et un meilleur climat.

La motion en discussion vise le député de Bourget et le député de Maisonneuve. Sur ce fait, j'indiquerai plus loin quelle devrait être en réalité la portée générale de cette motion. Hier, d'ailleurs, dans le Journal de Québec, sous la plume de Normand Girard, on lisait ce qui suit: "En effet, selon les mêmes informations, il ressort que les véritables stratèges de ce que le premier ministre a lui-même décrit comme n'étant pas la trouvaille du siècle, étaient, en réalité, M. Lévesque, le leader adjoint également, M. Claude Charron et un haut-fonctionnaire du cabinet du premier ministre."

Aujourd'hui, en première page du Soleil, on retrouve également certaines réflexions et certaines indications qui vont dans le même sens que ce que j'avais perçu. M. le Président, il devient donc, à cause de ces éléments, de plus en plus évident que toute cette stratégie n'est pas le fruit de l'une ou de l'autre des personnes seulement qui ont été mentionnées à la motion, mais qu'elle est vraiment une stratégie élaborée par le gouvernement lui-même.

Pour le moment, je dirai ceci: C'est que le député de Maisonneuve, dans son travail de leader parlementaire d'un nouveau gouvernement, a sûrement été et sera sûrement encore d'ailleurs soumis à des impératifs et à des pressions qui rendent sa tâche excessivement difficile. On s'imagine facilement, M. le Président, la plupart des ministres, voulant en "toute première priorité", si vous me passez l'expression, passer leur petit projet de loi à la première session, en particulier le ou les ministres impliqués et intéressés dans l'adoption de la charte sur la langue. Surtout qu'il s'agit là, en réalité, du premier grand coup de canon à portée politique du gouvernement. Or, j'ai bien l'impression qu'il y avait d'autres personnes, autour du député de Maisonneuve, qui, par intérêt, légitime d'ailleurs, envers cette question, avaient tous en main des torches prêtes et allumées en vue de faire partir la pièce d'artillerie, et ils l'ont fait.

M. Fontaine: Question de règlement, M. le Président. Je m'excuse auprès du député. Je demanderais le quorum.

Le Président suppléant (M. Laplante): Oui M. le député, je vais vérifier.
Nous avons quorum.

M. Brochu: Ceci n'exclut pas, M. le Président, la présence du député de Maisonneuve dans cette affaire, mais, au moins, en toute justice, cette nuance importante situerait la participation du député de Maisonneuve dans son vrai contexte.

D'ailleurs, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, le Devoir d'aujourd'hui confirme davantage ce que j'avais perçu, qu'il s'agissait là d'une stratégie du gouvernement comme tel, et j'ajoute dans laquelle pourraient être inclus, par extension, certains hauts fonctionnaires du gouvernement. Je me réfère à l'article justement paru ce matin pour citer simplement ceci: Toutefois cette intervention de M. Lévesque ne pouvait constituer un blâme à l'endroit de son leader parlementaire, puisque M. Lévesque lui-même avait été partie à l'élaboration de la stratégie parlementaire du gouvernement, ce que tous ignoraient au moment de sa déclaration." J'insiste parce que cet élément est important. "Cette chose étant connue, il devient évident maintenant qu'en reconnaissant qu'il y avait eu erreur, M. Lévesque s'en prenait autant à lui-même qu'aux autres personnes ayant établi la stratégie du gouvernement, soit principalement M. Burns et M. Charron, qui agit comme leader adjoint." Je pense qu'il est important d'établir le contexte dans lequel a pu se dérouler toute cette affaire.

J'aurais d'ailleurs aimé que tout à l'heure le premier ministre dans son intervention entre peut-être plus dans le vif du sujet concernant exactement les événements qui se sont déroulés autour de cette affaire. M. le Président, qu'il me soit permis de souligner, de façon générale, la compétence, la bonne volonté ainsi que l'attitude positive et honnête du leader du gouvernement. En tant que leader parlementaire par intérim de l'Union Nationale, j'ai à travailler constamment avec lui. En plus, il a cette qualité remarquable d'être un homme de parole.

Le reproche de l'Union Nationale au gouvernement, par le biais, puisqu'on y est obligé à cause de la formulation de la motion, des députés de Maisonneuve et de Bourget, a pour but de faire réfléchir l'équipe ministérielle toute entière et certains de ses hauts conseillers dans son approche des travaux parlementaires et des droits des membres de l'Opposition.

En ce qui nous concerne, c'est véritablement une mise en garde que nous faisons, aujourd'hui, pour assurer la bonne marche de nos travaux futurs.

Nous avons appris, au cours de la journée d'hier, que suite au malheureux événement que nous avons vécu, le leader du gouvernement avait offert ou s'apprêtait à offrir sa démission au premier ministre. Ce qui s'est passé dans cette Chambre est évidemment — nous le soulignons — sérieux, et c'est de notre devoir de le souligner comme nous le faisons aujourd'hui.

Toutefois, nous ne croyons sûrement pas que la procédure utilisée, aussi blâmable soit-elle, pour retirer du feuillet le projet de loi no 1, pour présenter à la place le projet de loi 101, doive nécessairement, en ce qui concerne le député de Maisonneuve, le conduire à offrir sa démission au premier ministre, comme leader du gouvernement, comme le laissent entendre certains journaux ce matin. Et je suis persuadé, d'ailleurs, M. le Président, qu'en présentant sa motion, le député de Laval ne visait pas ce but.

Je trouverais d'ailleurs malheureux que le député de Maisonneuve, même si l'on peut comprendre qu'il veuille le faire dans les circonstances, mette à exécution son intention d'abandonner ses fonctions de leader parlementaire du gouvernement. Ce serait là une perte, non seulement pour le gouvernement, mais également pour l'Assemblée. M. le Président, je me devais donc d'intervenir à nouveau aujourd'hui, dans le cadre de cette motion, pour indiquer pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec la façon de procéder utilisée par le gouvernement dans cette affaire. L'Union Nationale votera donc pour cette motion, mais en indiquant bien que nous refusons de blâmer et de nous en prendre à l'une ou l'autre des personnes visées; c'est plutôt que nous reprouvons le gouvernement d'avoir utilisé un tel procédé au cours du débat sur la question linguistique.

Quant aux débats de procédure auxquels a donné lieu cette stratégie gouvernementale, nous avons décidé de ne pas intervenir, comme vous l'avez vu, M. le Président. D'ailleurs, dans le débat d'aujourd'hui également, l'Union Nationale se limitera à une seule intervention pour clarifier sa position. Après avoir disposé de cette motion ce soir, l'Union Nationale est prête à reprendre immédiatement, demain matin, les travaux réguliers de l'Assemblée nationale, en voulant, comme depuis notre arrivée en cette Chambre, faire porter nos efforts sur le fond des sujets en discussion plutôt que sur la forme ou sur la procédure.

C'est d'ailleurs en ce sens, M. le Président, que, pour la première fois au Québec, dans l'histoire de tout le parlementarisme, un parti politique d'Opposition, par souci de participation active et positive à un débat, propose, comme l'a fait hier le chef de l'Union Nationale, un document aussi élaboré contenant au-delà de 100 propositions, qui est, à toutes fins pratiques, un projet de loi complet sur la question linguistique au Québec, tel que le voit l'Union Nationale.

Nous avons voulu, depuis notre arrivée en cette Chambre, adopter cette attitude ferme et positive d'une participation normale et saine à l'intérieur de nos débats parlementaires. Nous avons voulu, par notre attitude, changer aussi cette atmosphère peut-être vieillotte de la Chambre où on devait se chamailler sur des questions de procédure ou autres questions, mais on a voulu donner vraiment l'exemple de travailler sérieusement.

Nous le faisons encore aujourd'hui, comme nous l'avons fait hier par le dépôt de ce projet de loi de l'Union Nationale concernant la question linguistique. Nous allons continuer d'agir ainsi pour améliorer non seulement le climat et l'atmosphère de nos travaux de l'Assemblée nationale, mais pour améliorer également la situation générale du Québec. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, compte tenu de l'heure, puis-je demander la suspension des travaux?

Le Vice-Président: La suspension du débat. Oui, Mme le député de L'Acadie. Le débat est suspendu et Mme le député de L'Acadie aura la parole à la reprise de ce débat qui se tient, non seulement comme débat privilégié, mais restreint, dans le cadre de l'entente prévue entre les leaders parlementaires. Les travaux de cette Assemblée sont suspendus jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 56)

Reprise de la séance à 20 h 10

Le Vice-Président (M. Cardinal): A l'ordre, s'il vous plaît!

Mme le député de L'Acadie.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, avant de commencer les propos que j'avais l'intention de livrer plus spécifiquement ce soir, je voudrais quand même rétablir quelques faits et vous faire part des réflexions que m'ont suggérées les propos du premier ministre.

Je dois d'abord dire que...

Le Vice-Président: Je m'excuse de vous interrompre. Même si vous dites "avant de commencer", c'est compris dans le temps global. D'accord?

Mme Lavoie-Roux: Oui.

Le Vice-Président: Merci.

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Je dois dire que jusqu'à ce soir, comme beaucoup de citoyens du Québec d'ailleurs, j'avais à l'égard du premier ministre un profond sentiment de respect pour ce que je croyais être chez lui une rigueur intellectuelle qui s'exprimait souvent dans un langage imagé, ce qui en fait un excellent communicateur avec les citoyens de la province.

Après avoir entendu les propos qu'il a tenus, ce soir, je dois modifier ce jugement très favorable que j'avais à son endroit à maints égards, en dépit de différences d'ordre politique ou idéologique qui nous séparaient et je dois dire que ce sentiment d'estime a considérablement diminué.

Je ne citerai que quelques points. Par exemple, quand il veut tenir l'Opposition officielle responsable de l'engorgement dans lequel se trouve le Parlement, je pense que le premier ministre déplace les problèmes très légèrement. Il nous dit, par exemple, qu'au mois de novembre, lors de la campagne électorale, ce que le peuple souhaitait, c'était finalement qu'on révise la politique linguistique et qu'on règle, une fois pour toutes, ce problème de la langue.

Je m'excuse de vouloir rafraîchir la mémoire du premier ministre, mais, tout au cours de la campagne électorale du mois de novembre, la question de la langue n'a été soulevée qu'à l'endroit de la langue d'enseignement.

Depuis le départ, c'est sur ce point particulier qu'auraient dû porter les efforts du gouvernement au lieu, parce qu'il se croyait investi d'un sacerdoce ou d'une mission spéciale, de remettre sur le tapis de la Chambre, à une époque extrêmement tardive — chose que l'Opposition officielle du temps avait fortement critiquée — à la toute fin du mois de juin, un projet qui aurait dû être déposé beaucoup plus tôt et dont l'échéancier aurait dû être prévu d'une façon beaucoup plus réaliste et ordonnée que celle qu'on a prévue et, à ce moment-ci, tenir l'Opposition officielle responsa-

ble de cet engorgement, je pense que c'est vraiment manquer de rigueur intellectuelle, à tout le moins.

L'autre point que je voulais soulever, c'est que le premier ministre me semble faire fi vraiment de ce que sont les règles du Parlement, et je n'ai pas de doute dans mon esprit que, quand il était dans l'Opposition, il a dû s'en servir largement et à bon escient, sans aucun doute, mais je vois mal comment, aujourd'hui, il reproche à l'Opposition de remplir son rôle alors qu'il voudrait, pour faciliter le fonctionnement de son propre gouvernement, que nous nous taisions et que nous ne remplissions pas ainsi le rôle que nous sommes censés remplir.

De toute façon, je pense que personne n'a été dupe de la façon cavalière dont le gouvernement a voulu mettre fin aux travaux de la commission. Dans le journal *Le Devoir* des 9 et 14 juillet — je me sens tout à fait à l'aise pour citer des journaux, puisque le premier ministre l'a fait abondamment — deux journalistes commentent l'incident dans un article intitulé: Pour contrer le "filibuster", le Parti québécois retire son projet, et je cite: "Même si le gouvernement, et M. Laurin, notamment, tenaient beaucoup à la désignation no 1 du projet de loi, le ministre a avoué que le changement de numéro s'imposait parce que la tactique du gouvernement pour mettre promptement fin aux travaux de la commission parlementaire était la plus expéditive."

"De toute façon, a commenté le ministre d'Etat au développement culturel, c'est la substance qui compte, et il est urgent que le projet de loi soit adopté notamment quand on pense que le temps qui nous sépare de la rentrée des classes est court."

Je pense que c'est une mauvaise planification, un échéancier beaucoup trop serré, voilà les impératifs auxquels le gouvernement a décidé de soumettre le bien-être des citoyens et des enfants en particulier. De toute façon, quand on examine les modifications par le gouvernement à la loi 101, on peut se demander si vraiment tous les efforts auxquels se sont astreints les représentants des organismes scolaires et des associations de parents n'ont pas été futiles. Il semble bien que, sur ce sujet, le parti ministériel ou le gouvernement étaient suffisamment informés, avant même que la commission parlementaire de l'éducation chargée d'étudier le projet de loi no 1 se soit réunie pour entendre le mémoire, à moins qu'on nous réserve une surprise pour demain et que, tout à coup, le ministre d'Etat au développement culturel décide d'élargir la clause Québec au reste du Canada.

Tout ce que je souhaite, si tel était le cas, c'est qu'on ne le fasse pas dans un esprit de négociation où, une fois de plus, les enfants de cette province ou des autres provinces deviendront des otages dans cette négociation.

Dans le *Soleil* du 13 juillet, Claude Beauchamp dans son commentaire intitulé "Le difficile cheminement d'une charte", écrit: "Il est maintenant évident à la lecture du projet de loi sur la Charte de la langue française que le gouvernement péquiste n'était aucunement justifié quant au

fond à retirer le projet de loi no 1 pour lui substituer celui qu'a présenté hier le ministre Camille Laurin. Il s'est agi là d'un simple truc de procédure imaginé par le leader parlementaire du gouvernement, M. Robert Burns, pour tenter de confondre l'Opposition".

Et pour compléter ce tableau, il convient de citer le premier ministre lui-même qui dit: "La façon d'en sortir, dont le but était, à mon humble avis, louable en soi, c'était d'essayer d'éviter qu'il y ait justement un débat à n'en plus finir, simplement pour la frime, pour dire: Non, on devrait écouter tout le monde, etc. On sait que cela revient régulièrement dans des cas contentieux comme celui-là. Alors, le moyen d'en sortir, je dois dire que je regarde les résultats, ce n'était pas exactement la trouvaille du siècle. C'était essentiellement pour en sortir. On aurait pu s'y prendre autrement... Je pense bien qu'en voyant les résultats, je crois que, finalement, on aurait dû s'y prendre autrement". Un peu plus tôt, il dit: "C'est un secret de polichinelle sur le fond de la question. Il ne faut pas trop céder à ce qui est malheureusement cette espèce de maquis si facile à exploiter de la procédure et de toutes ces chinoïseries. Sur le fond de la question, il est notoire, je ne pense pas que beaucoup d'entre vous l'ignorent, que tous ceux qui ont participé à la commission pendant cinq semaines étaient nettement convaincus que c'était le temps d'y mettre fin. Autrement dit, pour employer la formule rituelle, la commission était suffisamment informée".

Je voudrais me référer aux propos de cet après-midi alors que le premier ministre a affirmé que tous les membres de la commission, d'un côté de la table comme de l'autre, avaient été suffisamment informés et s'étaient déclarés suffisamment informés. Je le défie de retrouver le journaliste qui pourrait lui affirmer cela à mon sujet, M. le Président.

J'ai trop le sens de la démocratie et le respect des gens pour déclarer avec suffisance que je suis suffisamment informée. Vous vous souviendrez que la dernière journée de la commission parlementaire ou l'avant dernière journée, même le député de Vanier nous disait qu'il apprenait encore des invités qui venaient devant la commission. Permettez-moi de dire que je trouve pour le moins étonnante cette façon de juger que le premier ministre a de la procédure parlementaire et de ces soi-disant chinoïseries, pour utiliser ses termes. Doit-on voir là un mépris de la procédure parlementaire qu'il a certainement utilisée durant de nombreuses années? Si c'est le sentiment qu'il entretient à l'égard de cette procédure, je crois qu'il a — de même que le leader du gouvernement — en main tous les moyens pour la modifier.

La façon que le leader du gouvernement et le ministre d'Etat au développement culturel ont choisie pour mettre fin à cette commission parlementaire non seulement n'a pas été une amélioration à ladite procédure, mais au contraire, elle a contribué à la détérioration des travaux de la commission et de la Chambre, et cette fois-ci, non à cause de ce que certains ont souvent tendance à appeler l'obstruction de l'Opposition — et c'est la

carte que le premier ministre a tenté de jouer cet après-midi — alors que c'est vraiment à cause de l'imbroglie créée par les imprésarios gouvernementaux, en l'occurrence les députés de Maisonneuve et de Bourget.

Il conviendrait de se souvenir qu'au tout début de la commission parlementaire, à la première journée où elle a siégé, il y eut un long débat sur la marche à suivre des travaux de la commission, débat, d'ailleurs, qui avait été suscité par un membre du parti ministériel. Nous sentions, dès ce moment, que le gouvernement, probablement, mettait en place les premiers jalons d'un scénario qui devrait se conclure par un arrêt subit des travaux de la commission, et tout le monde sait la suite.

Pour ma part, consciente qu'il était fort utile pour la commission de pouvoir entendre tous les mémoires et également consciente et réaliste que nous ne pourrions pas entendre les 264 mémoires, j'avais, dès cette première session, exprimé le souhait et je cite "comme c'est le ministre qui est maître du choix des mémoires qui seront présentés à cette commission parlementaire, puis-je souhaiter qu'au moins, il consulte les partis d'Opposition, si jamais on devait envisager que certains mémoires ne soient pas entendus et ceci, afin que, le plus possible, tous ceux qui représentent des milieux et des centres d'intérêts différents puissent se faire entendre devant cette commission parlementaire, compte tenu de l'enjeu extrêmement sérieux pour tous les citoyens du Québec de ce projet de loi qui est maintenant devant la Chambre".

Au moment où le gouvernement s'appêtait à mettre abruptement fin aux travaux de la commission, j'ai rappelé au ministre d'Etat au développement culturel ce souhait que j'avais exprimé au début de la commission et ceci, dans un esprit d'ouverture, afin que nous puissions trouver une formule qui se serait avérée satisfaisante pour tous, tant pour le gouvernement que pour les partis de l'Opposition, et peut-être davantage pour les citoyens qui auraient eu le sentiment que leurs efforts n'avaient pas été vains et que, même si leurs propres rapports n'avaient pas fait l'objet d'étude à la commission parlementaire, ils auraient au moins eu une voix qui les aurait représentés par le truchement d'autres groupes qui partageaient avec eux des préoccupations et des intérêts communs.

Je pense qu'à cet égard, il ne fait pas de doute qu'une suggestion du député de Mégantic-Compton, qui n'a jamais eu la chance d'être discutée comme motion et à laquelle le député de Richmond a fait allusion cet après-midi, aurait permis qu'on s'entende sur le choix d'un certain nombre de mémoires qui n'avaient pas encore eu voix à la commission et qui auraient, je pense, permis que les travaux de cette commission parlementaire se terminent d'une façon adulte. On aurait peut-être pu arriver à un terrain d'entente qui aurait été le plus équitable possible pour tous et aurait témoigné du sens d'une démocratie vraiment bien comprise.

On a voulu jouer à l'école et non seulement les élèves indisciplinés et fantaisistes qu'ont été les députés de Maisonneuve et de Bourget ont été pris à leur propre piège et, comme diraient mes enfants, ils ont vraiment "poché" leur examen, et soutenus dans ce sens par le ministre, le député de Saint-Jacques, ils ont montré une fois de plus au public que certaines règles parlementaires peuvent être tout simplement bafouées et ils ont plongé le Parlement dans l'incohérence que nous avons connue.

Au lieu de tenir l'Opposition officielle responsable des difficultés qu'a connues le Parlement, il aurait été beaucoup plus sage pour le gouvernement de prévoir des travaux sessionnels selon un calendrier parlementaire réaliste.

D'ailleurs, ne nous a-t-on pas dit en décembre que, dans le mandat du ministre d'Etat à la réforme parlementaire, on s'efforcerait, entre autres choses, de faciliter l'aspect physique à l'Assemblée, que l'on prévoirait un calendrier parlementaire réaliste et qu'on reconnaîtrait pleinement le rôle de l'Opposition? Dans un cas comme dans l'autre, il est évident qu'on a voulu non seulement faire taire l'Opposition — ceci a été confirmé par les propos du premier ministre cet après-midi — mais qu'on a tenté de faire payer à l'Opposition et à la population en général qui voulait se présenter à la commission une mauvaise planification et un calendrier parlementaire qui, de l'avis de tous, devaient fatalement conduire à une impasse d'où on devrait tenter de se sortir par tous les moyens, même par les raccourcis qui faisaient fi des procédures habituelles prévues dans de tels cas.

Je relisais quelques-unes des déclarations des membres du gouvernement, alors qu'ils étaient membres de l'Opposition et qu'ils protestaient contre la clôture qui avait été imposée au moment de l'étude en commission parlementaire du projet de loi 22. D'ailleurs, à ce moment, j'étais d'accord avec eux. On faisait appel avec grande force à tous les droits. Je ne répéterai pas les citations qu'a faites cet après-midi le député de Laval. Pourtant, je pourrais utiliser les mêmes arguments qu'eux.

Mais ce à quoi je m'oppose le plus comme parlementaire, c'est à la façon dont, en particulier, le ministre d'Etat au développement culturel a répondu aux députés qui s'informaient sur une fin possible des travaux de la commission. Ainsi, je cite: "Pour répondre plus précisément à une question du député de Mégantic-Compton, je lui réponds — c'est le ministre d'Etat au développement culturel qui parle — comme vous l'avez laissé entendre, M. le Président, qu'il ne m'appartient pas de répondre à cette question, que cette réponse appartient à la commission." M. le Président, la commission n'a jamais eu ce privilège et vous en connaissez les raisons. Bien plus, le ministre savait, au moins depuis six ou sept jours, qu'il n'y avait pas eu de nouveaux groupes convoqués. Pourtant, pendant tout ce temps, on nous traitait comme des enfants à qui il ne fallait surtout pas dévoiler la fameuse stratégie qui conduirait à l'imbroglie que nous avons connue.

Même le président de la commission dont je ne veux pas mettre aussi doute en aucune façon la bonne foi, bien au contraire — je profite de l'occasion pour souligner la façon dont il s'est acquitté de son rôle tout au long de cette longue commission parlementaire — nous a répété à satiété, que c'était en vertu de l'article 118a, sixièmement, que la commission pouvait décider de la fin de ses travaux. Le 6 juillet, au soir, il répondait au député de Marguerite-Bourgeoys: "Nous pourrions décider, ce soir, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, d'inviter le 30 août tel groupe, mais nous pourrions décider demain soir, article 118a, paragraphe 6, comme vous l'avez si bien mentionné, que nous sommes suffisamment informés." Durant cette même séance du 6 juillet au soir — j'inviterais les membres de l'Assemblée nationale à relire les débats qui ont eu lieu à la commission parlementaire, le 6 juillet au soir — à une question du député de Mégantic-Compton qui revenait à la charge, parce que des individus sollicitaient depuis quelques jours, sur place même, il s'agit des représentants de l'Association des citoyens des Cantons de l'Est, pour demander si c'était l'intention de convoquer ce groupe plus tard, le ministre d'Etat au développement culturel répond: "Ce groupe sera convoqué dès que possible". Dans mon langage, ceci veut dire que les gens seront convoqués.

Et, je citerais un peu plus tard, c'est toujours le ministre d'Etat au développement culturel qui nous dit: "M. le Président, tous les groupes, la théorie des groupes, comme vous le dites, seront invités à tour de rôle, à présenter leur mémoire devant la commission, mais je pense que, pour le moment, il serait poli et bienséant d'entendre les invités que nous avons devant nous, au lieu de tuer le temps par des motions qui pourraient parfaitement venir après que nous aurons entendu nos invités".

M. le Président, une fois de plus, devant semblable affirmation, probablement par naïveté, naïveté que je ne regrette pas d'ailleurs — je préfère la naïveté à une soi-disant vérité qui s'entoure de telles restrictions mentales, que finalement la réalité devient presque complètement déformée — cette naïveté, dis-je, m'a incitée, à demander la suspension de la discussion d'une motion, pour que nous entendions les invités. Dans les réponses du ministre d'Etat au développement culturel, je voyais suffisamment de garanties, pour permettre que nous arrivions d'un commun accord, à un dernier choix de mémoires qui aurait permis d'entendre quelques mémoires regroupant à ce moment-là des groupes d'intérêt et non chacun des mémoires. Je pense que ceci avant été dit clairement par l'Union Nationale. Je l'avais dit moi-même à deux occasions.

Il m'apparaît que même cette affirmation de sa part pourrait être sujette à des questions sérieuses à savoir que toute la théorie des groupes serait observée, quand on pense qu'aucun groupe d'intérêt religieux n'a été entendu, qu'aucun groupe de personnes âgées n'a été entendu et qu'aucun groupe venant des régions rurales n'a été entendu, et j'arrête ici la liste, à cause du temps qui me manque.

M. le Président, en terminant, je ne veux pas, comme d'autres l'ont fait dans le passé, en particulier du côté du parti ministériel, crier au bâillon. Je veux cependant regretter que le gouvernement aurait pu, s'il avait été suffisamment diligent et intéressé à le faire, avoir une occasion de trouver, en collaboration avec le président de l'Assemblée nationale et les représentants des divers partis, il aurait trouvé, dis-je, une occasion propice pour tenter de trouver une solution positive, plus positive que celle qui était utilisée parfois dans le passé pour mettre fin aux travaux d'une commission. Le gouvernement actuel devra au moins convenir que le gouvernement antérieur lui avait le courage de prendre ouvertement ses responsabilités devant l'opinion publique en proposant une motion à la commission, au lieu de finasser et de se cacher derrière la procédure de réimpression d'un projet de loi 101, et c'est ce qu'on appelle la transparence du gouvernement.

Ce qu'il convient d'examiner en priorité, c'est l'utilisation et le fonctionnement des commissions parlementaires. Je pense que le gouvernement a mauvaise grâce d'accuser les membres de l'Opposition officielle de ne pas avoir collaboré aux travaux de cette commission. Je pense qu'à cet égard le président a reconnu à plusieurs reprises notre désir de lui faciliter la tâche et de ne pas inutilement créer d'embarras à qui que ce soit. Il y a sans doute — et on nous l'a reproché largement — à partir d'interprétations par personnes interposées, ou même par les journaux, le comportement de l'Opposition officielle lors des motions du mercredi soir. Il faudrait peut-être se souvenir de quelle façon le mercredi soir nous a été imposé et dire que, le deuxième mercredi soir, nous avons travaillé tel qu'il était convenu et que, le troisième, on s'acheminait vers le dénouement que tout le monde connaît.

Ce qu'il faut regretter, c'est que la formule de la commission parlementaire, telle qu'on l'a vécue, va décourager la population de venir se faire entendre. Et même si, avec un peu de fatuité, des députés se déclarent suffisamment informés, personnellement, je trouve que c'est là beaucoup de suffisance. Sans doute, on nous rétorquera que tous les mémoires ont été examinés à la loupe. Mais encore faut-il se souvenir que si c'est aussi bon que de se présenter à la commission parlementaire, peut-être vaut-il mieux n'en pas convoquer et simplement demander aux individus d'adresser des mémoires. Tout le monde sait fort bien que l'audition en commission parlementaire poursuit plusieurs autres objectifs, entre autres éclairer les parlementaires, sensibiliser la population à certaines dimensions d'un projet de loi et, finalement, permettre aux individus de nuancer — et nombreux sont ceux qui l'ont fait — des positions parfois exprimées d'une façon maladroite ou encore des positions qu'on ne peut nuancer d'une façon aussi satisfaisante dans un mémoire écrit que de vive voix.

M. le Président, il est grand-temps que soit révisée cette formule de commissions parlementaires pour qu'elle puisse permettre d'atteindre réel-

lement les objectifs démocratiques pour lesquels elles sont créées.

Si on se réfère à l'expérience que nous venons de vivre, non seulement cette commission n'a pas permis cette expression démocratique pour laquelle elles sont créées, si on se réfère à l'expérience que nous venons de vivre, non seulement cette commission n'a pas permis cette expression démocratique, mais bien plus compte tenu d'une stratégie infantile et grossière de la part du gouvernement, elle ne s'est même pas soumise aux règles prévues par les règlements. Une fois de plus, on a contribué à dévaloriser aux yeux du public nos institutions parlementaires.

En dépit des ouvertures que l'Opposition officielle et l'Union Nationale avaient faites au ministre d'Etat au développement pour que, d'un commun accord, on s'entende sur le choix final des mémoires à être entendus — je comprends fort bien que ceci n'était peut-être pas dans les règles d'usage — mais si vraiment on veut faire évoluer le mode de fonctionnement parlementaire, compte tenu de ces ouvertures que nous avons montrées, le gouvernement aurait eu là une occasion propice pour essayer de concrétiser ce qui, pour les membres de l'Assemblée nationale, demeure toujours des vœux sans lendemain.

Je dois donc, en terminant, appuyer la motion du député de Laval portant sur la façon de procéder par les députés de Maisonneuve et de Bourget pour mettre fin aux travaux de la commission.

Si ce m'était permis, si nous en avions le temps, j'aimerais faire un amendement et substituer au nom du député de Maisonneuve le nom du député de Taillon.

Le Vice-Président: M. le ministre.

M. Claude Charron

M. Charron: M. le Président, on se sent toujours un peu mal à l'aise d'intervenir sur une motion que l'on considère profondément ridicule.

Puisqu'un parti politique de cette Chambre décide de paralyser l'Assemblée nationale sur un de ses caprices et puisque, d'autre part, la majorité des membres de cette Assemblée ont été élus pour réaliser un programme législatif déjà inscrit au feuillet, nous pouvons, sans aucun doute, prendre quelques minutes pour exprimer le sentiment que nous inspire ce genre de manœuvre.

Nous sommes ici un groupe de députés, ceux qui se situent à votre droite, au moins, M. le Président, conscients, comme le disait cet après-midi le premier ministre, de disposer d'un mandat clair et d'un mandat on ne peut plus percutant quant aux réalisations que les Québécois s'attendent de voir sortir d'ici sous forme de lois.

Nous nous y sommes attaqués, vous le savez, M. le Président, sans relâche depuis que vous avez ouvert cette session. Nous sommes prêts à poursuivre ce travail sans relâche et sans arrêt jusqu'au dernier jour de l'année 1977, mais nous concédons au régime dans lequel nous vivons et que nous soutenons qu'à l'occasion, un parti poli-

tique qu'il soit encore l'Opposition officielle ou qu'il soit le survivant d'une autre époque, puisse utiliser un droit inscrit dans le règlement qui lui permette d'inscrire aujourd'hui cette motion.

Intervenant sur cet appel à l'indignation à l'égard de la conduite de deux membres de cette Assemblée fait par le leader de l'Opposition officielle, je voudrais donc rapidement, pour ne pas, à mon tour, contribuer au ralentissement des travaux de l'Assemblée, vous dire franchement ce que j'estime et ce que je pense de cette motion.

Mes collègues du Parti québécois et membres du caucus, les membres du Conseil des ministres, n'ont pas hésité à percevoir le vrai sens de cette motion, que des députés de la belle époque ou des députés frais rajoutés peuvent essayer aujourd'hui de vendre à la population québécoise. Il y a d'abord, très franchement, au fond de cette motion, une petite vengeance. Si je le dis en premier, c'est que j'estime, au départ, qu'elle a peut-être été l'élément moteur de la fabrication, dans l'esprit torturé du leader de l'Opposition officielle, d'un libellé que vous avez dû vous-même aider à compléter pour le rendre recevable.

Le leader de l'Opposition a d'abord une petite vengeance contre le gouvernement. Voyez-vous, il était clair comme de l'eau de roche, au bout de cinq semaines d'audition de la commission parlementaire, pour tous ceux qui avaient assisté à cette commission et, pourquoi ne pas le dire, dans le for intérieur de chacun des membres, on savait très bien que la poursuite des travaux de cette commission, si elle allait apporter quelque chose de plus — je ne veux en aucun temps mépriser les mémoires que tous les membres peuvent parcourir et qui seront inscrits au journal des Débats — n'allait quand même pas ajouter quelque chose de substantiel au point de faire changer d'opinion les membres de la commission.

Ceux qui avaient enduré — c'est le mot qu'ils employaient eux-mêmes — au nom des media d'information, la couverture de cette commission parlementaire le disaient, comme le citait abondamment le premier ministre cet après-midi. C'est ainsi que je me suis présenté, comme membre de cette commission de l'éducation — je le suis depuis huit ans — à la table où siégeaient un bon nombre des membres de cette Assemblée. Me voyant venir, dans le climat où on était, je n'avais pas encore dit un mot, mais à cause du poste que j'occupe, l'esprit de fin renard et de fin limier du leader de l'Opposition n'a pas mis en doute que j'allais, selon la bonne vieille méthode libérale traditionnelle, proposer la motion de censure.

Ils s'étaient bardés, ils étaient en ligne le long de la table et attendaient la première parole que j'allais prononcer. Entre-temps, ils multipliaient les interventions ridicules, inutiles, comme celles qu'a signalées le premier ministre cet après-midi. On s'engueulait entre les oppositions pour savoir si le 19 juillet était une meilleure date que le 18 ou que le 20. Des députés fournissaient la liste des saints de chacune des journées pour savoir s'il fallait le 18, le 19 ou le 20, entendre l'Union des conseils de comté qui, elle, n'était même pas au courant qu'on parlait d'elle à ce moment-là.

C'est ainsi que ce grand féru de procédure, à qui vous avez dû apprendre que l'article 68 ne s'applique pas à des ministres, qui fut jadis à votre place pendant six ans, avait préparé son artillerie. Il attendait le gouvernement sur l'article 118 paragraphe a); il s'est dit: Si le gouvernement était libéral, il utiliserait l'article 118, paragraphe a). Mais le gouvernement n'est plus libéral et ne sera jamais plus libéral. Il s'est dit: S'ils sont fins, comme un esprit libéral peut l'être, ils vont utiliser l'article 89, et il avait probablement en réserve, en bandoulière, tous les arguments nécessaires pour nous battre sur ce terrain. Notez bien qu'il ne dénonçait pas le bien-fondé de la fin des commissions, il voulait faire le spectacle qui se doit, ou, comme le disait un journaliste qui a assisté à cette séance: Les jérémiades de circonstance.

Fin, encore plus fin et se servant de toutes ces années qu'il a passées dans cette Assemblée, il se dit: Ils peuvent utiliser l'article 156. Finalement, tout le "brain staff" du Parti libéral a dû se mettre à l'oeuvre pour imaginer que nous allions utiliser l'article 84. M. le Président, j'ai utilisé l'article 157, régulier, normal, que chacun des membres de cette Assemblée peut utiliser lors des travaux d'une commission, celui de suggérer l'ajournement des travaux sine die.

La colère a envahi la délégation libérale alentour de cette table. Il faisait bon de sentir qu'il y avait là encore de la vie, M. le Président. Ils se sont multipliés entre eux les jambettes au point de conduire à l'ajournement des travaux sine die, ce qui était mon intention, sans même qu'on procédât et que l'on dérangeât ou que l'on réveillât les membres qui sommeillaient alentour de la table. Petite vengeance d'un prétendu spécialiste de la procédure qui n'avait pas venu venir la plus simple. Je crains que ce ne soit davantage. Je crains qu'il ne s'agisse — M. le Président, je ne l'affirmerai pas; je vous fais part d'une appréhension — d'une vengeance contre la présidence elle-même, car, M. le Président, cette procédure, en vertu de l'article 157, vous le savez vous-même, n'est en aucun temps discutable; elle est parfaitement régulière.

Elle fut donc, sur-le-champ, lors que je l'invoquai, acceptée par le président de la commission. Quand, en vertu de l'article 63, mon collègue et ami, le ministre d'Etat au développement culturel, a quelques jours plus tard, dans la période relatée dans la motion du leader de l'Opposition, régulièrement, légalement, légitimement, comme le dit l'article 63 de notre règlement, présenté un nouveau projet de loi sur le même sujet, vous aussi, M. le Président, avez reconnu, à ce moment, que le ministre était en plein droit d'agir et avez déclaré ce geste recevable. Vous imaginez bien, M. le Président, que la moutarde devait monter du côté de l'Opposition. Autant d'échecs, après s'être autant vantés, devaient être difficiles à avaler.

Ces échecs, M. le Président, ne venaient pas du génie; ils venaient de l'application pure et simple d'un règlement que l'on dit avoir été principalement rédigé par celui qui n'était pas capable de le manier. Je dis en plus, M. le Président, qu'il y a dans cet entêtement à utiliser l'article 68 dans

cette motion une contestation de votre décision de cette semaine, comme je vous l'avais indiqué sur la discussion de la recevabilité de la précédente motion, à l'effet qu'on ne peut utiliser l'article 68 de notre règlement quand on s'en prend à des membres du gouvernement comme tels. M. le Président, qu'on ne me fasse pas pleurer ou qu'on n'essaie pas d'étirer la logique au-delà de ce qu'elle peut en subir lorsqu'elle est aux mains du Parti libéral. On ne peut pas, M. le Président, sous-entendre que les deux membres parlementaires de cette Assemblée, qui sont aujourd'hui attaqués par la motion du leader de l'Opposition, le sont à titre de députés. Ils le sont à titre de ministres.

J'ai eu beau leur proposer d'utiliser l'article 24. Vous avez eu beau, dans le jugement que vous avez rendu sur la recevabilité de la précédente motion, lors de l'échec précédent du député de Laval, l'indiquer à nouveau. Parce qu'on ne voulait pas le concéder, on s'est entêté à utiliser l'article 68 une fois de plus. Il a fallu que vous interveniez pour ajouter des phrases à la fin de la motion, après les mots "12 juillet", parce qu'autrement, à sa face même, elle était irrecevable et encore une fois, notre fameux chasseur retournait bredouille. M. le Président, petite vengeance contre la présidence, peut-être.

Je me permets d'ajouter une très courte note de trente secondes, petite vengeance contre six ans où ils ont enduré le Parti québécois et les trucs qu'une toute petite équipe réussissait à trouver pour faire valoir les droits des Québécois lorsqu'il s'agissait de parler en cette Chambre, lorsque sous des motions de fin de session on nous abattait cinq ou six semaines avant même la fin de la session où, à six, on nous obligeait à siéger, six jours par semaine, de 10 heures du matin à minuit le soir, on réussissait quand même à faire valoir les droits des Québécois, j'imagine aujourd'hui qu'au moment où nous n'avons pas présenté une motion de fin de session, où nous tenons les heures régulières de séance de cette Assemblée, c'est frustrant de l'autre côté de voir qu'on n'est pas capable de faire aussi bien qu'une petite équipe avait réussi à faire.

Une Voix: Bravo, ne lâche pas!

M. Charron: Voilà, M. le Président, cette motion de vengeance est avant tout une motion de défoulement. Et quand je les regarde, je les comprends. Cela doit être dur d'être dans un parti politique sans chef, sans programme, sans pays, sans utilité, sans imagination et sans avenir. On doit nécessairement chercher une utilité et, si on trouve l'utilité dans la nuisance, on nuit.

J'imagine que les dernières acquisitions du Parti libéral, celles qui ont misé sur le cheval pendant le 15 novembre dernier, doivent trouver singulièrement ridicule de n'avoir comme intervention de fond dans cette Assemblée que celle qui vise à retarder les travaux de toute une Assemblée dont le mandat est largement étendu.

Quand je les regarde, M. le Président — c'est peut-être la première fois que je partage l'opinion

des Jeunes libéraux du Québec — j'ai la nette conviction qu'il s'agit de bois mort, non seulement de bois mort, comme ils se le sont fait dire par les Jeunes libéraux, mais de bois qu'on essaie maintenant de mettre dans les roues, les roues d'une machine qui a un mandat clair et qui actuellement utilise, dans le respect du règlement, ses capacités de remplir son devoir, comme ce règlement a été construit pour le faire.

Bien sûr qu'ils se défoulent, bien sûr qu'ils veulent apparaître quelque part. Que voulez-vous qu'ils présentent à la population actuellement, sinon des motions pour se plaindre? Ils n'ont pas de programme; ils n'en ont même pas sur le projet de loi qu'ils tentent de bloquer.

M. Lamontagne: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Roberval sur une question de règlement.

M. Lamontagne: M. le Président, depuis une dizaine de minutes, vous comme moi, avons écouté l'honorable député de Saint-Jacques qui, malheureusement, il faut en convenir, traite de tout, sauf de la motion. Sans brimer son droit... M. le Président, est-ce que j'ai la parole, oui ou non?

Le Vice-Président: J'ai déjà mentionné, cet après-midi, que j'ai entendu tout et de tout aujourd'hui. M. le député de Roberval, vous avez la parole et je demanderais aux autres députés, en vertu de l'article 100, de vous écouter.

M. Lamontagne: M. le Président, sans revenir trop en arrière, cet après-midi, nous avons été très larges de compréhension à l'occasion de l'intervention du premier ministre qui était, durant presque toute son intervention, à l'encontre du règlement. Je demande votre compréhension également afin de permettre à l'honorable député de Saint-Jacques, au moins un intervenant du parti ministériel, de parler sur la motion qui est actuellement débattue.

On connaît évidemment la réputation de l'honorable député de Saint-Jacques, de ce côté-ci, depuis plusieurs années, ses discours grandiloquents, mais sollicitez-le une fois de parler sur le sujet. Ses grands discours folichons, il les fera en dehors de la Chambre.

Le Vice-Président: J'ai été, M. le député de Roberval... A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! surtout quand vous n'êtes pas à votre fauteuil. J'ai été aujourd'hui, très libéral, M. le député de Roberval. J'ai dit tantôt que j'ai entendu de tout. J'ai même mentionné que c'est un peu le genre de discours du budget ou de réponse au discours inaugural.

J'aurais pu intervenir à plusieurs moments, je ne l'ai pas fait, parce que je considère que, sur ce genre de motion, il faut laisser la plus grande liberté possible à toutes les opinions de s'exprimer. Cependant, suite à votre question de règlement, je

demanderais la collaboration du député de Saint-Jacques.

M. Charron: M. le Président, j'étais à vous expliquer pourquoi nous nous opposerons à l'adoption de cette motion. C'est, parce qu'elle n'a aucun sens. Le seul sens que je puisse y trouver, lorsque je la lis et la relis, c'est que ce groupe parlementaire qui constitue, pour quelque temps encore, l'Opposition officielle de cette Assemblée, n'a d'autre chose à présenter que des motions qui portent elles-mêmes le trait de leur frustration et de leur inutilité.

Je déplore, M. le Président, que les travaux de l'Assemblée nationale soient paralysés pendant une journée complète parce que, de l'autre côté, on a besoin de thérapie de groupe. Je déplore que le temps et l'énergie de tous les membres de cette Assemblée, que toutes les lois qui attendent au feuilletton doivent encore attendre, parce que, de l'autre côté, on a besoin de psychanalyse, parce qu'on a besoin de se trouver une raison d'être, parce qu'on ne sait plus, à force de ne plus avoir de programme, de ne plus avoir d'option de ne plus avoir de pays, on ne sait plus quoi faire, on ne sait plus à quoi on sert.

Témoïn, Mme le député de L'Acadie, qui n'a même pas réussi à réunir à La Malbaie, après que les députés ministériels eurent consenti à ajourner prématurément les travaux de la commission, la moitié de son caucus, et encore que ce caucus soit sorti avec une position qu'aucun n'est capable de définir publiquement.

Sur le projet lui-même dont nous parlons, elle qui voulait entendre autant de groupes, je la comprends, elle espérait qu'en entendant et en entendant, son parti finirait par avoir une politique sur la question.

Témoïn, le député de Marguerite-Bourgeoys, qui, à l'occasion, se faisait le défenseur du projet de loi 22 en commission et, à d'autres occasions probablement après un rappel du coup de pied, refusait le projet de loi 22, dont il s'était fait lui-même le défenseur et dont il avait été l'administrateur.

Témoins de cette absence de politique, les députés anglophones de l'Opposition officielle qui se détachent de chacune des positions que le chef intérimaire de ce parti essaie tant bien que mal de véhiculer morceau par morceau.

Témoïn de cette absence de politique, le fait qu'encore aujourd'hui, personne ne sait quelle est l'attitude du Parti libéral sur cette question. Et quand vous voulez, par toutes sortes de manoeuvres dilatoires comme celle que vous nous soumettez aujourd'hui, retarder le projet de loi 101 et son adoption régulière et normale et voulue par les Québécois, dites-nous donc si c'est, comme l'Union Nationale, parce que vous avez un autre projet à nous proposer. Si vous en avez un autre, déposez-le ou dites-nous si c'est parce que vous voulez garder la loi 22, parce que vous savez que le fait de voter contre la loi signifie qu'on maintient celle qui est là et que le gouvernement cherche à remplacer.

Mme le député de L'Acadie, qui était présidente de la Commission des écoles catholiques de Montréal, veut-elle venir encore une fois répéter le mémoire qu'elle était venue présenter et que je l'ai entendue lire au moment du projet de loi 22? Voilà la question, M. le Président. Je considère que le tiraillement qui habite Mme le député de L'Acadie, qui habite le député de Notre-Dame-de-Grâce, l'émissaire d'Ottawa... a-t-il la politique linguistique d'Ottawa? A-t-il celle de son parti? A-t-il celle de quelque part?

M. Lamontagne: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de...

M. Lamontagne: J'espère ne pas avoir à intervenir à nouveau, mais il me semble clair que le député de Saint-Jacques refuse totalement de parler sur la motion. On ne parle pas des opinions des collègues sur tel autre sujet, on est rendu à la Malbaie. On est en train de faire la tournée de la province.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Je comprends que c'est un été très chaud, nous sommes rendus en fin de soirée ou presque, je veux répéter une chose. A l'ordre, s'il vous plaît! Je m'excuse, à l'ordre s'il vous plaît! M. le député de Notre-Dame-de-Grâce... Est-ce qu'il faut que je répète que j'ai tout laissé passer aujourd'hui? Y aura-t-il eu une journée où la présidence aura été obligée de présumer d'une minute à l'autre, et pendant des heures, du consentement de tous pour que tous les règlements soient violés? M. le député de Saint-Jacques.

M. Charron: Merci, M. le Président. L'attitude est bien connue du député de Roberval, mais j'imagine que la clarté de certains propos ne lui est pas familière et c'est probablement cette corde qui le fait jaillir régulièrement de son siège, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Saint-Jacques, s'il vous plaît, ne provoquez pas un débat sur un débat qui existe déjà... D'accord? Non, non, je regrette, mesdames et messieurs, je ne suis pas prêt du tout. Il y a une enveloppe globale qui a été décidée par les représentants de chacun des partis. Je m'en tiens à cette enveloppe et je ne veux pas par mes interventions prendre le temps de la députation. M. le député de Saint-Jacques.

M. Charron: M. le Président, je replace mon intervention dans le cadre régulier que stipule notre règlement. Je suis à la recherche d'une raison pour laquelle cette motion accapare l'énergie d'autant de personnes aujourd'hui. Je la lis, je la relis et puisqu'elle est à ce point vague et, comme le disait le premier ministre, sauvage au point d'attaquer la conduite de deux personnes sur le seul vocable de leur conduite, il me faut chercher la motivation profonde, puisque la clarté du libellé

de la motion ne me la fournit pas, la motivation profonde qui a fait choisir à ces rescapés du 15 novembre de nous demander aujourd'hui d'accorder toute notre attention au blâme qu'ils portent à deux membres de notre équipe. J'étais à vous dire, M. le Président, qu'au-delà d'une motion de pure vengeance, motion de défoulement, il y a là-dedans une demande de sursis.

Je déplore que Mme le député de L'Acadie ne puisse en entendre plus, mais j'ai l'impression, M. le Président, que j'abordais précisément le terme qui la concernait. Je crois que de toute cette équipe, si le mot n'est pas trop fort, qui se réunit alentour de ce si brave timonier qu'est le chef de l'Opposition, la principale douleur est que l'on a rien en commun. Mme le député de L'Acadie est que je sache, celle qui, difficilement sans aucun doute, entre le député de Westmount et le député de Marguerite-Bourgeoys, avec les opinions du député de Mont-Royal, saupoudrées de celles du député de Robert Baldwin, réussit tant bien que mal à avancer sur la place publique un début de semblant de commencement de politique linguistique.

Et ce pauvre collègue à nous, que j'apprécie, a sans doute besoin de ce sursis. Je ne peux l'affirmer, n'étant pas dans les complots de l'Opposition, mais j'estime qu'elle sut gré à l'esprit ingénieux du député de Laval, lorsqu'il a retardé le débat en deuxième lecture sur lequel elle doit intervenir.

Voilà donc un sursis, M. le Président, que cette motion lui donne. Peu lui importe — et là je déplore son attitude — peu lui importe que ce sursis, que ce besoin d'un geste dilatoire se fasse en attaquant la réputation de deux membres de cette Assemblée: ce parti a tellement besoin de temps pour se trouver une politique, un chef, un programme, une attitude à offrir aux Québécois qu'il est prêt à se servir de n'importe quoi dans le règlement, y compris l'attaque irrégulière, qui est probablement réservée dans les circonstances que vous avez vous-même décrites, M. le Président, dans le jugement que vous avez rendu, qui ne s'applique pas tous les jours. Je vous l'ai dit. Si on déplore l'attitude du gouvernement, si on veut faire des motions dilatoires pour se trouver une politique, si on veut se faire un caucus à La Malbaie ou ailleurs, qu'on prenne les moyens. Nous offrons à ces gens toutes leurs fins de semaine s'ils le veulent. Mais qu'on ne prenne pas, qu'on ne cherche pas ce temps en salissant dans l'opinion publique la réputation de deux membres de cette Assemblée qui sont des collègues à nous.

Si vous avez besoin de sursis, si vous avez besoin de défoulement, si vous avez besoin de vengeance, faites-le ailleurs! Mais pas ici. Car ici, il y a une équipe mandatée pour gouverner, qui présente un projet de loi qui a été applaudi par 90% des témoins qui ont défilé devant la commission parlementaire pendant cinq semaines, qui est réellement voulu par la population, qui a été amélioré dans sa nouvelle version et qui se trouve aujourd'hui prêt à être adopté. Nous sommes tous des députés prêts à nous prononcer sur le vote en

deuxième lecture, à la suite de l'appel qu'a lancé le ministre d'Etat au développement culturel.

C'est triste de voir un parti qui, un jour, a été le symbole du progrès du Québec, être obligé, aujourd'hui, d'utiliser des articles qui, dans notre règlement — vous le savez, M. le Président — sont d'usage peu courant parce qu'ils impliquent profondément la réputation de membres qui se trouvent visés par ces articles, être obligé d'utiliser ces moyens pour faire valoir ses opinions. Si, au moins, opinions il y avait. Mais on n'a utilisé ce temps que pour gagner du temps.

Voilà donc, M. le Président, pourquoi le parti ministériel... Et j'ajouterai une dernière raison qui est la principale. Mais je vous dis pourquoi, déjà, le parti ministériel votera en bloc, solidairement, avec nos deux collègues qui ont été entachés par une manœuvre d'un parti sans âme et sans avenir et pourquoi nous sommes aujourd'hui solidaires de toutes les attitudes, de toutes les conduites qu'ils ont eues, du 8 au 12 juillet, avant le 8 et après le 12, si vous voulez. Parce que ces deux membres de l'Assemblée ont déjà depuis bien longtemps, avant n'importe quelle manœuvre du député de Laval, ou n'importe quelle intervention des députés libéraux, ont déjà, depuis longtemps, dans l'opinion publique, par la qualité de leur travail, par leur franchise et leur honnêteté, gagné l'estime de la majorité des citoyens du Québec.

Voilà donc, M. le Président, comment l'utilisation régulière de notre règlement que, par deux ou trois fois, vous avez vous-même sanctionnée, que ce soit au moment où j'ai présenté la motion en commission, que ce soit au moment où le ministre d'Etat au développement culturel a présenté le projet de loi 101 à cette Assemblée, que, par deux fois, vous avez vu que ces gestes s'inscrivaient, peut-être pas dans l'habitude, ce qui surprenait nos amis d'en face, mais dans la légitimité de notre règlement, voilà donc que ce geste a suscité une motion où se sont exprimés, à travers des mots inqualifiables, l'esprit de vengeance, la volonté de défoulement, le goût du sursis qui habitent l'Opposition officielle dans ce débat. Une motion, donc, inutile, M. le Président, sur le strict plan parlementaire, mais qui, j'espère, satisfera ces gens lorsque vous appellerez le vote, au point qu'ils ne nous embêteront plus d'ici la fin de cette session, mais que ce soit plutôt à la manière de l'Union Nationale qui s'est offerte dans ce débat, qui collabore avec le gouvernement pour faire une meilleure loi. Nous l'avons dit que nous étions ouverts. Nous avons de nous-mêmes, à la suite de cinq semaines d'audition, apporté 68 amendements au projet de loi.

Quand le ministre d'Etat au développement culturel, symbole de courtoisie, d'amitié, de patience et de courage dans cette Assemblée, disait à chacun des témoins qu'il écoutait attentivement leur opinion et qu'il en prenait note, il n'a pas tardé à en faire preuve quand il a soumis un projet de loi que tous les éditorialistes ont qualifié de nettement et de grandement amélioré par rapport à la version première.

Nous sommes prêts à faire plus, mais si au

lieu de nous embêter et d'essayer d'arrêter une marche vers un Québec français, l'Opposition libérale se trouvait une âme et contribuait à établir ce Québec français, nous serions heureux en commission parlementaire, dès qu'ils auront cessé leur motion dilatoire, dès que cette Assemblée aura adopté la deuxième lecture, de nous y retrouver à nouveau dans le salon rouge et d'écouter les propositions de ses membres.

S'ils ont une valeur, un sens, nous les incluons au projet de loi, car nous voulons faire de cette loi, une loi de tous les Québécois pour que tous les Québécois en soient fiers, parce que la construction du Québec français aura pris beaucoup d'énergie.

Ce n'est pas au moment où nous y arrivons enfin, après nous être essayés par quatre ou cinq lois au cours des dix dernières années, que nous voulons faire preuve d'étroitesse d'esprit.

Au contraire, je demande à l'Opposition, plutôt que de tenir ce genre de motion, de faire le jeu que tous les Québécois réclament d'elle et d'apporter à la manière de l'Union Nationale, encore une fois, une contribution positive à ce débat.

La raison fondamentale — je termine sur ce propos, M. le Président — c'est celle qui pourrait me prendre le plus de temps tellement j'éprouve à l'égard des deux hommes visés par cette motion, avec lesquels je travaille, pour ma part, depuis huit ans, non seulement de l'amitié, mais une volonté très nette de continuer le combat à leur manière et à leur côté.

Je n'ai jamais eu honte ni de l'un ni de l'autre, ni dans la façon dont ils s'adressaient aux Québécois, ni dans la façon dont ils s'adressaient aux membres de cette Assemblée. L'un et l'autre sont devenus, dans cette Assemblée, des symboles du renouveau du Parlement québécois depuis 1970. L'un et l'autre méritent d'être lavés absolument par un vote de cette Assemblée, dès que vous appellerez et soumettrez cette motion au vote, de ce dont l'autre côté, pour des fins que je vous ai énumérées tout à l'heure, veut les salir.

M. le Président, c'est la raison fondamentale de mon opposition à cette motion. C'est celle qui habite — j'en suis convaincu — les membres du Parti québécois, qui connaissent ces deux hommes qui, depuis le début, ont bâti le Parti québécois, ont bâti le gouvernement que les Québécois se sont donné le 15 novembre dernier, j'espère que ces deux hommes seront lavés de cette motion profondément injuste à leur endroit.

L'un, je vous l'ai dit et vous le savez par sa conduite exemplaire dans cette Assemblée, le calme, la chaleur, l'ouverture, la consultation; qui peut véritablement soutenir aujourd'hui que le ministre d'Etat au développement culturel n'est pas un Québécois dont nous devons être fiers? Qui peut dire aujourd'hui, et qu'on dise de l'autre côté, que ces parlementaires ont été une nuisance au développement du Québec, alors que, morceau après morceau, effort après effort, ils ont contribué à le faire? Et que dire de mon ami, le plus profond, le député de Maisonneuve, leader parlementaire, à qui je demande, au nom de tous mes collègues — j'en suis convaincu — de rester leader

parlementaire du gouvernement aussi longtemps que possible.

Vous, M. le Président, êtes le témoin des efforts que ce leader gouvernemental a pu faire en cette Assemblée, du respect qu'il a eu de chacun des membres; mais je comprends, parce que je partage une bonne partie de ses émotions depuis tellement d'années, la fatigue qui peut l'habiter.

Imaginez-vous ce que c'est de négocier les travaux de la Chambre, d'organiser les travaux de la Chambre jour après jour avec un parti, en face, qui ne sait pas où il s'en va. Si un jour il avance, le lendemain il recule. Si un jour il soutient, le lendemain il refuse.

Un leader qui affirme qu'il est désavoué par son caucus, qui revient, qui est contredit par son chef, et qui revient encore avec une troisième et dernière position.

C'est dans cet ordre et dans le respect des énergies que chacun des membres fournit que le leader du gouvernement, sans relâche, depuis que vous l'avez reconnu sous ce nom, depuis que le premier ministre vous l'a présenté sous ce nom, travaille à faire de cette Assemblée une usine productive, une usine qui répond à la demande claire et nette, vous le savez, M. le Président, qui a été exprimée à la grandeur du Québec le 15 novembre dernier. Ce n'est pas lui qui a présenté une motion qui nous retarde aujourd'hui dans l'adoption de projets de loi qui sont au feuillet, c'est de l'autre côté qu'on insiste pour retarder ces projets de loi.

M. le Président, je pense que, lorsque vous appellerez tout à l'heure le vote, de ce côté-ci, nous n'hésiterons aucunement, en même temps qu'en rappelant à l'Opposition que lorsqu'elle aura besoin de vengeance, que lorsqu'elle aura besoin de défoulement, que lorsqu'elle aura besoin de sursis, que lorsqu'elle aura besoin de chef, que lorsqu'elle aura besoin de programme, que lorsqu'elle aura besoin d'imagination, que lorsqu'elle aura besoin d'hommes de valeur, que lorsqu'elle aura besoin de pays, si elle veut s'en donner un comme nous avons choisi de nous en donner un, qu'elle le fasse ailleurs!

Mais en rappelant à l'Opposition cette leçon et ce message que nous ne sommes pas ici pour perdre notre temps sur des motions dont elle a essentiellement besoin, vous noterez, dans le vote de la majorité ministérielle, une affirmation claire et nette d'une amitié que nous portons tous au leader du gouvernement et au ministre d'Etat au développement culturel.

Le Vice-Président: D'accord, M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Merci, M. le Président. Pendant les quelques minutes que j'ai à ma disposition, je voudrais en profiter pour apporter quelques observations sur la discussion actuellement en cours. Je dois dire que s'il y a des membres de cette Assemblée qui sont surpris, voire même scandalisés de voir la guerre de procédure dans laquelle l'Assemblée nationale s'est enlisée, je leur

dirai qu'en ce qui me concerne, j'ai été habitué, depuis huit ans ici, à cette Assemblée, de voir des guerres de procédure et des motions de discussion à la fin des sessions. Cela ne me surprend aucunement.

Je dois dire aussi que je n'ai pas été édifié par les propos que j'ai entendus tant d'un côté de la Chambre que de l'autre au cours de ce débat. Je serais tenté de dire que plus cela change, plus c'est pareil!

M. le Président, je dois dire, au tout début, que cette motion ne m'enthousiasme pas, puisqu'on accuse deux personnes qui n'ont pas agi à titre personnel, mais qui ont agi au nom du gouvernement dont ils ont posé un acte d'après les fonctions qui leur étaient confiées. C'est pourquoi je pense, c'est mon humble avis, que s'il y avait eu un blâme à faire, la motion aurait dû s'inspirer de l'article 24 au lieu de l'article 68.

Je ne suis pas indifférent, non plus, au débat que je n'ose qualifier. Pour employer un terme, phrase qui a été célèbre et qui est encore célèbre, en tant que parlementaire j'en ai mal à ma fierté. Le gouvernement oublie un point fondamental. Ce gouvernement a lui-même un rôle à jouer. Le premier ministre en a parlé cet après-midi. Mais ce gouvernement ne doit jamais oublier que l'Opposition a également son rôle à jouer. Je ne ferai pas de reproche au Parti québécois sur ce plan lorsqu'il était dans l'Opposition, mais ces gens doivent reconnaître, ils l'ont dit souvent, que la vertu n'est pas toujours exclusivement du côté gouvernemental et que le mal n'est pas toujours exclusivement du côté de l'Opposition. L'Opposition a son rôle à jouer, et pour permettre aux membres de l'Assemblée tant du côté gouvernemental que de l'Opposition, nous avons un règlement pour régir nos travaux, et ce règlement a été adopté unanimement par des motions qui ont été soumises à l'Assemblée nationale.

Cela, le gouvernement l'oublie. Le gouvernement a pris une méthode — et je demanderais aux membres du gouvernement de bien l'examiner — il a pris une méthode qu'il aurait dénoncée avec la dernière énergie, s'il avait été dans l'Opposition. M. le Président, lorsque nous avons étudié la loi 22, nous étions huit dans l'Opposition, à ce moment; il y avait six députés du Parti québécois, qui formaient l'Opposition officielle, et nous étions deux autres députés, le député de Rouyn-Noranda et moi-même.

J'imagine facilement quelle aurait été la réaction de l'Opposition officielle à l'époque, si le Parti libéral du temps, même si le député de Saint-Jacques dit qu'il est d'une autre époque, je respecte quand même les parlementaires, de quelque parti politique que ce soit, nous était arrivé devant l'Assemblée nationale avec un projet de loi 122. Oui. J'imagine aussi le débat de procédure qui aurait suivi. Il ne faut quand même pas tomber dans le ridicule. Le gouvernement avait deux moyens à sa disposition en vertu de notre règlement. Il en a choisi un troisième, qui n'est pas prévu au règlement. Et si l'Opposition actuellement laissait faire, si elle laissait passer sans dire un mot, on créerait

une jurisprudence que le gouvernement actuel, lorsqu'il retournera dans l'Opposition, parce que je n'ai pas vu de gouvernement éternel, serait probablement le premier à dénoncer lui-même, en criant au chantage et à l'intimidation, si le gouvernement qui lui succéderait utilisait de pareille stratégie.

Dans notre règlement, il y a deux articles, le député de Saint-Jacques en a parlé tout à l'heure, qui ne sont pourtant pas difficiles à comprendre. Le gouvernement ne voulait pas que la commission parlementaire fasse rapport, pour éviter les longs débats, pour éviter cette guerre de procédure, et je comprends bien la pensée du premier ministre, lorsqu'il dit qu'on a autre chose à faire et que la population du Québec veut que nous fassions autre chose que de parler continuellement de la langue. Le gouvernement, dis-je, puisqu'il ne voulait pas faire face à ce débat de procédure qui aurait découlé du fait qu'on aurait ajourné la commission parlementaire et qu'un rapport aurait été déposé devant l'Assemblée nationale, le gouvernement, à ce moment, n'avait, je le répète, qu'à utiliser les dispositions de l'article 89 pour révoquer l'ordre qui avait été donné à la commission parlementaire d'entendre les mémoires, de tenir des audiences pour permettre aux groupes et aux individus qui voulaient venir s'exprimer de donner leur point de vue sur la loi 1.

Il est évident qu'il y aurait eu un débat sur cette motion. Et cela aurait été le devoir de l'Opposition d'intervenir. Cela, le gouvernement n'a pas le droit de l'oublier. Par la suite, une fois que la loi 1 aurait été rappelée devant l'Assemblée nationale, le gouvernement aurait pu, par une autre motion, en vertu de l'article 90, proposer tout simplement le retrait de la loi, car l'article dit: Cette motion ne peut être amendée, elle ne peut non plus être débattue. Dans le cas de la deuxième motion, il n'y aurait même pas eu de débat et on aurait procédé de façon normale.

M. le Président, si le gouvernement a aussi un devoir à remplir, des engagements envers la population, il ne doit pas oublier que l'Opposition a également son rôle, et s'il n'y avait pas d'Opposition dans cette Assemblée, M. le Président, la loi prévoit que le président serait obligé de désigner un chef de l'Opposition et de désigner une Opposition, parce que le Parlement ne pourrait pas siéger, s'il n'y avait pas d'Opposition.

Mais l'Opposition n'est pas là pour toujours encenser le gouvernement. Nous sommes dans un régime démocratique, et il y a des courants d'opinion différents. Le gouvernement en représente un, l'Opposition officielle en représente un autre, l'Union Nationale peut en représenter un autre, et il y a d'autres députés également qui peuvent représenter d'autres courants d'opinion. C'est l'endroit, ici, à l'Assemblée nationale, pour faire connaître ses points de vue, pour permettre à la population de se faire entendre dans cette Assemblée. Le jour où la population du Québec ne pourrait pas être représentée et se sentir représentée dans cette Assemblée, M. le Président, c'est là que nous aurions de la contestation dans la rue, que

nous aurions beaucoup plus de manifestations devant le parlement que nous en avons à l'heure actuelle.

La procédure parlementaire, c'est l'exercice de notre démocratie. Je comprends que c'est fatigant pour le gouvernement, comme cela a été fatigant pour le gouvernement précédent et comme ce sera encore fatigant pour les prochains gouvernements. Je veux citer ici, à l'attention des membres de l'Assemblée, un excellent article de M. Richard Daignault qui a paru dans le Soleil, le mercredi 20 juillet 1977:

"On ne comprend pas pourquoi et en quel honneur une Opposition numériquement plus faible que la majorité gouvernementale réussit, en invoquant le règlement, à bloquer ou retarder l'adoption d'une loi".

Je continue. "Quelle importance cela peut-il avoir? Que le gouvernement s'y prenne d'une façon plutôt qu'une autre, on accepte mal que cela puisse avoir l'effet de débalancer le programme du gouvernement."

"Mais au fond, malgré les différences dans la perception, on ne comprend les trucs de procédure et les débats de procédure qu'en termes de lutte partisane, l'Opposition utilisant tous les moyens imaginables et le gouvernement ayant recours à tous les manèges possibles."

"Tout cela se déroulerait un peu comme un match de lutte où toutes les prises sont permises".

Je continue. "Tout cela indique en premier lieu que l'on connaît généralement assez mal le fonctionnement de l'Assemblée nationale. Sans règles de procédure, sans les formes, il n'y aurait pas de Parlement; ce serait la foire. Deuxièmement, une importante proportion des règlements de l'Assemblée nationale sont rédigés justement pour permettre à l'Opposition de faire valoir ses opinions ou encore les opinions de groupes minoritaires.

"Quel besoin aurait-on d'un Parlement si la majorité pouvait tout simplement imposer ses lois en bâillonnant l'Opposition?"

"Non. Les députés péquistes ont utilisé la procédure lorsqu'ils étaient dans l'Opposition..." et je pourrais continuer.

Je n'ai jamais fait de reproches aux députés du Parti québécois, lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, d'utiliser, même si je trouvais cela parfois dur, parfois pénible, parfois ingrat vis-à-vis de l'opinion publique d'assister à des "filibusters" qui n'en finissaient plus. C'était un travail qui devait se faire, parce que le Parti québécois représentait une certaine forme de l'opinion publique. Aujourd'hui, je serais le premier — je pense que mes collègues du Parti québécois seraient également les premiers — à déplorer le fait que, demain, on déciderait de bâillonner tout simplement l'Opposition et que l'Opposition n'aurait plus rien à dire. Sur ce, je vais terminer, M. le Président.

Il nous faut assumer nos responsabilités, que nous soyons au pouvoir ou dans l'Opposition, avec courage et franchise, au lieu de jouer au chat et à la souris. Quand je vois le gouvernement accuser l'Opposition de manigances, de trucs, de retarder les travaux de l'Assemblée nationale, et que

je vois l'Opposition accuser le gouvernement actuel d'user de tous les trucs imaginables, de toutes sortes de sortilèges et de manèges pour essayer de sauver du temps ou en quelque sorte de prendre l'Opposition en sandwich, je dirais qu'accusations de manigances versus accusations de manigances, je serais porté à dire, M. le Président, de mon siège, que vous avez raison tous les deux, et je ne vois pas pourquoi je prendrais la part de l'un ou de l'autre. Comme dirait le premier ministre, M. le Président — je termine là-dessus — il est temps qu'on parle d'autre chose dans cette Assemblée.

Le Vice-Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je retiens, du discours du député de Beauce-Sud, certains éléments, en particulier celui qui nous amène particulièrement à l'objet de la motion et surtout à ce qui l'a suscitée.

Je ne voudrais pas suivre certains amis d'en face dans leur approche du problème que nous discutons. J'ai l'impression qu'on oublie le fait que nous voulons souligner ici. C'est simplement que, comme Opposition officielle, nous n'avons pas l'intention aujourd'hui et nous n'aurons pas l'intention demain non plus de laisser brimer les droits des parlementaires et en particulier les droits des citoyens du Québec que nous véhiculons ici à l'Assemblée nationale.

Il ne faut pas oublier que tout l'incident est arrivé du moment que le gouvernement a agi de telle sorte que les députés représentant 60% de la population du Québec ne puissent expliquer à une commission parlementaire les raisons pour lesquelles ils auraient été d'accord ou non pour se déclarer suffisamment informés.

C'est parce que nous n'avons pas eu la permission, à cause d'une procédure et d'un truc procédurier du gouvernement, c'est parce que nous n'avons pas été capables de nous exprimer que nous avons cru nécessaire de souligner cet incident par la motion que nous présentons.

M. le Président, nous avons été témoins, en particulier, des discours du premier ministre et de la plus récente intervention du ministre responsable du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports. Dans les deux cas, vous avez dû remarquer que ces gens sont fatigués. Vous avez dû remarquer aussi que ceux qui sont également impliqués dans cette motion et nommés — et on l'a admis volontiers de part et d'autre, et le premier ministre a été le premier à le dire dans une conférence de presse — sont fatigués. Alors, M. le Président, on a même dit qu'ils étaient écoeurés. Il y en a qui s'écoeurent à différents moments; il y a "une" ministre qui s'est dit dans cet état il y a déjà quelques mois et il y en a à qui cela prend un peu plus de temps.

Je ne voudrais pas rappeler, M. le Président, que nous avons eu, nous-mêmes, à assumer les responsabilités du pouvoir et nous avons, au cours de notre mandat, adopté plus de 600 projets

de loi. Sans vouloir nous vanter, nous avons, à ce moment, subi les pressions, enduré les heures et les heures de discussions parlementaire sans nous plaindre; nous avons, à un moment donné, assumé les responsabilités de leader du gouvernement et celles, en même temps, de quelques ministères; nous ne nous en sommes pas plaints.

M. le Président, nous étions fatigués à certains moments, sûrement, mais nous n'agissions pas comme ces gens ont agi aujourd'hui lorsqu'un premier ministre, M. le Président, à la suite d'une conférence de presse — et je veux simplement le dire, non pas pour l'attaquer — lorsque le premier ministre tient une conférence de presse comme il en a tenu une cet après-midi et qu'il utilise le langage qu'il a employé durant 37 minutes, c'est à s'inquiéter.

M. le Président, je relevais simplement, dans cette conférence de presse, cet après-midi, conférence de presse qui n'a duré que 37 minutes... Le premier ministre, s'adressant aux journalistes, a utilisé les mots suivants. Avant de vous dire cela, je vous rappellerai que je pense qu'il y a un phénomène d'osmose. Non seulement le premier ministre s'est-il dit continuellement tiraillé, mais il nous a annoncé des changements et des modifications substantielles dans les projets de loi 1 et 101, etc.; non seulement a-t-il ainsi agi et s'est-il ainsi exprimé; non seulement a-t-il adopté ce qu'il dénonçait lorsqu'il était chef de parti sur l'unilinguisme — il a mis sa tête sur le bûcher au moins deux fois dans des congrès, là-dessus — ce phénomène d'osmose fait qu'aujourd'hui, il semble avoir été amené à accepter la ligne de pensée de ce psychiatre-ministre du développement culturel...

M. Lessard: ... comme psychiatre.

M. Levesque (Bonaventure): ... non seulement a-t-il adopté le principe de ces projets de loi mais il a adopté, lui dont le vocabulaire est si riche, le vocabulaire du psychiatre. En effet, parlant aux journalistes cet après-midi, dans 37 minutes, M. le Président, il a prononcé les mots suivants: maison de fous, une fois; morbide, une fois; folle, une fois; un peu délirant, une fois; psychocomédie, deux fois; délire, deux fois; maniaque...

M. Lavigne: Il parlait du Parti libéral.

M. Lessard: Quelle est la motion?

Le Vice-Président: A l'ordre!

M. le chef de l'Opposition officielle, je ne veux en rien vous couper la parole, mais je suis obligé de le faire parce que les députés l'ont fait eux-mêmes.

Je comprends que, des deux côtés de la Chambre, les héros soient fatigués, mais, cependant, vous avez le droit de vous exprimer en toute liberté et qu'on vous écoute en vertu de l'article 100.

M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Alors, M. le Président, j'étais rendu, je pense, lorsqu'on m'a

coupé... En tout cas, je vais simplement le lire assez rapidement, parce que c'est... M. le Président, je dois avoir...

Le Vice-Président: M. le chef de l'Opposition officielle, vous pouvez reprendre; je n'enlèverai rien de ce temps qui vous est si précieux.

M. Levesque (Bonaventure): Alors, simplement, M. le Président, que dans 37 minutes on emploie les mots suivants, c'est assez curieux; maison de fous, morbide, fofolle, un peu délirant, psychocomédie qui revient deux fois, délire qui revient deux fois, maniaque qui revient deux fois, logomachie qui revient deux fois, climat un peu psychotique qui revient trois fois, psychodrame qui revient quatre fois, délires procéduriers qui revient cinq fois et ainsi de suite. Lorsque je suis entré tout à l'heure en Chambre, j'entendais le ministre responsable du haut-commissariat, qui, lui, parlait de thérapie de groupe. Je ne sais pas comment cela se fait, mais ces gens-là ont sûrement besoin d'une certaine thérapie. Ils sont fatigués, admettons-le. Mais, dans un débat comme ce soir, ils devraient mettre de côté cette fatigue, ne pas l'amener ici et dans ces propos-là, l'illustrer d'une façon aussi éloquente.

M. le Président, particulièrement dans le dernier discours que nous venons d'entendre du ministre, cela a été une pluie d'injures à l'endroit du Parti libéral. Nous sommes très capables de prendre des injures, des insultes, mais je ne pense pas qu'on touchait le point qui devait être envisagé. Nous avons affaire à un gouvernement qui devient de plus en plus non seulement fatigué, mais arrogant. Nous avons vu cette arrogance encore une fois aujourd'hui, à la période des questions. J'espère que c'est dû justement, peut-être, à la canicule, si l'on veut. De toute façon, ce gouvernement a commencé déjà non seulement à marquer des signes de fatigue, mais également des signes d'un retour à des temps anciens que nous ne voulons pas revoir.

M. le Président, on a parlé de cet incident, de ce scénario. Pourquoi, dans un climat, dans un contexte de transparence, n'aurait-on pas dit, la semaine dernière, par exemple, que ce n'était pas la faute d'un ou d'un tel, mais que réellement plusieurs avaient réellement participé au scénario? Le premier ministre, le leader du gouvernement, le ministre délégué au haut-commissariat, le chef de cabinet, etc. On vient d'apprendre aujourd'hui comment s'est préparé ce scénario.

Or, si on retourne simplement, vous me le permettez, M. le Président, à cette citation du discours inaugural, le 8 mars 1977, le premier ministre disait ceci: "Nous avons l'intention de maintenir et d'accentuer sans cesse cette transparence de la prise de décision et de la besogne de l'Etat et, il va sans dire, d'en faire le fondement des relations que le gouvernement entend avoir avec l'Assemblée nationale". Un peu plus loin, le premier ministre poursuivait: "Or, dans le fonctionnement d'une société démocratique, il n'est probablement rien de plus indispensable que la crédibilité des institutions politiques". Or, M. le Président, nous avons devant nous présentement le cas où on a

mis de côté complètement, d'une façon évidente, les principes qui étaient contenus dans ce discours inaugural. Pourquoi, M. le Président, n'a-t-on pas agi tout simplement vers la fin des auditions devant la commission parlementaire? Si on avait jugé qu'on était suffisamment informé, pourquoi en toute transparence ne pas le dire et suivre la procédure régulière?

Pourquoi cette organisation dans les coulisses? Est-ce que cela correspond à la transparence? Pourquoi, M. le Président, avoir ainsi préparé ce scénario pour éviter tout simplement d'avoir à aller admettre devant l'opinion publique qu'on ne voulait plus entendre de mémoires à la commission? Pourquoi ne pas l'avoir dit et avoir eu le courage d'utiliser la procédure régulière?

C'est là le fond du débat.

M. le Président, nous sommes au mois de juillet. On utilise toutes sortes de moyens pour épuiser l'Opposition. On a même été chercher une décision de votre part pour dire que les commissions pouvant siéger en tout temps, on pouvait maintenant faire siéger les commissions parlementaires sept jours par semaine, la nuit incluse. Est-ce que c'est cela l'effet de votre décision? Du moins, c'est ainsi qu'on l'interprète. Et lorsque l'on parle de la fin de semaine où le Parti libéral s'est réuni à Pointe-au-Pic, c'était bien normal, et jamais, dans l'histoire de ce parlement, n'a-t-on siégé durant les fins de semaine alors qu'un parti politique tenait un congrès ou une réunion prévue. Jamais on n'a fait cela. Et pourtant aujourd'hui on venait se pêter les bretelles comme si on avait donné un privilège extraordinaire à l'Opposition officielle.

Il n'y a jamais eu de privilèges, mais il y a eu dans les coulisses de ces jeux de procédure et de procéduriers qui étaient de nature à vouloir, au lieu d'utiliser la procédure ordinaire, prendre des moyens qui arrivaient non pas seulement aux mêmes fins, mais à des fins encore moins louables et pires. Si on est contre, M. le Président, si on veut épuiser l'Opposition et si on veut passer des lois à la vapeur, vous-même et particulièrement ceux qui étaient ici de 1970 à 1976 dans l'Opposition, des péquistes, si vous voulez utiliser cela, pourquoi employer des mots comme ceux-là et des moyens comme ceux-là? Qu'on ait le courage, à la fin d'une session, comme nous l'avons toujours fait, de nous lever et de nous dire: Nous avons une motion de fin de session et nous allons siéger de telle heure à telle heure et nous allons siéger de tel jour à tel jour. Et cela, nous en avons pris l'odieuse année après année, devant les critiques acerbes et souvent basses de l'Opposition. Nous nous sommes toujours battus visières levées. Nous sommes allés au projet de loi 22 après des jours et des jours et des jours où vous nous avez gardés là avec un "filibuster" indigne, alors que vous êtes restés collés sur un seul article demandant que l'article no 1 indique, au lieu de dire que le français soit la langue officielle, que ce soit la seule langue officielle. On a passé six ou sept jours de suite, pendant des heures, matin, midi et soir, pour faire changer cela, dans un "filibuster" historique, alors qu'on ne retrouve même pas cette phrase et

ce mot dans le nouveau projet de loi ou dans les nouveaux projets de loi.

Je rappellerai, simplement parce que je vois que le temps s'écoule, qu'on a devant nous un gouvernement qui manque de transparence et un gouvernement qui improvise. Un gouvernement qui improvise tellement que, même dans la question linguistique, on voit bien le premier ministre lui-même qui est tiraillé. Je comprends qu'il soit tiraillé. Il est tiraillé, justement à quelques semaines de la rentrée scolaire, tiraillé parce qu'il a devant lui la loi 22 qui existe encore. Il y a les règlements qui sont amenés en vertu de la Loi de l'instruction publique, il y a la loi no 1 qui est en commission parlementaire, il y a la loi 101 qui est en deuxième lecture et il y a encore l'annonce de changements et de modifications pour demain etc., etc. Comment ne pas être tiraillé devant une improvisation comme celle-là? Jamais un gouvernement ne s'est rendu là où se trouve ce gouvernement. Jamais n'a-t-on vu un gouvernement si mêlé qu'il amène des projets de loi qu'il appelle importants et qui le sont souvent, dans sa conception, mais apportons un projet de loi sur la langue, apportons un projet de loi sur les dépenses électorales, laissons-les sur la voie d'évitement, amenons des projets agricoles demain matin, amenons ce que l'on peut, dépêchons-nous! On est ici depuis le mois de mars, dans cette Chambre, on est rendu au 21 juillet et on n'est pas plus avancé. Qu'est-ce qu'on a adopté? Qu'est-ce qu'on a fait? Et on vient dire que c'est l'Opposition... Vous ne savez pas administrer, vous êtes des gars d'Opposition et vous allez y retourner.

Le Vice-Président: M. le député, M. le député! A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Marguerite-Bourgeois.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: M. le Président, je me lève pour intervenir sur la motion de blâme du leader parlementaire de l'Opposition officielle à l'égard de deux parlementaires à cette Assemblée, et ce pour trois raisons.

Tout d'abord, le principe en cause, qui est fondamental. Deuxièmement, je suis l'un des parlementaires qui ont participé à l'étude en commission parlementaire du projet de loi no 1. Enfin, la personnalité de l'un des parlementaires concernés, le député de Maisonneuve.

Lorsque, depuis le 16 novembre, l'Opposition officielle a réclamé le respect des droits et libertés démocratiques pour cette Chambre, lorsqu'elle s'est opposée à des abus apparents à l'égard des droits fondamentaux des citoyens, les réactions de l'autre côté de la Chambre ont souvent été soit des sourires — j'en vois déjà — ou des rires.

Comment, en effet, pouvait-on s'imaginer que ce bon parti démocratique — s'il en est un — pouvait violer la démocratie? Mais la démocratie, c'est son affaire, c'est sa chose, cela lui appartient. Comment pourrait-on avoir le culot de nous occuper, nous de l'Opposition officielle, de la démocra-

tie? Il faut laisser cela au gouvernement, mais vous voyez ce qui arrive, quand on laisse la démocratie au gouvernement. Le gouvernement s'en sert comme de nouveaux apprentis sorciers pour en faire le tapis qu'on piétine pour bousculer la population qui est représentée à 60% par l'Opposition.

Le subterfuge qu'on nous a servi par la voie du gamin de Saint-Jacques, messenger des autorités fatiguées du Parti québécois, est un affront à mes droits de parlementaire et, à cet égard, la motion du député de Laval est bien fondée.

Malheureusement, car, lorsqu'il nous faut, nous de l'Opposition, invoquer l'article 68 de notre règlement, c'est que nous sommes rendus à l'extrémité de l'indécence tolérable. Mais, à titre de membre de la commission parlementaire du projet de loi no 1, il n'y a aucun doute que, par les petites finasseries, les manoeuvres occultes du gouvernement, mes droits ont été brimés et c'est la raison d'être de cette motion.

Le premier ministre a pris la peine de venir faire ici, une intervention cet après-midi et je dois avouer qu'il m'a beaucoup déçu. Il a tenté en vain de mettre sur le dos de l'Opposition officielle l'engorgement inouï des travaux parlementaires de cette Assemblée. Rien de plus ridicule. Aucun "filibuster" n'a été fait par l'Opposition officielle de toute la session.

Sur le bill no 3, un débat d'une soirée a persuadé le ministre des Affaires municipales de retirer les articles controversés de son projet de loi. Là, c'était un vrai retrait. Ce n'était pas un tour de passe-passe en vue de mépriser les droits des parlementaires, comme ce fut le cas dans le bill no 1.

L'Opposition officielle a voté en faveur — un autre exemple, M. le Président — contrairement à l'Union Nationale, nouveau style, de siéger le lundi pour aider le gouvernement. L'Opposition a réservé deux mercredis soir seulement sur cinq semaines de séances et de délibérations, pour des motions visant à améliorer les travaux de la commission parlementaire qui étudiait le projet de loi no 1.

Ces motions devaient sûrement être sérieuses parce que — M. le Président, je ne vous prends pas à témoin, le siège que vous occupez me l'interdit — on se souvient que deux de ces motions présentées par l'Opposition officielle ont été adoptées par le Parti ministériel, la motion qui visait à inviter le Conseil supérieur de l'éducation et la motion qui visait à inviter le président de la Régie de la langue française.

Comment peut-on croire le premier ministre quand il disait cet après-midi que nos motions visaient à retarder les travaux de la commission parlementaire?

Le seul débat qui pouvait ressembler à une opposition plus vigoureuse eut lieu dans les quelques heures qui ont précédé la guillotine, alors que le gouvernement n'avait plus invité de témoins et dans le seul but de protester contre l'attitude inqualifiable du ministre d'Etat au développement culturel, qui avait trompé la commission.

Si c'est cela qui fait peur à ce gouvernement, il a besoin d'une bonne injection de vitamines, et, là-dessus, comptez sur nous, ce n'est pas fini.

M. Lessard: Cela ne paraît pas à vous voir!

M. Lalonde: Et qu'est-ce qui empêchait le gouvernement de faire avancer les travaux parlementaires pendant ces semaines où la commission parlementaire étudiant le projet de loi no 1 siégeait? Certainement pas le projet de loi no 1. Pendant cinq semaines cette Assemblée était libre d'étudier et de faire avancer tous les autres projets. Je pense que cela tient de la malhonnêteté intellectuelle que de prétendre maintenant que c'est l'étude du projet de loi no 101 en cette Assemblée, et surtout l'étude en commission parlementaire pendant ces cinq semaines qui est la cause de l'engorgement des travaux parlementaires actuellement.

C'est l'incurie du gouvernement qui a fait traîner les travaux, l'improvisation des lois "garrochées" et à refaire, comme les projets de loi no 1 et no 2. Le premier ministre a le culot de mettre la faute sur l'Opposition. A l'entendre, ce serait peut-être l'Opposition officielle qui aurait retiré le projet de loi no 1. Il faudrait vérifier dans le journal des Débats, c'est peut-être notre faute, c'est peut-être nous autres, M. le Président, il faudrait peut-être que vous nous donniez une directive demain, à savoir si c'est nous qui avons retiré ce projet de loi no 1. Peut-être, au fond, comme le chef de l'Opposition le suggérait tantôt, que le Parti québécois a plus de talent à être dans l'Opposition.

Le premier ministre a eu besoin de toute la couleur de son verbe pour tenter de défendre ses deux ministres. Le plus bizarre, c'est qu'il ne les a pas défendus, il leur a rendu hommage, et c'est naturel, quoique rituel, dans de telles circonstances. Mais il a aussi plaidé coupable. C'est lui le coupable, il a participé à la valse retraite, dans un va-et-vient étourdissant: et je te dépose et je te retire, je te redépose, hocuspocus, disparue la commission parlementaire embarrassante, disparue l'Opposition achalante, et surtout disparus les témoins qui attendaient en ligne, à 200, l'invitation que le gouvernement leur avait lancée. Le premier ministre n'a même pas de remords. C'est ce qui est le plus inquiétant, au fond. Il s'est rendu coupable, il s'est déclaré coupable, lui, le parlementaire chevronné, d'un mépris flagrant des droits parlementaires, et il ne s'en rend même pas compte.

Même quelques observateurs qui, au début, avaient vu dans la manoeuvre du premier ministre une astucieuse façon de hâter les choses ont, à la réflexion, blâmé le gouvernement non pas d'avoir manqué son coup et de s'être embourbé comme des gamins, mais plutôt d'avoir fait preuve de mépris à l'égard du règlement. Car il ne s'agit pas seulement de procédure; c'est bien plus grave, et je crois qu'en divers milieux on se rend compte que si on laisse ce gouvernement poursuivre son oeuvre, nos droits vont y goûter! L'Opposition doit

toujours être vigilante à l'égard des valeurs démocratiques surtout quand on a affaire à un gouvernement doctrinaire, à un gouvernement inspiré d'une idéologie bien encadrée. C'est ce que fait l'Opposition officielle, et la population peut compter sur nous pour être encore plus vigilants à l'égard de ses droits démocratiques. Mais le premier ministre n'y voit rien, il tente simplement de jeter de la poudre aux yeux à la population en accusant l'Opposition officielle de faire oublier son incurie, son incurie. M. le Président, j'ai dit "écurie", c'est peut-être un lapsus, je l'ai dit à l'égard du gouvernement, je le retire avant que vous me demandiez de le faire. Je voulais dire incurie, mais quand même on ne peut pas cacher ses pensées profondes.

La manoeuvre est classique, mais cette fois, c'est trop gros, cela se voit! Personne ne sera dupe. Les observateurs avertis commencent déjà à y voir clair et ne se laissent pas embarquer dans les inflations verbales du premier ministre, dans son style catastrophique où tout y passe, de l'injure voilée à la citation hors texte des éditorialistes. Cet après-midi, j'ai été déçu du premier ministre.

Une autre déception a été de voir le nom du leader parlementaire dans cette motion. Il ne mérite pas cela, et si je pouvais faire un amendement à cette motion, étant donné qu'elle a réussi à démasquer les véritables coupables, j'aimerais voir le nom du leader parlementaire du gouvernement enlevé de cette motion.

Tout le monde, tous ceux, surtout, qui ont vécu ici depuis quelques années connaissent la valeur du leader parlementaire, connaissent son sens de la justice, son sens démocratique. Et il a dû sûrement être poussé par la fatigue, naturellement, pour faire le geste inqualifiable dont il s'est rendu coupable. M. le Président, la fonction en porte la responsabilité et c'est à regret que je voterai pour cette motion.

M. Lavigne: Tu peux voter contre la motion.

Le Président suppléant: M. le leader de l'Opposition officielle.

Le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition officielle, vous permettez. Si je vous entends, je comprends que c'est la réplique. C'est exact? Non, il reste... S'il vous plaît! Vous connaissez la directive de la présidence au début de cette réunion. Personne n'est jamais obligé d'employer tout son temps. Je suis prêt à agir avec une grande libéralité, qui ne dépassera pas les bornes, envers l'Opposition officielle. Et, par conséquent, justement, comme M. le leader de l'Opposition officielle s'est levé, je dois considérer que c'est son droit de réplique en vertu de l'usage et du règlement. M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: M. le Président, avant d'amorcer ma réplique qui mettra fin à ce débat, je pense bien me limiter à mon droit d'une dizaine de minutes, j'en aurai suffisamment; je n'ai pas l'intention de me laisser enflammer à la manière du premier

ministre ou du député de Saint-Jacques. Mais, avant d'amorcer cette réplique, est-ce que je pourrais demander au leader adjoint du gouvernement, à celui qui est responsable des travaux si, après ce débat, il entend ajourner les travaux de la Chambre ou si nous devons continuer l'étude d'autres projets de loi pour que mes collègues puissent se préparer? Vous savez que, lors de notre rencontre, cet après-midi, sur le partage du temps, il était prévu que ce débat devait se terminer à 23 heures.

Le Vice-Président: Si vous permettez, il y a trois remarques, et ce n'est pas pour perdre du temps. Non, en réponse. Premièrement, il avait été mentionné à la réunion que le vote aurait lieu, normalement, au plus tard à 22 h 45. Je pense que tout le monde est d'accord. Deuxièmement, je pense que c'est au leader parlementaire du gouvernement ou à un de ses adjoints de vous indiquer — et non pas la présidence — ce que l'on fera. Justement, il y en a un qui vient d'entrer. A l'ordre, s'il vous plaît! Et troisièmement, on a mentionné dès le début que, si quelqu'un n'emploie pas son temps, malgré l'entente qui a été faite... Là, je peux regretter que vous sembliez croire que vous n'avez pas eu votre dû. Je vous ai dit que je suis disposé à être d'une libéralité, non pas remarquable, mais exemplaire envers vous, M. le leader de l'Opposition officielle.

M. le leader parlementaire adjoint.

M. Charron: M. le Président, nous allons disposer, quant à nous, le plus rapidement possible de cette motion. Ce que je peux dire au leader de l'Opposition, c'est que nous entendons utiliser toute la séance de ce soir. Donc, nous procéderons à la législation dès que l'Opposition aura fini cette motion.

M. Lavoie: Est-ce qu'on pourrait savoir les travaux normaux de cette Assemblée? Quelles lois, quel ordre du jour?

M. Charron: Finissez et je vous l'annoncerai immédiatement après.

M. Lavoie: Est-ce que je pourrais greffer à ma motion un vote de félicitations au leader adjoint? C'est la transparence? Vous êtes fâchés? Les héros sont fatigués? Vous vous plaignez...

Une Voix: Vous allez manger votre claque.

Le Vice-Président: A l'ordre! M. le député de Vanier, quand vous voudrez vous exprimer, vous le ferez de votre siège et quand ce sera votre tour. M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, je vais me sentir brimé dans cette libéralité que je suis prêt à vous accorder si vous n'en venez pas au sujet de la motion qui sera mise aux voix quand vous aurez fait votre réplique.

M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Levesque (**Bonaventure**): M. le Président...

Le Vice-Président: Oui, M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Il y a des usages et des coutumes dans cette Chambre qui ont toujours été respectés.

C'est la première fois, sauf, peut-être, dans les fins de sessions tumultueuses, que j'ai connues il y a déjà plusieurs années, où on refusait de renseigner l'Opposition sur les travaux qui seraient proposés, surtout dans un avenir aussi prochain où nous devons appeler des collègues, selon la nature des travaux qui sont prévus.

M. le Président, je fais simplement appel à la mémoire et, en même temps, à la bonne collaboration du leader adjoint du gouvernement pour que nous puissions, à ce moment-ci, alors que nous avons la réplique.... Nous aurons le vote sans doute...

M. Lavoie: A moins quart, il a dit à 22 h 45.

M. Levesque (Bonaventure): Ai-je bien compris? Est-ce que le vote aura lieu à moins quart?

Le Vice-Président: Non, M. le chef de l'Opposition officielle, la mise aux voix...

Oui, imaginez-vous que j'ai pensé que cela pourrait se produire qu'on me dise, vers 22 heures, que l'ordre de la Chambre est à l'effet que le vote soit à 22 h 45. J'y ai longuement réfléchi, tout en vous écoutant tous, et j'ai pensé qu'à la suite de la réunion que nous avons eue à la salle 193, c'était dès que la réplique était donnée que l'on pouvait faire le vote.

Cependant, s'il faut en arriver jusque-là, je ne dis pas que je suis, je dis que, selon les circonstances, je serais peut-être disposé à suspendre jusqu'à 22 h 45, mais je vous prierais de penser aux conséquences d'un geste semblable pour chacun des partis en cette chambre.

M. Charron: M. le Président, sur la question de règlement soulevée par le chef de l'Opposition...

M. Lavoie: M. le Président, sur la question de règlement... D'accord!

Le Vice-Président: Oui, je m'excuse, M. le leader de l'Opposition officielle. M. le leader parlementaire adjoint du gouvernement.

M. Lavoie: A tout Seigneur tout honneur.

Le Vice-Président: Non, ce n'est pas cela, M. le leader parlementaire adjoint; c'est l'article 92. Il s'est levé le premier et il a dit: "M. le Président" le premier. M. le leader parlementaire adjoint du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, je sais bien, pour argumenter sur la question de règlement soulevée par le chef de l'Opposition, que je n'ai pas l'âge qu'il a, ni l'expérience qu'il a dans cette Chambre.

Une Voix: Son intelligence.

M. Charron: Non, je n'ai pas son intelligence non plus et j'en suis content. Je veux dire, M. le Président, que je n'ai pas vu régulièrement qu'au coeur du débat d'une motion privilégiée l'on interrompt...

Une Voix: Jamais.

M. Charron: ... le proposeur de cette motion pour que le leader parlementaire du gouvernement informât la Chambre de ce qui allait suivre. Nous avons trop de respect pour une pareille motion qui accapare les travaux de la Chambre pour ne jamais même introduire quelque annonce que ce soit et nous sommes tout oreilles à la réplique du leader.

M. Lavoie: Sur cette question...

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: ...M. le Président, pour vous éclairer davantage sur l'idée que vous avez émise, pourrais-je vous souligner le procès-verbal de l'Assemblée nationale du Québec du mercredi 20 juillet, hier, qui rapporte les décisions du procès-verbal? En tant que notaires, je pense qu'on peut se comprendre. Il s'agit des décisions que l'Assemblée nationale a prises hier. Je voudrais vous lire, à la page 466, ce qui suit: "Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est ordonné que la motion privilégiée de M. Lavoie soit reçue et que le débat qui sera tenu demain se termine quinze minutes avant la fin de la séance alors que la motion sera mise aux voix".

D'après notre règlement, la séance finit à 23 heures et je pense bien qu'il s'agit d'un ordre de l'Assemblée que le vote aura lieu quinze minutes avant la fin de la séance. Nous sommes liés par cet ordre.

Le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition officielle, vous invoquez l'article 31 qui se lit ainsi: "Les séances de l'Assemblée sont ajournées à 23 heures les lundi, mardi et jeudi". Je m'excuse. Je pense que je n'ai pas besoin de lire plus longuement l'article. Je vous ai dit tantôt — je vous tendais peut-être une perche et je vais aller plus loin pour aider tout le monde — que nous pouvons, après votre réplique, voter immédiatement.

A ce moment je demanderai, ce sera peut-être un précédent, pour être sûr que la démocratie s'applique et pour être sûr qu'on sache qu'elle s'applique, le consentement de cette Assemblée. Si je ne l'ai pas, s'il ne se passe rien d'autre, je ne vois pas ce que je puis faire entre une réplique et un vote sur la motion. Je devrai suspendre. Mais comme je ne veux pas traverser une rivière avant d'y être rendu, je vous prierais d'en venir à votre réplique et nous verrons à quelle heure nous en serons et ce que les membres de cette Assemblée en décideront.

M. le leader parlementaire, je vous écoute. M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, revenant à la première question de règlement que j'avais soulevée, je n'ai pas eu de réponse, lorsque j'ai fait appel aux us et coutumes, à notre règlement qui prévoit d'ailleurs que dans des circonstances comme celles-là, lorsque le règlement est muet, on peut s'en remettre aux us et coutumes de notre Assemblée. Il a toujours été, selon les us et coutumes, d'indiquer un peu, du moins à l'avance, dans un délai raisonnable, aux membres de l'Assemblée, ce qui fera l'objet de nos discussions dans quelques minutes, possiblement.

Si vous nous dites, M. le Président, qu'à la suite de la réplique du leader de l'Opposition officielle, nous allons suspendre pour respecter l'ordre de la Chambre, jusqu'à 10 h 45, ma question, vous y avez répondu, je n'ai pas de problème, je ne soulève pas le règlement, je me rassois; mais, dans le cas contraire, je dois insister.

Le Vice-Président: Je vous remercie. A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Charron: En dernier lieu, pour que nous ne fassions pas indûment de retard sur une motion qui est d'ailleurs par elle-même discutable, puis-je proposer, pendant que le leader de l'Opposition fait sa réplique, que je consulte le leader de l'Union Nationale et le chef de l'Opposition pour que nous établissions, la fin de la réplique du leader de l'Opposition et le vote, c'est-à-dire à 10 h 45, un ordre des travaux de la Chambre?

Le Vice-Président: Merci.

M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Je crois que ce serait beaucoup plus simple, je sollicite encore une fois le consentement du gouvernement, j'en ai pour une dizaine de minutes, le vote sera appelé, il sera près de 10 h 25 ou 10 h 30, s'il était d'accord pour que nous ajournions nos travaux à demain. Ce n'est pas une demi-heure de plus, de toute façon, on peut parvenir aux mêmes fins autrement.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire adjoint du gouvernement.

M. Charron: Je ferai connaître cette décision à la fin de la réplique du leader de l'Opposition.

M. Lavoie: Dans ce cas, M. le Président, j'entends faire une motion, en vertu de l'article 77.

M. Lessard: Comment une motion!

M. Lavoie: Je ferai une motion d'ailleurs dans le courant de mon intervention.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Je veux rappeler quelque chose que j'ai dit tantôt. Ce n'est pas à la présidence de décider à la place du leader parlementaire en titre ou adjoint, et ce n'est pas au leader parlementaire en titre ou adjoint de décider à la place de la présidence. Aux questions qui m'ont été posées, j'ai simplement dit que

quant à la présidence, j'entendrai le leader de l'Opposition officielle dans sa réplique et à la suite de cette réplique, je ferai la mise aux voix de la motion. Ensuite, selon que la Chambre en décidera, selon les usages, us et coutumes, l'on verra ce qui se passera.

S'il y avait eu collaboration de tous, on le saurait. Je ne fais pas de commentaires, on ne le sait pas. Alors je demande donc au leader de l'Opposition officielle de prendre la parole.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je veux bien respecter ce que vous venez de dire et je suis pleinement d'accord avec vous. Mais il faut tout de même que vous vous mettiez dans la situation que nous vivons actuellement.

Nous devons, si nous suivons exactement ce que vous dites, si vous ne suivez pas l'ordre de la Chambre — qui est d'avoir un vote à 10 h 45, vous le reconnaissez avec moi — suivre l'ordre de la Chambre qui est là pour un vote à 10 h 45. Vous avez jugé qu'il serait préférable, dans les circonstances, d'avancer le moment du vote, à la suite de la réplique du leader de l'Opposition officielle. Je ne discute pas votre décision, mais je dis que si on suit la procédure que vous nous indiquez, il est essentiel pour nous, à ce moment-ci, d'avoir quelques minutes pour prévenir nos gens. Il est important à ce moment-ci, si on doit commencer disons vers 10 h 30, dans vingt minutes, l'étude d'un projet de loi ou d'une motion, qu'on puisse le savoir quinze ou vingt minutes avant d'avoir à discuter d'un sujet qui peut être appelé à peu près à 10 h 30 ou dans quinze ou vingt minutes. C'est simplement le bon sens.

Le Vice-Président: Je m'excuse. Je m'excuse, je n'ai pas...

M. Lessard: M. le Président, une question de règlement.

Le Vice-Président: D'accord, M. le ministre des Transports sur la question de règlement.

M. Lessard: Nous avons pendant sept ans eu l'occasion de voir agir l'Opposition officielle, alors qu'elle était le gouvernement et, au moment où nous avons eu à discuter des motions aussi importantes, des motions privilégiées, jamais l'Opposition officielle n'a fait une telle demande au gouvernement. Selon les règlements, nous devons terminer cette motion et je constate simplement que le leader de l'Opposition officielle, sans armes, comme on le constate, n'a plus rien à dire. S'il n'a plus rien à dire, qu'il nous le dise et on va passer aux travaux normaux de l'Assemblée nationale.

Le Vice-Président: Non, je vous en prie, messieurs. M. le leader de l'Opposition officielle, pardon, M. le chef de l'Opposition officielle a fait une affirmation disant que, sur un ordre de la Chambre, j'aurais décidé que le vote aurait lieu à 11 heures moins quart. J'ai simplement dit que, si tout n'était pas terminé à onze heures moins

quart, il y aurait à décider ce qu'on ferait et je le ferais avec la Chambre. Bon! Deuxièmement, il y a eu des questions de posées à M. le leader parlementaire adjoint du gouvernement et il n'a pas répondu à vos interrogations, c'est un fait, mais j'aimerais mieux, personnellement, pour — cette journée s'est quand même bien passée — que l'on en vienne à la réplique et que ce problème se règle au moment où on y sera... Chacun de vous peut juger à sa façon., c'est heureux ou malheureux, mais comme une porte doit être ouverte ou fermée, comme dirait Musset, et qu'elle est fermée, je donne la parole à M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Jean-Noël Lavoie

M. Lavoie: Je voudrais vous faire remarquer, M. le Président, qu'en ce qui nous concerne, si ce débat survient actuellement, ou plutôt cet incident, c'est que nous voulons respecter l'entente que nous avons eue aujourd'hui. Nous avons épuisé notre droit, notre enveloppe globale de 100 minutes, je crois, et il me reste ma réplique pour épuiser justement ces 100 minutes. En ce qui concerne le gouvernement, il a jugé à propos, c'est son droit, de n'employer que 90 de ses 105 minutes, moins que cela je crois, 75 ou 80 minutes sur ses 105 minutes. C'est la raison de cet imbroglio passager que nous avons.

Comme il semble que les défenseurs étaient rares...

M. Lalonde: Ils n'en ont pas trouvé d'autres pour les défendre.

M. Lavoie: ...en faveur de la position du gouvernement...

Le Vice-Président: Est-ce que M. le député de Marguerite-Bourgeoys pourrait laisser parler son leader parlementaire?

M. Lalonde: Oui, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Je voudrais souligner la forme peut-être du discours du premier ministre et du député de Saint-Jacques. Quant à la forme, je peux dire que si ces discours avaient été prononcés à des réunions de partisans politiques ou sur des "hustings" politiques, cela aurait pu vraiment soulever la foule et impressionner leurs auditeurs. Mais je crois que ces deux discours n'étaient pas appropriés et détonnaient un peu avec les discours qu'on doit entendre dans une Assemblée nationale.

Quant aux deux discours, je crois que ni l'un ni l'autre n'a respecté tant soit peu la pertinence du débat. Connaissant la rigueur normale que la présidence doit avoir dans le respect du règlement en ce qui concerne la pertinence du débat, je dois souligner, M. le Président, que j'avais fait un effort

suprême pour m'exprimer pendant 60 minutes sur cette motion que j'ai soulignée, au départ, comme étant une motion exceptionnelle, une motion de fond, une motion rarissime, et que j'avais déjà fait disparaître, par suite de votre décision d'il y a quelques jours, quelques paragraphes qui se rapportaient aux travaux de la commission parlementaire qui avait procédé à l'audition des mémoires sur le projet de loi no 1, le premier projet sur la Charte de la langue française au Québec.

J'ai été un peu surpris — je n'ai pas voulu interrompre le premier ministre, à cause du respect que je dois au poste qu'il occupe — alors que se prêtant à une inflation, à une hémorragie verbale qu'on lui connaît très forte — on n'a qu'à souligner les propos qu'il a employés dans la conférence de presse cet après-midi, et lors de son discours sur la motion — il a osé reconnaître ou semblé déceler dans ma motion des termes exagérés. Je reconnais, au départ, qu'en ce qui concerne la facilité du verbe ou la facilité du vocabulaire ou de ce genre d'inflation verbale, je ne lui vais pas à la cheville et je le reconnais de nouveau. Sur la forme, je lui laisse la forme. Mais, je n'ai pas voulu, dans cette motion, M. le Président...

M. Lessard: C'est le fond aussi.

M. Bédard: Vous n'avez ni fond ni forme.

M. Lavoie:... vider la question de la Charte de la langue française au Québec. Dans le respect du règlement, nous aurons amplement l'occasion d'intervenir lorsque nous procéderons en deuxième lecture sur ce projet de loi où je compte d'ailleurs intervenir moi-même. Après l'étape de la deuxième lecture, lorsque nous étudierons ce projet de loi article par article, et en troisième lecture, je sais que les représentants de notre parti et d'autres Oppositions, auront l'occasion de vider cette question. En ce qui me concerne, je n'ai pas voulu, dans le respect du règlement, traiter de la question de la langue.

Ce que j'ai voulu, et qui n'a pas été retenu par le premier ministre ni par le député de Saint-Jacques, c'est souligner l'importance qu'on accorde à la liberté et à l'indépendance du Parlement comme base de toute démocratie dans le système où nous vivons. Ça, M. le Président...

M. Bertrand: On compte sur vous.

M. Lavoie: Vous pouvez être assurés que vous allez compter sur nous, et vous allez trouver devant votre arrogance un rempart indéfectible et infranchissable en ce qui concerne les libertés, non seulement individuelles, mais les libertés et l'indépendance du Parlement.

M. le Président, je crois que vous, en tant que notre représentant, en tant que serviteur également et membre privilégié de cette Assemblée, je n'ai pas à vous convaincre du devoir de l'Opposition. On voit, on se plaint, certains ministres se sont plaints qu'il y a peut-être une certaine lenteur dans le processus législatif. On trouve cela dans

nos systèmes. Le système américain, je crois, est encore plus généreux. Le "filibuster" est encore beaucoup plus facile au Sénat américain et au Congrès américain, où on peut bloquer d'une manière catégorique. Le droit de clôture n'existe pas. Ce sont nos traditions. Pour un pays où les décisions sont plutôt, au point de vue de l'Exécutif, au point de vue des affaires, au point de vue des entreprises, des plus efficaces et des plus rapides, ils ont su, en tant que Nord-Américains, garder, dans leurs traditions mitigées de parlementarisme anglo-saxon, ce respect du Parlement. D'ailleurs, nous vivons peut-être cette sagesse que j'ai mentionnée dans mon intervention cet après-midi, que nous avait conseillée à l'époque le député de Sauvé, dans ce prix que nous devons payer pour la démocratie.

Nous en vivons d'ailleurs le plus bel exemple. Tout en faisant une allusion très rapide au projet de loi no 1 et au projet de loi no 101, entre la première charte et la deuxième charte, grâce à certaines questions et à certaines représentations de l'Opposition, on nous a dit qu'il y a eu 70 ou 75 amendements.

Le premier ministre, suite peut-être à l'étude sérieuse que nous voulons faire et avec les représentations que l'Opposition et que l'opinion publique ont le droit de faire auprès du gouvernement, a laissé entendre aujourd'hui qu'il y aurait une décision importante du ministre d'Etat aux affaires culturelles dès demain matin dans cette difficile étude de la Charte de la langue française. On s'attend, on peut relever la galée de la transcription, à une déclaration importante, une décision importante, sans doute, suite à la représentation de l'opinion publique et aux auditions de l'Opposition. Cela prouve une chose, l'importance d'un projet de loi aussi collectif que la langue. On sait le pépin que certains anciens gouvernements ont connu. Nous rendons service au gouvernement actuellement en le forçant à prendre le temps qu'il faut pour étudier un projet de loi d'une telle importance.

Non seulement, M. le Président, est-il du devoir de l'Opposition officielle ou de l'Opposition reconnue, mais il est du devoir de tous les parlementaires, surtout ceux qui n'occupent pas un poste ministériel, d'être les premiers défenseurs des libertés du Parlement.

Quant à l'Opposition, c'est notre rôle, et reconnu, de critiquer d'une manière positive et constructive toutes les mesures que l'Opposition considère comme exagérées ou excessives, et ceci dans le meilleur intérêt d'une population. C'est notre rôle. L'ancienne Opposition l'a fait. Elle l'a bien fait, elle a bien joué son rôle, mais laissez-nous jouer le nôtre suivant notre bon jugement.

M. Lessard: Faites-le comme il le faut.

M. Lavoie: Est-ce qu'on a reproché sa forme au "filibuster" déclaré qui a eu lieu, à deux ou trois reprises, dans les dernières années, sur la loi 22, sur une autre loi où on entendait le cas de la baie James, sur l'augmentation du salaire des

juges, sur l'augmentation du salaire des députés? Encassez-vous encore vos chèques actuellement?

M. Lessard: On était bas, nous autres!

M. Bédard: En ce moment, faites-vous un "filibuster"?

M. Lavoie: En ce moment, il y a eu un gouvernement qui a eu le courage et la décence de respecter les règles du jeu. Ce qu'on vous reproche actuellement, même les députés ministériels d'arrière-ban, ce qu'on appelait la "pool room" et qui est resté une certaine "pool room", c'est que vous devriez vous lever contre l'Exécutif qui veut vous mettre le grappin dessus et protester contre la manière d'agir de certains ministres dans l'étude des projets de loi no 1 et no 101.

On n'a pas reproché aux oppositions du Parti québécois ses multiples "filibusters". Il y a eu des mesures prévues...

M. Bédard: Vous admettez que vous faites un "filibuster". Dites-le.

M. Lavoie: ... au règlement pour imposer la clôture ou d'autres moyens que vous auriez dû légalement et normalement employer.

Le premier ministre nous a donné également, il y a quelques années, un exemple de cette combativité. Est-ce que quelqu'un dans cette Chambre lui a reproché le "filibuster" qu'il a mené lui-même, en compagnie d'à peine deux ou trois députés, alors qu'il avait tenu — et cela chapeau, il avait le respect de ses opinions — en haleine ce Parlement, avec deux, trois ou quatre députés pendant six semaines lors du "filibuster" qu'il faisait sur la loi 63?

M. Bédard: Vous admettez que vous faites un "filibuster"?

M. Lavoie: J'arrive à cela. Voulez-vous demander au jurisconsulte de se taire, M. le Président?

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Laval et leader parlementaire de l'Opposition officielle, je vous inviterais quand même, à la suite de ma générosité, à conclure aussitôt que possible.

M. Lavoie: Combien de minutes pourriez-vous ajouter, M. le Président?

Le Vice-Président: Elles sont déjà accordées et vous pourrez vérifier le temps auprès du secrétariat de l'Assemblée nationale. M. le leader parlementaire de l'Opposition, s'il vous plaît!

M. Lavoie: Je termine rapidement, M. le Président. Un autre argument dans ma réplique; même s'il y avait un "filibuster" déclaré, ce qui n'est pas le cas, appréhendé, ce qui n'est même pas le cas, est-ce que — M. le Président, je vous pose la question, en tant que légiste re-

connu — cela donne ouverture à des moyens illégaux pour mettre fin même à un "filibuster" déclaré ou appréhendé? C'est ce que nous leur reprochons actuellement. Il n'y a même pas de "filibuster" et ils n'ont pas eu la décence, le courage... Ils ont utilisé, on le sait, des subterfuges, de la finasserie et ont employé des moyens illégaux, antiparlementaires et antidémocratiques. C'est le fond de la motion.

Je crois que nous avons doublement et triplement raison d'inscrire cette motion. Même si on l'a attribuée à toute l'Opposition officielle, je prends seul — d'ailleurs, c'était hors de propos, on ne pouvait pas accuser l'Opposition officielle — la responsabilité de cette motion dans le respect que j'ai du parlementarisme. D'ailleurs, où trouvez-vous quelque chose de dilatoire, lorsque j'ai proposé moi-même qu'elle ne dure qu'une seule journée?

M. Lessard: Une chance! Vous n'êtes pas capable de vous rendre à onze heures.

M. Bédard: Vous n'êtes pas rendu au bout de votre temps!

M. Lessard: Vous avez dix minutes et vous n'êtes pas capable de les épuiser.

M. Lavoie: La raison de cette motion, M. le Président...

M. Blank: On pourrait le faire durer pendant une semaine, si on voulait.

M. Lavoie: ... c'est que nous avons décelé, quand même, peut-être les vrais coupables de ce scénario et ce complot qui ont amené le court-circuitage des droits de l'Opposition et des parlementaires. Nous avons forcé le premier ministre à défendre deux de ses ministres. On sait — il l'a reconnu lui-même — que la responsabilité vient du bureau du premier ministre. C'est une raison de plus de cette motion d'avoir découvert vraiment la responsabilité du premier ministre et de l'avoir forcé à venir défendre deux de ses ministres qu'il avait placés lui-même dans un état intenable. C'est cela le but de notre motion.

Et le grand responsable — je le reconnais et tout le monde le reconnaît aujourd'hui — je crois que c'est le premier ministre, le député de Taillon. Avec l'amitié qui me lie au leader parlementaire du gouvernement, étant donné qu'on doit, dans notre procédure parlementaire, attaquer plutôt la position que l'homme, vous êtes assuré, M. le Président, que cela n'a jamais été mon intention d'attaquer l'homme; j'ai dû, en vertu de notre règlement, viser la personne qui me paraissait responsable en vertu de sa position. Je crois que le leader parlementaire du gouvernement est sorti peut-être grand du débat qui se déroule devant cette Assemblée. Il a accepté, lui, d'être la tête de Turc, le bouc émissaire, l'agent responsable, alors qu'il n'en était pas le responsable. On a reconnu et on reconnaît, ce soir, qu'on retrouve l'honnêteté et la

solidarité que le leader du gouvernement avait envers son chef et envers son parti. Je crois que, grâce à notre motion, le leader parlementaire du gouvernement en sortira grandi, mais d'autres se seront abaissés.

M. Lessard: Vous vous êtes abaissé.

M. Lavoie: M. le Président, c'est sûr que, connaissant les origines celtiques du leader du gouvernement, on connaît son emballement. C'est un peu le "néophytisme" du gouvernement actuel qui nous a amenés dans le bourbier, dans l'engorgement législatif que nous connaissons actuellement. Mais le leader du gouvernement, dès qu'on lui fait une mise en garde, et j'en ai déjà fait une à son égard au début de la session...

Le Vice-Président: A l'ordre!

M. Lavoie: Le temps n'est pas écoulé, on pourrait parler jusqu'à 22 h 45. Donnez-moi deux minutes quand même!

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader de l'Opposition officielle, vous savez que vous — A l'ordre, s'il vous plaît! — avez amplement dépassé votre temps. Si je vous ai interrompu, c'est qu'il y a une question de règlement de soulevée. J'y reviendrai avant la mise aux voix sur cette question.

M. le leader parlementaire adjoint du gouvernement, votre question de règlement.

M. Charron: M. le Président, je laisse l'Assemblée décider s'il y a consentement unanime pour que le leader de l'Opposition poursuive.

Le Vice-Président: Il n'y a même pas de demande de directive. Ici on sera peut-être choqué de ce que je vais dire. Je dois, comme représentant de la présidence, faire respecter cette entente. Cette entente n'est pas que le débat se termine à 22 h 45. Cette entente, c'est qu'un parti ait 105 minutes, au maximum. Qu'un parti ait 100 minutes, au maximum. Qu'un parti ait 50 minutes, au maximum. Qu'un parti ait 10 minutes, au maximum. Les partis avaient le droit d'utiliser leur temps ou non. Certains partis ne l'ont pas fait. J'ai voulu quand même, je l'ai indiqué d'avance, pour justement, sur une motion aussi importante, laisser cette possibilité, mais je ne voudrais pas... A l'ordre, s'il vous plaît! Je ne voudrais pas que sous prétexte de faire durer le débat... J'ai indiqué, il y a déjà six minutes, à M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, de conclure. Je ne demanderai pas de consentement unanime. J'ai obtenu le consentement des représentants des partis et je m'en tiendrai au consentement des représentants des partis sans quoi je ne sais plus où nous irons.

M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, veuillez conclure s'il vous plaît.

M. Lavoie: J'en ai au plus pour 30 secondes.

M. Charron: J'invoque le règlement, parce que vous avez vous-même rappelé que l'entente porte sur les minutes distribuées entre partis. Si le parti dont on parle et qui parle actuellement a dépassé le temps qu'il lui était dévolu par l'entente, vous devez vous en remettre au consentement unanime.

Le Vice-Président: Je regrette, M. le leader parlementaire adjoint du Parlement. Aujourd'hui, là aujourd'hui je le dis, j'ai présumé tout au long de cet après-midi, de cette soirée. Le consentement unanime de cette Chambre pour bien des violations au règlement. Les membres du parti ministériel ont dépassé le temps permis, en vertu de l'article 94. Par exemple: Des membres d'un parti ou de l'autre ont parlé de ce qui s'était produit en commission parlementaire, ont parlé d'autres sujets que ceux contenus dans la motion de M. le leader de l'Opposition officielle. Je n'ai point à me justifier, comme représentant de la présidence. Mais je pense que, suite à cette question, je dois souligner que dans une motion de cette importance, il faut que la présidence ait une souplesse qui permette à l'accusateur de prouver son accusation et à l'accusé de prouver son innocence. Et c'est pourquoi, pour éviter qu'on se rende à 22 h 45 sur des questions de procédure, je demanderais à M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle de conclure rapidement pour éviter les questions de règlement.

M. Lavoie: Merci, M. le Président, 30 secondes. Je termine en exprimant un voeu, c'est que le leader parlementaire du gouvernement, même si nous regrettons — je serais prêt à enlever le terme "réprouve sa conduite" — sa conduite, on peut tolérer à cause du poste qu'il occupe, et je désirerais qu'il reconsidère sa décision de démissionner comme leader parlementaire du gouvernement. En ce qui nous concerne, je ne vois aucune autre personne, du côté ministériel, qui pourrait le remplacer et que le fouillis serait doublement accru. Soyez assuré qu'il serait même davantage accru si c'était le député de Saint-Jacques; le fouillis alors serait triplé, M. le Président. Et si on en nomme un autre, je vais contester et je vais parader dans notre Assemblée pour que M. Burns demeure leader parlementaire du gouvernement.

M. Lessard: Nous n'avons pas besoin de vous pour régler nos problèmes.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! Que tout ceci se... A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît!

C'est avec les règles parlementaires que tout cela se termine dans la dignité, sinon l'entente. Pourrais-je, maintenant que le temps est écoulé — il est largement écoulé — avoir un consentement unanime de cette Assemblée pour mettre aux voix la motion de M. le député de Laval, leader parlementaire adjoint de l'Opposition officielle...

Non pas adjoint, pardon, je m'excuse, j'enlève adjoint. Qu'au journal des Débats, l'on censure et qu'on enlève "adjoint".

Pourrais-je demander immédiatement que l'on m'accorde la permission de mettre cette motion aux voix? Oui, M. le leader parlementaire "adjoint" du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, s'il y a consentement de l'autre côté, nous sommes prêts à disposer de cette motion immédiatement, étant donné que l'intention du gouvernement était d'appeler une loi qui en est au début de la deuxième lecture et que c'était, je crois, aux collègues de l'Union Nationale à intervenir. Peu importe, nous ajournons les travaux de cette Assemblée immédiatement après le vote pour permettre à nos amis de se reposer de cette journée.

Une Voix: Et de retrouver leur esprit.

Le Vice-Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Dans ces conditions, M. le Président, nous donnons aussi, évidemment, l'Union Nationale, notre consentement pour mettre immédiatement aux voix la motion du leader de l'Opposition officielle.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire "principal" de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Où est-il? M. le Président, je suis très heureux de cette suggestion du député de Saint-Jacques, le ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports et vous voyez déjà les fruits qu'une telle motion apporte.

Le Vice-Président: Cette motion de M. le député de Laval sera-t-elle adoptée?

M. Lessard: Vote enregistré.

M. Lavoie: Vote enregistré.

Le Vice-Président: Que l'on appelle les députés.

Des Voix: Adopté.

Vote sur la motion

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! La motion de M. le député de Laval, leader parlementaire de l'Opposition officielle, motion privilégiée en vertu de l'article 68 du règlement, qui se lit comme suit: "Que l'Assemblée réprouve la conduite du député de Maisonneuve et celle du député de Bourget, en raison de leurs agissements en tant que parlementaires, entre le 8 et le 12 juillet 1977, privant les membres de l'Assemblée nationale d'exercer pleinement leur rôle à l'occasion de l'étude du projet de loi no 1", est mise aux voix. Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Lalonde, Garneau, Mailloux, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynald, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Ciacchia, Marchand, Springate, Biron, Grenier, Goulet, Brochu, Le Moignan, Dubois, Cordeau.

Le Vice-Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Bédard, Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Bérubé, Johnson, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Tardif, Garon, Chevette, Michaud, Paquette, Marcoux, Alfred, Vaugois, Martel, Fallu, Rancourt, Grégoire, Bertrand, Laplante, Bisaillon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Perron, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Barril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet.

Le Vice-Président: Que ceux qui veulent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: Abstention, M. Roy.

Le Secrétaire: Pour: 26 — Contre: 49 — Abstentions: 1

Le Vice-Président: La motion est rejetée.

La motion — un instant, s'il vous plaît — est rejetée. La parole est à M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: En tant que leader parlementaire du gouvernement, j'aimerais proposer l'ajournement de nos travaux à demain, dix heures. J'ai averti, je pense, l'Opposition et nos collègues des travaux de demain. Nous commencerons par les projets de loi inscrits au nom du ministre de l'Agriculture, plus particulièrement les projets de loi nos 13 et 14, et, par la suite, avec l'enthousiasme que j'avais cet après-midi, possiblement que nous pourrions passer aux projets de loi inscrits au nom du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, dont un est déjà commencé, c'est-à-dire le projet de loi no 20, et, si nous avons du temps en plus, nous passerons à d'autres choses, tel que je l'avais annoncé cet après-midi.

Alors, M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux à demain matin, dix heures.

Le Vice-Président: Alors, je comprends qu'il y a motion d'ajournement. Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Adopté.

M. Burns: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Les travaux de cette Assemblée sont ajournés à demain, dix heures.

(Fin de la séance à 22 h 46)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*